T. XXVIII — N° 2 25 Avril 1934

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Les confusions mortelles.*

Moins que jamais les chrétiens n'ont le droit de les tolérer.

ENQUÊTE SUR LES RAISONS ACTUELLES DE L'INCROYANCE

Cel A. ROULLET. *Quelques facteurs d'incroyance.*

I. — La Presse.
La Presse neutre.
La Presse d'opinion.
La Presse de province.
Les journaux de Paris.
La Presse hebdomadaire.
Les Revues.
II. — Les collections.
III. — Les groupements libres-penseurs.

Réponse du R. P. Bessières, S. J.

Dialogue avec un curé d'une paroisse ouvrière.

DOCUMENTS

La situation du catholicisme allemand

I. — Le national-socialisme raciste et le catholicisme.
II. — Les Associations catholiques de jeunesse.
III. — La Presse catholique.

A travers les revues : Les « sans-Dieu » et leur méthode de propagande.

Billet de Christianus

Les confusions mortelles

Tout le monde s'accorde à reconnaître aux jours que nous vivons une importance exceptionnelle. Ils sont particulièrement graves pour l'influence et la réputation du catholicisme.

Les circonstances historiques ont créé, dans notre pays, entre la religion et la politique une confusion, de fait, inextricable, et par suite a été enraciné, dans l'esprit populaire, un préjugé de confusion difficile à dissiper. Par là s'explique le caractère de la politique religieuse, ou plutôt antireligieuse, de la troisième république. Car, malgré l'effort de clarification que, sous l'impulsion et la direction de Rome, n'a cessé de faire un groupe toujours plus nombreux de catholiques, on n'est pas parvenu à rendre indiscutées les distinctions nécessaires et à garder à l'activité du catholicisme son originalité.

Ceux qui, avec un beau courage, ont travaillé à le désolidariser des méthodes et des partis de droite — c'était la tâche urgente — n'ont pas toujours évité de le solidariser, sinon avec les partis, du moins avec des méthodes, des partis-pris et un esprit de gauche. Je sais bien la réponse : Mais si ce sont les gauches qui ont l'esprit chrétien ? Illusion parallèle à celle des droites, qui, elles, trouvent leur garanties dans les mots chrétiens qu'elles emploient. Comment des mouvements nés d'une opposition à l'Église peuvent-ils avoir l'esprit chrétien ?

Ainsi, le catholicisme, trop souvent encore, se trouve teinté et parfois déformé par la politique à laquelle il se trouve mêlé. Au lieu de ne porter la responsabilité que de lui-même, que de son esprit et de sa vertu, l'opinion publique

le rend responsable de tous les mouvements que les catholiques ont paru favoriser, même et parfois surtout de ce qui, dans ces mouvements, est le plus contraire à son essence.

De là, des malentendus et des divisions envenimées entre catholiques, qui devraient trouver, dans leur religion, terrain d'amitié et inspiration commune pour leurs techniques différentes ; et ce qui est plus grave : aux yeux du peuple, qui juge en gros, image déformée du catholicisme authentique.

*
* *

Veut-on des exemples ?

Tous les chapitres de l'économie politique, sociale, internationale, en fournissent.

On connaît les discussions passionnées autour de la paix. Pense-t-on qu'elles auraient été portées à ce point d'exaspération, si quelques catholiques n'avaient pas, par leur verbalisme intempestif et quelques effusions sentimentales naïves et déplacées, donné l'illusion qu'ils ne songeaient pas assez à la dignité nationale et aux intérêts de la Patrie ? Mais, d'autre part, sous prétexte de dignité et de sécurité nationale, va-t-on oublier la solidarité humaine et chrétienne et tourner le dos, sur le plan international, au travail d'organisation ?

Il n'y a pas un chrétien qui ne doive se réjouir des lois sociales, qui améliorent le sort des classes populaires, en assurant la sécurité de leur vie et en accroissant leur bien-être. C'est, au premier chef, une œuvre de fraternité chrétienne. Et si tous ceux qui, ces jours-ci, se sont glorifiés du nom de La Tour du Pin y avaient généreusement collaboré, cette organisation fraternelle serait plus avancée. Mais croit-on qu'il n'y a eu aucun inconvénient à mettre constamment l'accent, dans les groupements professionnels, sur les revendications matérielles ? N'a-t-on pas, sinon doctrinalement, du moins pratiquement, fait tort à la primauté du spirituel, à l'esprit d'abnégation et de pauvreté ? N'a-t-on pas favorisé cette mentalité de mendiant, si contraire à la noblesse traditionnelle — qui est une noblesse chrétienne — des gens de notre pays, mettant leur fierté à faire leur vie eux-mêmes ? On alléguait le salaire vital — mais quel est le salaire vital ? Certes, il y a un seuil, au-dessous duquel il serait inhumain de descendre, mais au-dessus n'en est-il pas aussi ? — N'a-

t-on pas contribué à donner ce goût de l'argent, qui est le grand responsable de notre démoralisation ?

On parle de rétablir l'autorité. C'est urgent. Une autorité qui veille au bien commun ; y emploie ses fonctionnaires, dans la dignité mais aussi dans la discipline ; y subordonne tous les citoyens ; contienne tous les égoïsmes et toutes les passions partisanes; harmonise tous les intérêts : autant de notions élémentaires et chrétiennes. Mais n'y a-t-il pas des chrétiens qui les oublient un peu dans leur action publique, soit qu'il s'agisse du droit des fonctionnaires, soit qu'ils défendent âprement les intérêts de leur groupement ? N'a-t-on pas pu lire dans un compte-rendu de Congrès d'Anciens Combattants — et ces Anciens Combattants avaient quelque raison de connaître la théologie — qu'ils ne consentiraient à participer au sacrifice financier réclamé à toute la nation, qu'après en avoir voté soi-même la quote-part, et s'être rendu compte de l'emploi qui en serait fait ? Que devient alors l'autorité ?

Et, d'autre part, lorsque maintenant, dans le désordre et le désarroi, les mêmes d'ailleurs qui ont travaillé à l'énerver et à la dissoudre l'appellent au secours, faudra-t-il, pour la rétablir, sacrifier la liberté et la dignité de la personne humaine ?

*
* *

Or, actuellement, c'est à toutes les vertus du catholicisme qu'inconsciemment fait appel l'honnêteté populaire, toute nourrie de morale chrétienne. En vérité, nous sommes à l'heure du catholicisme. Qu'il se montre et porte partout son influence. Mais qu'il ne se laisse pas enrober dans des mouvements qui n'ont rien à faire avec lui. Le péril des compromissions n'a jamais été aussi redoutable. Collaborer ne signifie pas se confondre. N'ai-je pas entendu un prêtre se vanter, sur une estrade publique, d'avoir participé dans la colonne des Anciens Combattants à l'émeute du 6 février ? — Il aurait mieux fait de faire, à cette heure, sa visite au Saint-Sacrement, a-t-on, aussitôt, murmuré autour de moi.

Il ne faudrait pas que l'heure du catholicisme devienne, par l'imprudence des catholiques, l'heure des nouvelles confusions.

CHRISTIANUS.

ENQUÊTE SUR LES RAISONS ACTUELLES DE L'INCROYANCE

Quelques facteurs d'incroyance : La presse, la librairie, les groupements libres-penseurs

Ayant à examiner le rôle et la part de la presse dans la genèse et le développement de l'incroyance, nous pouvons répartir les journaux en trois catégories.

D'abord l'immense troupeau de la presse d'information, neutre, constituée par les grands quotidiens parisiens d'information. Ils sont de puissants facteurs, en apparence inconscients, d'incroyance. Nous en parlerons rapidement.

Ensuite la presse d'opinion qui sert consciemment le dessein de répandre le scepticisme et l'agnosticisme, et plus particulièrement le mépris et la haine du catholicisme. C'est le propos qui retiendra surtout notre attention.

Enfin, il y aurait une étude, fructueuse, mais bien délicate du point de vue de la charité fraternelle, à faire porter sur les responsabilités, dans l'incroyance contemporaine, de la presse lue par les catholiques, de la presse qui porte le redoutable honneur de représenter la doctrine et l'esprit du catholicisme aux regards de nos contemporains. Je négligerai délibérément ce sujet qui a été traité ailleurs (1).

(1) Cf. les deux articles « Journal catholique? » dans *La Vie Intellectuelle* des 25 avril et 10 mai 1933. Ces articles ont été tirés à part et sont mis en vente aux Éditions du Cerf.

I. — La Presse

La presse neutre

Une étude approfondie et méthodique de la presse neutre, frivole, mondaine ou pornographique ferait ressortir une action favorable à l'incroyance. Elle la prépare et l'entretient, elle affadit la croyance et peut même la ruiner. Il faudrait suivre cette presse dans ses moyens, depuis l'information tendancieuse ou la tromperie par omission, jusqu'à la publicité malsaine ou superstitieuse, en passant par la chronique indulgente du divorce et les crimes passionnels, des colliers de perles égarés, des concours de beauté, de tous les faits divers où s'étale une morale facile ou plutôt un immoralisme ingénu. Nous ferions mention de la littérature frelatée des feuilletons policiers ou des nouvelles de la plus trouble sentimentalité, sans omettre les extravagances lingères et balnéaires de la mode, le culte idolâtrique des sports et des compétitions athlétiques, la petite histoire qui dispense de la grande, et la vulgarisation scientifique où l'encens brûlé à la gloire de l'inventeur obscurcit la gloire du Créateur.

Nous apercevrions les effets de cette presse si propres à développer l'incroyance : anémie de la pensée, légèreté des mœurs, ébranlement de la famille, dispersion de l'esprit, mépris de la contemplation et du recueillement, et surtout oubli de Dieu qui n'est jamais considéré comme un sujet d'actualité.

Je crois qu'il y aurait une analyse intéressante à faire des besoins que cette presse est par nature appelée à satisfaire : le besoin de savoir, qui va du plus noble appétit de connaître aux formes les plus vulgaires de la curiosité, et le besoin de se distraire où se rejoignent la néces-

sité du délassement et les exigences de la frivolité lasse de s'ennuyer. Il conviendrait aussi d'envisager l'aspect en quelque sorte social de l'influence par la presse, responsable du milieu, de l'atmosphère où la croyance étouffe et où l'incroyance épanouit naturellement sa végétation envahissante. Et je ne parle pas du point de vue politique que nous avons vu n'être pas étranger à l'incroyance, ni du point de vue financier qui n'est peut-être pas sans liaison avec elle. Placer si haut le trône de Mammon quand on ne fait aucune place à celui de Dieu, c'est évidemment prendre parti pour le mauvais maître contre le bon.

Ne manquons pas de donner une note sévère à ces publications qui pullulent en exploitant la sensualité la moins défendable, par le texte, par l'image, par l'annonce entremetteuse. L'abondance et le luxe de certaines de ces publications révèlent une clientèle innombrable et aussi la mise en œuvre de ressources matérielles qui nous laissent rêveurs. Je crois qu'une enquête un peu poussée découvrirait des bailleurs et des bailleuses de fonds que les lecteurs ne soupçonnent pas toujours. Si j'étais le préfet de police, qui a pour fonction de mettre son nez dans ce commerce-là, l'odeur des bénéfices indirects qu'il procure à l'État ne laisserait pas en repos ma conscience professionnelle.

La presse neutre gouverne presque souverainement les mœurs publiques. Nous aurions donc tort de négliger l'aspect social de son influence, je veux dire son action funeste sur l'état moral de la société contemporaine. Sur ce point, en raison de son immense diffusion, et du soin qu'elle prend de se conformer au goût de la masse, elle a de très grandes responsabilités dans les progrès de l'incroyance et de l'indifférence. L'homme, être social, est trop étroitement conditionné par son milieu pour que

nous prêtions peu d'attention à la nature des sollicitations qui, dans la société, l'enveloppent et le pénètrent. La presse neutre est un des grands obstacles à l'effort d'assainissement qui a pour objet de rendre l'air de notre temps plus respirable à l'âme chrétienne. Cet effort s'impose avec d'autant plus de nécessité que la société des chrétiens est plus éloignée de l'héroïque vigueur que l'on a vue, par exemple, à ses débuts.

La presse d'opinion

Abordant maintenant le problème de la presse d'opinion agent conscient d'incroyance, nous pourrions d'abord nous demander dans quelle mesure la presse (et j'entends par là tous les périodiques) est capable d'influencer l'incroyance contemporaine. Cette influence est assurément très grande, mais il faut remarquer qu'elle est toujours étroitement liée à une *prédisposition* de l'opinion. La loi de la presse n'est pas de faire l'opinion, mais de la satisfaire. Elle vit de sa correspondance à certains besoins de l'opinion. On n'impose pas par la presse à l'opinion des idées et des sentiments qui lui sont étrangers. Cela est certain, mais il n'est pas moins vrai qu'elle agit puissamment dans le sens où l'opinion incline. Elle est redoutable comme amplificateur et accélérateur. Si depuis la guerre l'allure générale de la presse est beaucoup moins défavorable à la croyance et au catholicisme, c'est la conséquence de l'apaisement progressif qui a suivi les grandes violences de la Séparation, il y a vingt-huit ans ; et davantage encore de la guerre et de l'Union Sacrée qu'elle a imposée. Dans cette atmosphère relativement pacifiée, une note tapageuse d'anticléricalisme ou d'irréligion ne rencontre pas les mêmes échos, sauf auprès d'une

clientèle limitée et irréductible. L'échec du *Quotidien* fondé par 60.000 anticléricaux est, à ce propos, instructif. Son succès, avec la couleur violemment anti-catholique qu'il avait affichée au début, eût été pour notre foi un grand dommage. Il reste cependant, nous le verrons, assez de foyers dangereux pour s'en occuper. J'ai seulement voulu faire observer que, dans leur nombre et leur intensité, il y a plutôt un gain par rapport à la situation que nous avons connue il y a vingt-cinq ou trente ans.

Il y a trente ans...

Sur ce point particulier je ne serais donc par le « laudator » mais le « contemptor temporis acti ». Ce n'est pas d'ailleurs notre sujet, et si je me permets une brève comparaison, c'est pour la leçon actuelle d'espoir que nous pouvons en tirer.

Quelle était alors la situation?

Les grands journaux d'information : *le Matin*, *le Petit Parisien*, *le Petit Journal*, *l'Écho de Paris*, *le Journal*, avaient tous la note irréligieuse, que les deux derniers, le *Journal* et *l'Écho de Paris*, combinaient avec la note pornographique et bassement obscène.

Le Temps, les *Débats* étaient hostiles au catholicisme. Le *Figaro* faisait les délices de la bourgeoisie voltairienne.

Les grands quotidiens radicaux de province menaient tous avec fureur la bataille anticléricale. Chaque jour ils jetaient en pâture à leur clientèle une histoire scandaleuse dont l'Église était éclaboussée. Ils faisaient crédit aux plus répugnantes imaginations.

Certains organes quotidiens comme *La Lanterne* vivaient uniquement d'un anticléricalisme très grossier. Un grand hebdomadaire, *L'Action*, était rédigé par l'ex-abbé Charbonnel.

Les grandes Revues, à l'exception du *Correspondant* et

des *Études*, ne cachaient pas leur hostilité à l'égard du catholicisme. La plus importante d'entre elles, *la Revue des Deux Mondes*, sortait à peine, grâce à la conversion de Brunetière, de la note de scepticisme agressif et léger que son fondateur Buloz lui avait donnée.

Aujourd'hui...

Où en sommes-nous aujourd'hui?

Nous ne nous arrêterons pas aux nuances de l'incroyance manifestée par la presse et les groupements rationalistes. Car il y a des nuances. On pourrait en effet distinguer et ce ne serait pas toujours sans utilité :

— une incroyance belliqueuse, hargneuse ou prêcheuse, obsédée de prosélytisme (couleur François-Albert[1] ou Alain) ;

— une incroyance sceptique, ironique, olympienne (couleur Valéry) ;

— une incroyance dédaigneuse, enveloppée, accompagnée de révérences et de protestations de courtoisie (genre Bayet) ;

et je ne parle pas de cette incroyance paradoxale, comme naguère celle d'un Izoulet ou d'un Soury, qui prône la croyance au nom de l'intérêt politique.

Tenons-nous au type général de l'incroyance qui se manifeste avec un dessein déclaré d'hostilité à l'Église, et qui, aidée inconsciemment par la presse neutre, nous acheminera vers un résultat que, dans une enquête de 1931 sur « le Paganisme de nos contemporains » le pasteur Élie Gounelle, directeur du *Christianisme social*, résumait ainsi :

1. *La déspiritualisation* de la société, et cela peut aller jusqu'à la matérialisation définitive ;

(1) M. François-Albert, depuis que ces lignes ont été écrites, a été emporté par une courte maladie.

2. La *déshumanisation*, et cela peut aller jusqu'à l'animalité totale ;

3. La *déchristianisation*, et cela peut aller jusqu'à la barbarie primitive.

La presse de province

Aucune action sur l'opinion publique n'est comparable à celle des grands quotidiens de province. Par leurs multiples éditions régionales, ils sont les seuls capables de fournir à leurs lecteurs l'image de la vie communale et départementale. La place qu'ils font à la politique est beaucoup plus grande que dans *le Petit Parisien*, *le Petit Journal* ou *le Matin*, et cette politique est ouvertement orientée vers les résultats des élections. Ils sont inféodés aux grands partis, et il n'est pas exagéré de dire qu'ils en assurent les progrès et les succès. Par eux l'opinion politique de la France presque tout entière est formée, et par eux aussi, plus que par aucun grand journal de Paris, l'opinion religieuse est influencée.

Les grands quotidiens radicaux-socialistes et socialisants de province sont en fait les facteurs d'incroyance les plus puissants. Reconnaissons d'ailleurs que certains d'entre eux inclinent aujourd'hui à faire plus large la part de l'information neutre et à réduire celle de la polémique. Dans tel d'entre eux, *le Progrès de Lyon* par exemple, la note anticléricale a presque disparu. Mais on la retrouve encore dans *la France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, *le Petit Méridional* de Marseille, *la Dépêche de Toulouse*, pour ne parler que des principaux.

La *Dépêche de Toulouse* mérite une attention particulière. Depuis presque un demi-siècle elle est l'organe prospère et puissant du radical-socialisme inféodé à la

Franc-Maçonnerie. Son rayonnement s'est exercé bien au-delà de la région *toulousaine*, et des catholiques ont souvent déploré qu'aucun de nos quotidiens de province n'ait été tenté de l'imiter et de jouer, au profit d'une politique respectueuse de l'Église, le rôle assumé par le grand régional du Sud-Ouest. Le journal des frères Sarraut a mérité longtemps, par son importance doctrinale et la redoutable tyrannie qu'il a fait peser sur l'État, le titre de « Journal officiel » des gauches. Il a servi de tribune retentissante à l'idéologie dont se nourrit encore aujourd'hui la multitude sur qui la laïcité combattive et anticléricale règne souverainement. Il évolue aussi dans le sens neutre.

Voici ce qu'en dit un bon juge qui s'attache à le suivre, et l'a lu pendant de nombreuses années :

Depuis la guerre, on ne voit plus dans *la Dépêche* d'attaques directes contre la religion (qu'on s'est toujours défendu d'attaquer), pas même contre ce qu'on appelait le cléricalisme.

Le mot d'ordre a dû être donné de laisser ces « choses-là » de côté, de les ignorer.

Mais *la Dépêche* a de nombreux collaborateurs — les politiques et les *littéraires*, — dont les articles se font pendant en première page : les *politiques* aux deux premières colonnes, les *littéraires* aux deux dernières — équipe remarquable, dont, à ma connaissance, aucun autre journal français ne possède l'équivalent et à laquelle est laissée une grande indépendance d'opinions.

L'un des plus anciens collaborateurs dits « littéraires » est M. Edmond Haraucourt. Celui-ci, depuis quelque temps, s'est lancé dans l'hagiographie et a publié des articles qui sont de nature à faire grand mal à la religion.

Le danger de ces articles est leur caractère de démonstration savante, écrite sans passion (du moins apparente) et dans un style accessible à tous.

On a vite la sensation du mal que peuvent faire les articles de M. Haraucourt, du doute qu'ils peuvent faire naître dans certains esprits même cultivés. S'ils étaient d'allure batailleuse, leur nocivité serait certainement bien moindre.

M. J.-J. Brousson, l'ancien secrétaire d'Anatole France, écrivain connu, est chargé d'une rubrique spéciale : « La vie qui passe ». Quand J.-J. Brousson écrit dans *Excelsior* ou *les Nouvelles Littéraires*, il est correct. Dans *la Dépêche*, il est dégoûtant par sa façon de tout prendre à la blague, de se moquer de tout. C'est aux dépens de ce qu'il y a de plus sacré, la morale usuelle, la famille, la fidélité conjugale, la religion même, qu'il exerce son ironie le plus souvent.

Et il fait de l'immoralité, sans doute parce qu'un incroyant ne trouve pas de meilleur moyen de faire de l'esprit.

A Brousson qui opère chaque jour à la dernière colonne de la 2e page, on a adjoint, depuis deux ans à peine, un certain Johnnie (pseudonyme) qui est attaché à la rédaction à Toulouse. Ce dernier remplit quotidiennement la rubrique : « D'un jour à l'autre ». Dans les différentes éditions, les articles de Johnnie sont placés en tête de chaque chronique départementale. Ils portent toujours sur une nouvelle ou un compte rendu envoyé la veille par quelque correspondant local. Johnnie s'efforce de le commenter avec esprit, d'en signaler les ridicules, bref, de rédiger un « papier » amusant. Il ne tombe pas dans l'immoralité d'une manière aussi courante que Brousson, mais il lui arrive de ne savoir pas s'en empêcher.

L'attitude de *la Dépêche* au point de vue religieux dans ces dernières années n'est pas ce que doivent supposer ceux — s'il en est — qui s'en tiennent à sa réputation d'avant-guerre. Elle ne contient pas d'attaques systématiques contre la religion ou même contre le « cléricalisme ».

Les articles signalés de M. Haraucourt sont de nature à détruire les croyances religieuses. Il n'est pas sûr toutefois que l'auteur se soit proposé ce but. Et comme jusqu'à ces derniers temps ils n'étaient pas habituels, il est possible qu'ils cessent.

Ceux de M. Brousson ne peuvent qu'accroître l'immoralité et portent ainsi atteinte aux croyances religieuses ; de même quelques-uns des articles de Johnnie.

Il y a lieu de signaler que l'œuvre de démoralisation se fait, plus encore sans doute par les *détails surabondants* fournis sur les crimes qui se commettent quotidiennement et sur leurs auteurs. *La Dépêche* n'est certes pas seule à incriminer sur ce point, elle est toutefois parmi les journaux qui veulent paraître les mieux renseignés, même en cette matière.

La Dépêche ne publie pas la moindre information sur tout ce qui pourrait faire connaître et aimer le catholicisme.

Les journaux de Paris

A Paris, la palme de l'anticléricalisme et de l'irréligion revient sans conteste à *l'Œuvre*, fondée par Gustave Téry, agrégé de philosophie, sorti de l'Université pour suivre sa vocation de pamphlétaire. L'hostilité à l'Église perce dans toutes les rubriques du journal. Mais un des rédacteurs s'en est fait une spécialité. C'est M. de la Fouchardière, qui connaît bien les enseignements du catholicisme pour les avoir reçus au collège et qui met à profit ses connaissances pour le persifler. Voltaire est son idéal et son modèle. Il rêve d'en imiter le ricanement et la bonhomie grimaçante.

L'Œuvre est très lue dans la petite bourgeoisie qui mange du curé. Elle possède une grosse clientèle d'instituteurs. Elle plaît aux étudiants qui, si nous en croyons les résultats de l'enquête, sont également sensibles aux charmes grossiers du *Canard enchaîné* dont l'irrespect universel et anarchique s'étend naturellement aux choses de la religion.

Au moment de sa fondation, *le Quotidien* s'annonça comme une dangereuse machine de guerre au service de la Maçonnerie et des groupements rationalistes. Sa vertu, on le sait, devint suspecte, et il fut racheté à l'encan par M. Jean Hennessy qui en a modifié l'allure et le ton.

L'Ère Nouvelle est peut-être, en dehors des journaux révolutionnaires comme *le Populaire* et *l'Humanité*, le quotidien où s'exprime avec le plus de violence la haine contre l'Église. Malgré son tirage restreint, elle vise au rôle de moniteur officiel de l'irréligion.

Pour en finir avec les quotidiens, donnons une brève

mention au journal *la République*, où l'hostilité contre la religion perce par intermittences seulement et sous une forme dont il faut reconnaître la courtoisie.

La Presse hebdomadaire

On connaîtrait de façon très insuffisante les périodiques agents d'incroyance si l'on ne tenait pas compte de la presse hebdomadaire. Son influence est considérable.

Un souvenir, que n'accompagne aucun regret, est dû à deux défunts qui ont joué un rôle important après la guerre. *L'Impartial*, entretenu par la munificence d'un grand pharmacien, fut, au point de vue de la qualité, la réussite la plus achevée. Il accordait chaque semaine plusieurs colonnes aux polémistes irréligieux en renom. On y trouvait la signature de Guignebert, de Couchoud, et les pseudonymes variés du malheureux Turmel. Sa réputation cependant était éclipsée par celle du *Progrès civique* fondé par Dumay, le créateur du *Quotidien*, et entraîné dans la même débâcle.

La clientèle désemparée du *Quotidien* et du *Progrès civique* a été invitée à se regrouper dans l'hebdomadaire *la Lumière*, publiée par les dissidents de ces périodiques sous les auspices de MM. Aulard et Buisson. Tous les rédacteurs y sont des ennemis déclarés de l'Église. M. Bayet, gendre d'Aulard, et dont la collaboration est très répandue, y entretient l'ardeur de l'incroyance militante, aux côtés d'Alain, le philosophe agnostique, doctrinaire de la pensée radicale et impie.

Nous les retrouvons dans *l'École libératrice*, organe du Syndicat national des Instituteurs, à qui son tirage à 70.000 exemplaires et l'abonnement obligatoire pour tous les adhérents au Syndicat assurent une large

influence. Elle s'impose à sa clientèle par sa valeur pédagogique, et abuse de son crédit sur ce terrain pour propager une philosophie de la vie étroitement sectaire.

La même note, plus violente et plus audacieuse encore, éclate dans *l'École Émancipée*, organe des Instituteurs groupés dans le Syndicat unitaire soumis à l'influence de Moscou. La Revue hebdomadaire *Monde*, dirigée par Henri Barbusse, s'inspire de la même doctrine, et se pique de préoccupations littéraires, scientifiques et artistiques.

Nommons encore une petite revue, *Libres Propos*, où Alain, dont on ne peut méconnaître l'action très étendue sur un large public, publie ses réflexions incisives, âpres, condensées, d'une énigmatique obscurité et d'une préciosité laborieuse.

On regrette enfin d'avoir à noter d'anticléricalisme la page scientifique des *Nouvelles Littéraires*, où l'on parle en général de l'Église avec des égards, et qui compte plusieurs catholiques parmi ses rédacteurs habituels. Malheureusement M. Marcel Boll, qui a la haute main sur la rubrique scientifique, en profite pour y propager le scientisme le plus grossier, ou pour y combattre le spiritualisme et notamment le spiritualisme chrétien. Membre militant de « l'Union rationaliste » dont nous allons nous occuper tout à l'heure, il a ouvert à ce groupement, sur un terrain neutre en apparence, une tribune dont l'anticléricalisme étonne et détonne.

Les Revues

Après ce tableau des hebdomadaires, il convient de dire un mot des grandes Revues mensuelles ou bimensuelles que signale particulièrement un dessein déclaré de nuire au catholicisme et à l'Église.

La Nouvelle Revue Française, tout entière soumise à l'influence de ce mauvais maître qu'est M. Gide, mérite d'être désignée parmi les publications où l'incroyance trouve à s'alimenter le plus habituellement, et le plus agréablement en raison du soin littéraire qui préside à sa rédaction. Tout ce qui s'attache de fâcheux à la qualification de « gidien » fait assez connaître les torts de cette revue contre la morale, et contre la pensée catholique. La conversion éclatante au bolchevisme de celui qui est l'idole de la maison donne un caractère plus franc à l'anarchie intellectuelle qui est hospitalisée, et au dilettantisme qui permet d'y lire également des écrivains d'esprit indépendant et même catholique. En général l'hostilité au catholicisme s'enveloppe de précaution ou d'un persiflage discret. Cependant plusieurs articles ont étalé dans ces dernières années un sectarisme assez effronté.

On doit signaler quelques manifestations des mêmes tendances et des mêmes procédés dans *Le Mercure de France*, à qui une longue neutralité, qui n'a pas toujours été sa note, commence, semble-t-il, à peser. Il s'est fait, à plusieurs reprises et avec complaisance, l'écho des haines entretenues par *l'Action Française* contre la Papauté et les fidèles qui lui restent dociles. L'anonyme auteur de *l'Église catholique en France* a placé dans cette revue des pages où se reflète sa mauvaise humeur de ne pas régenter à son gré, au profit d'amis suspects, l'Église à laquelle il dit appartenir.

En outre de ces deux publications citons brièvement *la Grande Revue*, que toute sa tradition incline à servir l'incroyance, et la jeune revue *Europe*, qui porte bien la marque de son éditeur Rieder. Cet éditeur a droit, en effet, à une place de choix parmi les facteurs contemporains d'incroyance, où nous ne pouvons pas négliger des

éléments aussi importants que les maisons d'édition. Entre beaucoup qui sont toujours prêts à recevoir des manuscrits à tendance agnostique, socialiste, naturaliste, pourvu qu'ils en puissent escompter du profit, Rieder s'est fait, avec quelque éclat, une spécialité de la littérature impie. Sa collection anti-chrétienne, intitulée « Christianisme », est seulement une des pièces de la machine de guerre installée au coin de la place Saint-Sulpice, et nous voudrions avoir plus de motifs de croire qu'elle réussit à se passer de certains concours officiels.

II. — **Les collections**

Pour être complet, il faudrait s'arrêter à examiner les grandes collections dont la vogue est croissante. Plusieurs sont consacrées à l'histoire des idées ou des faits. On se propose d'y retracer toute la vie de l'humanité et tout le développement des civilisations. Selon les tendances propres des auteurs il est possible d'y relever, en plus d'un endroit, un désir de servir l'incroyance. Cependant ce propos est en général assez voilé, et la belle tenue de la plupart de ces collections les éloigne d'afficher un anti-catholicisme combattif. Il faut d'autant plus regretter que la collection dirigée par M. Berr, ait accueilli le *Jésus* de M. Guignebert. Ce médiocre ouvrage s'y trouve déplacé par le manque d'esprit critique de l'auteur, inexcusable dans une collection de réelle valeur.

Guignebert, comme Alain, Bayet, Couchoud, Alfaric, Marcel Boll, que nous avons eu l'occasion de nommer, sont les étoiles de première grandeur, au moins si l'on considère leur zèle partisan, de la nébuleuse qui s'est formée sous le nom d' « Union rationaliste » avec le dessein

de monopoliser l'esprit scientifique et de l'exploiter contre les enseignements de l'Évangile et de l'Église. Par cette « Union », nous abordons la question des grands groupements foyers actuels d'incroyance.

III. — Les groupements libres-penseurs

L'Union Rationaliste a été fondée en 1930, à l'instigation de M. Bayet, qui en est le secrétaire perpétuel et l'animateur infatigable. On trouvait, au début, dans son comité d'honneur, les noms de la Comtesse de Noailles, de MM. Ferdinand Brunot, Émile Borel, Lévy-Bruhl, Jean Perrin, Charles Richet. Parmi ses fondateurs nous rencontrons ceux de Henri Roger, ancien doyen de la Faculté de Médecine, président de l'Union, de Paul Langevin, vice-président, de MM. Couchoud, Becquerel, Gaston Moch, etc. Un comité d'études se réclame entre autres de MM. Alain, Alfaric, Becquerel, Andre Berthelot, Marcel Boll, C. Bouglé, Gaston Chérau, Georges Duhamel, Jean Guéhenno, Meyerson, Jean Rostand, etc., etc. Au bout de deux ans d'activité, l'Union annonçait un chiffre de 2000 sociétaires. Elle édite une « Bibliothèque rationaliste » et publie mensuellement les « Cahiers rationalistes ».

Si nous avons fait de ce groupement d'incroyants un tableau un peu détaillé, c'est en raison de sa jeunesse relative, de ses prétentions conquérantes et aussi de l'activité déployée en sa faveur par son secrétaire, M. Bayet. Mais nous ne prétendons pas qu'il l'emporte en influence sur d'autres groupements plus anciens qui n'ont rien perdu de leur importance, et dont on aurait tort de croire que le zèle se refroidit.

Nous sommes bien loin de penser que la Franc-Maçonnerie, quoique son triomphe soit plus modeste, ait perdu de son influence occulte. La presse à sa dévotion baisse le ton, et s'ouvre plus rarement à des manifestations de prosélytisme claironnant, et peut-être même un certain nombre d'organes se sont-ils détachés de son obédience, directe ou indirecte. Mais elle continue à gouverner les comités radicaux-socialistes, et par leurs élus à tenir des leviers de commande dont le rôle est de premier ordre. Son inspiration et sa faveur animent la *Ligue des Droits de l'homme* et la *Ligue de l'Enseignement*, dont l'affiliation est représentée aux jeunes instituteurs sortant des Écoles Normales comme un prolongement logique de leur passage à l'École. A l'Union rationaliste, elle est présentée en amie et alliée. Nous ne sommes pas assez renseignés pour dire que c'est en souveraine. Elle a sa revue, *l'Acacia*, comme les deux autres groupements possèdent les leurs qui s'appellent : les *Cahiers de la Ligue des Droits de l'Homme*, et le *Bulletin de la Ligue de l'Enseignement.*

Nous retrouvons M. Bayet comme secrétaire de l'Association de Défense laïque dont on se rappelle peut-être le manifeste de 1930, qui était un véritable appel aux armes contre l'Église, et qui cherchait à rafraîchir les vieux griefs et les calomnies les plus désuètes, utilisés depuis deux cents ans par les ennemis du catholicisme. La violence de cet appel a éveillé peu d'échos, et ce tapage n'a pas été renouvelé.

Enfin n'oublions pas dans cette énumération des foyers d'incroyance les syndicats de la C.G.T., et les syndicats moscoutaires qui reflètent l'aversion manifestée par les partis socialistes et communistes à l'endroit du christianisme. Dans ces organisations professionnelles la foi de beaucoup a fait naufrage.

On s'étonnera peut-être que nous n'ayons rien dit d'un groupement qui a distillé pendant de longues années, dans les milieux intellectuels, le poison de la pensée rationaliste et irréligieuse. Nous voulons parler de « l'Union pour la Vérité ». La présidence de Paul Desjardins l'a maintenue, jusqu'à une époque toute récente, dans la voie de l'incroyance et de l'apostolat libre-penseur. Elle a édité naguère un « calendrier-manuel » qui fournissait à ses adhérents, pour chaque jour de l'année, une méditation et un texte propres à nourrir leur hostilité à la vérité chrétienne. M. Paul Desjardins a pris sa retraite. Son successeur, M. Guy-Grand, a donné au groupement une autre orientation. Son désir est d'en faire le lieu de rencontre d'esprit de familles diverses en quête de la vérité. Nous savons que des catholiques y ont pris rang.

Cᵉˡ André Roullet.

Réponse du R. P. Bessières, S. J.

J'ai donné à lire le texte de l'enquête à un prêtre de haute intelligence et d'un zèle exemplaire, curé d'une grande paroisse ouvrière socialisante, après avoir été longtemps vicaire et curé de campagne; assez ouvert, par ailleurs, à « l'intellectualité », pour entretenir des relations amicales avec plusieurs artistes et écrivains, plusieurs prêtres et religieux éminents...

Ses remarques cadrent assez bien avec les observations que j'ai pu faire moi-même dans des milieux fort variés : milieux ouvriers et paysans, milieux intellectuels (instituteurs, professeurs d'Université, écrivains), pour que je lui donne la parole, en une sorte de dialogue socratique... moins didactique mais aussi moins ennuyeux qu'une thèse. M. le curé a été soldat, ce qui expliquera quelques expressions.

M. le Curé. — C'est ainsi qu'il faudrait marquer les étapes : 1° de l'anticléricalisme a l'indifference et à l'in-croyance; 2° de l'in-croyance (de la non-croyance) à la foi et à la pratique.

Ma paroisse était, il y a quelques années, nettement anticléricale. La majorité vote encore et pour longtemps « à gauche ». Mais le prêtre n'est plus « couaqué »; il est au contraire, vous l'avez vu, fort salué.

D'où venait l'anticléricalisme du peuple et de la bourgeoisie, car, tout en s'exprimant différemment, la psychologie est la même?... Je n'hésite pas sur la cause principale : *L'arbre est jugé à ses fruits.* Le sel affadi n'est pas simplement inutile, il empoisonne la terre.

Moi. — Vous voulez parler des mauvais prêtres...

Lui. — Hélas oui! Je pourrais vous citer telles paroisses de campagne empoisonnées depuis le XVII[e] siècle par l'exem-

ple de tels monastères, d'autres perdues par un malheureux prêtre, parfois par une « série noire ». Comment s'étonner? L'apologétique des foules, de 99 % de nos gens, c'est le prêtre. On croit sur sa parole. Que cette parole apparaisse mensongère, c'est le mépris, la haine... Mais, après tout, le mauvais prêtre est l'exception... Le prêtre médiocre fait plus de ravages que lui. Vous nous avez cité l'équation de Blanc de Saint-Bonnet si souvent rééditée en termes variés : un peuple vaut ce que vaut son clergé et un peu moins. Un clergé (séculier et régulier) médiocre, cela donne un peuple irréligieux; un clergé simplement croyant, cela donne, à la longue, un peuple parfaitement incroyant...

Un clergé autoritaire, féru de préséances, ami de ses aises, courtisan des puissants, bref peu zélé et de vertu médiocre, croyez-moi, cela mène tout droit à l'anticléricalisme...

Le cantonnier et l'agrégé de mathématiques font implicitement ou explicitement le raisonnement suivant : « Ces gens-là nous prêchent un Dieu pauvre, humble, mortifié, né dans une étable, élevé dans un atelier de village, ami des petits, un Dieu qui a maudit les riches, béatifié les pauvres, servi ses disciples, lavé leurs pieds... Et eux?... Donc, ils mentent, donc ils ne croient pas, donc ils sont des Tartufes...

Quel mal, par exemple, nous a fait l'esprit de prépotence! La mentalité de tels instituteurs laïques nous révolte. Mais, songeons-nous, parfois, à ce qu'était, avant 1880, leur situation en face des curés, aux abus de pouvoirs dont les prêtres se rendaient coupables dans telles régions où ils étaient les maîtres incontestés, les « recteurs », au sens propre?... Serait-ce une explication de ce fait singulier : chez nous, les centres où prêtres et communautés surabondent sont parmi les plus anticléricaux... Perdrions-nous à être vus de près? Le Curé d'Ars n'y perdait pas...

Moi. — Fussions-nous de petits saints, il reste, Monsieur le curé, que nous gênons les passions : Qui fait la vérité vient à la lumière; mais qui fait le mal *hait* la lumière... Le Christ était saint et fut haï... à cause même de sa sainteté...

Lui. — Oui, par un sacerdoce, légitime gardien de la science, mais déchu... Le peuple ne fit que suivre... Vous apportez de l'eau à mon moulin... Certes, pour un grand nombre de mes paroissiens venus au monde depuis cinquante ans, surtout pour la jeunesse laïcisée jusqu'aux moelles, il n'existe plus guère que l'alcool, les femmes et « le pognon »... Mais les passions sont de tous les temps; leur maîtrise actuelle, en la supposant plus grande qu'aux siècles passés, ne serait-elle pas plutôt la conséquence que la cause de l'apostasie?...

Moi. — N'oubliez pas, non plus, *l'école*...

Lui. — Je ne l'oublie pas, ni la *caserne* obligatoire qui fut, parfois, croyez-en ma vieille expérience de curé, une école d'immoralité et d'incroyance pire que l'école laïque... C'est « la caserne pour tous » qui donna le coup de grâce à nos campagnes, dépeupla et stérilisa nos foyers ruraux... Mais quoi? Je reviens à ma thèse : un prêtre zélé pouvait conjurer, en grande partie, le mal, suivre ses gars, leur écrire, les ressaisir aux congés, les recommander à l'aumônier, les mettre en liaison avec la Jeunesse Catholique...

Quant à l'école, l'Encyclique de Pie XI nous a dit ses bienfaits et ses méfaits... Mais ce même Pie XI ne vous disait-il pas, à Rome, en 1922 : « Avec un clergé nombreux et saint, tout le reste nous sera donné par surcroît; sans ce clergé, tout le reste ne servira de rien. » Tenez, *l'Ami du Clergé* vient de reproduire quelques phrases du Vicomte d'Avenel parues dans la *Revue des Deux Mondes*, et les livre à notre méditation : « Ce n'était pas d'écoles sans Dieu que sortait la génération d'adultes qui institua et confirma la laïcité. C'est, au contraire, parce que la majorité des électeurs de 1880 n'étaient pas chrétiens, ou tout en l'étant au fond n'avaient pas le souci de défendre leur religion, qu'ils ont voté la laïcité sous une forme qui chassait Dieu de l'école. Or, tous les électeurs et tous les députés de 1880, urbains ou ruraux, riches ou pauvres, bourgeois et prolétaires, *tous, sans exception*, sortaient d'écoles et de collèges où ils avaient reçu ce qu'on estimait la meilleure instruction religieuse,

c'est-à-dire appris le catéchisme partout obligatoire jusqu'alors... » Il est certes ennuyeux de constater ces faits, vaut-il mieux les ignorer? A mon avis, ils prouvent ceci : enseigner le catéchisme ne suffit pas; il faut le faire aimer, en le vivant; on ne fait pas des chrétiens avec une étiquette sur une porte mais avec une âme marquée du signe de la croix... A voix basse, je vous demanderai : De quelles écoles, de quels pensionnats, sortaient Voltaire, les Encyclopédistes, la bourgeoisie et l'aristocratie qui, par les folies irréligieuses du XVIII[e] siècle, préparèrent la Grande Révolution?

Moi. — Les rois, les maîtres, les chefs, portèrent aussi une part de responsabilité.

Lui. — J'y venais. Aujourd'hui, comme toujours, un *Laïcat* chrétien est l'auxiliaire indispensable du prêtre... Mais ce Laïcat n'est-il pas généralement à l'image du prêtre? Si le Laïcat fit mal juger l'arbre par ses fruits, si la religion d'un grand nombre est faite de sentiments plus que de convictions profondes et militantes, d'égoïsme intéressé, de pratiques considérées comme une assurance contre l'anarchie et contre... l'enfer; si les Gaston de Renty, les Henry Buch, les Léon Harmel, les Philibert Vrau, hommes qui « livrèrent leur âme » pour le règne de Dieu, sont si rares, à qui la faute? Croyez que je ne fais pas le procès de mes confrères ou des vôtres, et que j'en prends « pour mon grade »... Je m'examine et, surtout, j'examine, avec toute la loyauté dont je suis capable, le problème qui est posé sous mes yeux depuis trente ans... Vous ne me nommerez pas, alors j'y vais! Vous dites : Laïcat, élites... Nos élites nées, élevées dans nos collèges cléricaux, même quand elles restaient fidèles à la foi... et à la morale, nous apportèrent-elles le concours sur lequel nous devions compter? Pendant cinq, six, dix ans, on ne les voyait que pendant les vacances; sauf de très louables exceptions, comme elles s'étaient alors isolées de la vie paroissiale, de nos œuvres, elles continuaient, les études terminées, à se considérer comme une caste pour qui ce serait déchoir que se mêler à nos païens, à nos gavroches, pour les gagner au Christ...

Moi. — Attention, Monsieur le Curé! Je vais vous prendre en contradiction... Ces services du Laïcat vous m'avez dit que, trop souvent, ce fut moins la matière que le désir de l'utiliser...

Lui. — Qui manqua... Oui, oui, je l'ai dit; mais c'est précisément ma thèse : responsabilité première, essentielle : la nôtre; secondaire : la leur. Il eût fallu former des *Chefs Laïques*. Vous avez dit des choses très méchantes là-dessus, dans *L'Évangile du Chef*... Ajoutez-y, pour être plus méchant encore, ces remarques faites, hier, devant vous, par M. l'Inspecteur de l'enseignement libre : « L'ancien régime, avec ses mœurs absolutistes pèse toujours sur nous. Que de laïques de bonne volonté il glaça, éloigna de nous, parfois rejeta dans le camp ennemi! » On crée les Chefs dans la mesure exacte où on les appelle à prendre des responsabilités... Tenez, écoutez ce qu'un homme éminemment pondéré, le P. Léonce de Grandmaison, écrivait dans sa brochure : *La Crise de foi chez les jeunes* : « Parlant du nombre infini d'hommes apparemment hors de la voie normale de salut, (le cardinal Billot) cherchait à ce troublant problème un principe de solution dans le rôle providentiel de l'élite, de tous ceux qui sont, à titres divers, des guides et des *chefs*... Non seulement chaque génération d'hommes et chaque pays, mais chaque groupe et chaque famille a les siens... Ceux qui ont mission pour préparer les jeunes gens aux luttes futures... peuvent être induits, par la gravité de la question, abordée aujourd'hui, à un sérieux *examen de conscience*... » Eh! oui, continuait M. l'Inspecteur, demandons-nous si, héritiers d'un passé trop vivant, nous n'avons pas, nous, ministres de Dieu, gardé des mœurs de fonctionnaires en choses saintes... Ce fonctionnaire qui, derrière sa grille, attend le client et dit dans son cœur : « Je suis tout, et toi, rien... » N'est-ce pas à cause de ce danger que la persécution périodique nous est nécessaire pour nous ramener au sens de la réalité et de l'humilité?... Dans la prospérité, on s'installe, le sel s'affadit et se fait fouler aux pieds, ce qui est proprement l'anticléricalisme. Cela n'expliquerait-il pas ces vagues d'anticlérica-

lisme accompagnant régulièrement (chez les petits comme chez les grands) toutes les périodes de prospérité religieuse apparente? Le règne du très pieux Charles X aboutit à la Révolution anticléricale de 1830, comme le règne du voltairien Louis-Philippe aboutit à la République tolérante et respectueuse de 1848...

*
* *

Moi. — Votre « *pars destruens* » est assez complète...

Lui. — Je passe à la « *pars construens* »... Comment nous tirer de l'anticléricalisme? Comment exorciser la haine du prêtre, car on ne hait la religion qu'à travers ses représentants? C'est très simple; je ne dis pas facile : donnons au peuple, comme aux intellectuels, des prêtres dévoués « jusqu'à la corde », qui vivent leur Évangile, qui « y croient » au sens populaire; pour qui l'épopée du Christ « soit vraiment arrivée »... Ces prêtres, réguliers et séculiers, chacun dans sa sphère, aucune souffrance ne les laissera insensibles; ils seront doux et humbles; ils ne feront pas les grands personnages. Je ne dis pas qu'ils se vêtiront comme saint Benoît Labre; les pompes religieuses elles-mêmes plaisent au peuple, à condition qu'elles soient pour lui et pour Dieu, non pour nous, « qui sommes poussière et y retournons »; ces prêtres échapperont à la fascination de « la vanité »; le « galon » ne leur fera pas tourner la tête... « *La dureté de cœur et l'esprit de prépotence* du clergé, écrivait Mgr d'Hulst, telles sont les deux principales causes du retard de l'Évangile. » Mon prédécesseur désarma l'anticléricalisme d'un grand nombre, rien qu'en « faisant la rue ». Tous les jours, il circulait, à pied, à travers ces rues où, à son arrivée, un prêtre ne pouvait guère se montrer sans être « couaqué »; il parlait à tous, s'informait de tout... Les pires mécréants finirent par le vénérer... Ils avaient *vu* le Christ doux et humble, en lui, comme les ouvriers de Reims l'avaient *vu* dans le cardinal Luçon... Tenez, un trait : le cardinal reposait sur sa couche funèbre et le peuple défilait devant lui en pleurant de vraies larmes; un ouvrier en habit de travail, n'y

tenant plus, se détacha de la foule et, sa casquette à la main, déposa deux gros baisers sur les joues du cardinal... Ce geste vaut un volume d'apologétique... Cet ouvrier, le cardinal, quand il le rencontrait, allait au-devant de lui, lui serrait la main, l'appelait par son petit nom, lui demandait des nouvelles des enfants dont il savait aussi tous les noms : « Je connais mes brebis, et voilà pourquoi mes brebis me connaissent », disait Jésus...

Moi. — On gagne ainsi le cœur...

Lui. — Pas seulement le *cœur*, mais aussi l'*esprit*. Souvenez-vous d'Augustin, un intellectuel pourtant, nous disant que la bonté d'Ambroise fit plus que sa doctrine éminente pour l'amener au vrai : l'arbre et les fruits...

Mais ceci dit, nous ne négligerons pas la doctrine : « *Fides ex auditu.* » Croire et montrer que la religion est chose belle, utile, intelligente, « très chic »..., donc, se cultiver, appeler, sans craindre les frais, des orateurs de valeur... Un militant du laïcisme, fort cultivé, à qui sa femme passait discrètement mon *Bulletin Paroissial*, ce qui l'amena à nos dernières conférences, disait, au retour, à sa femme : « Eh bien! oui, je suis pour cette religion, celle de l'abbé T., celle du chanoine D., celle du Père X... Mais pas pour l'autre. » L'autre, il ne la connaissait pas, sans quoi il l'eût reconnue, mais son erreur même montre bien le processus invariable : la religion *vue* à travers ses Ministres, belle, conquérante ou miteuse ou odieuse... d'après cette vue. Un autre mécréant très intelligent ne me disait-il pas, après notre dernière conférence : « Si de telles vérités retentissaient, avec le même accent, à toutes vos tribunes, le pays entier vous suivrait »? Je n'ai d'ailleurs rien d'un pragmatiste comme disent les théologiens, et je fais mon *Bulletin paroissial* aussi corsé que possible; j'y indique les bons manuels de religion; j'en passe à mes meilleurs laïques; car ils ont, ici encore, un rôle important, parfois plus que le nôtre... Notre vie, notre costume, nos traditions françaises, nous isolent de presque tous les milieux vitaux où se *font* les idées : l'atelier, la mine, l'usine, le magasin, le chantier; je ne parle pas du théâtre,

du salon, du club, du café... Il faut travailler, là, par nos vicaires laïques. Instruits, serviables, exemplaires, ils désarmeront les haines, feront fondre la banquise de l'indifférence : L'arbre et les fruits... toujours.

Moi. — Cela ruinera l'anticléricalisme; cela fera-t-il des *croyants*?

Lui. — Pas tout de suite... On aimera le curé sans croire; on sera prêt à se battre pour lui (je parle d'expérience) sans aller à l'église; on payera le denier du culte, mais on votera « rouge », par solidarité de classe, par atavisme, phobie ancestrale du « gouvernement des curés ». Comme l'écrit notre ami M. Desgranges, dans son livre *L'organisation des Conférences* : 85 o/o des Français « se cabrent devant toute forme de domination cléricale ».

Moi. — Je me souviens d'un professeur de philosophie, en un grand lycée, converti par le P. Sanson, qui me disait : « Voyez-vous, jamais, jamais nous ne consentirons à voir réapparaître le gouvernement des curés ou des Jésuites... » A quoi je répondis : « Les curés et les Jésuites sont les premiers à ne pas vouloir de cette apparition ou de cette réapparition... »

Lui. — Il faudra du temps pour qu'un Mgr Nolens, un abbé Brauns, Ministres du Travail, un Mgr Seipel, Chancelier, soient possibles, chez nous... Ils le seraient peut-être déjà (ce qui d'ailleurs n'instituerait pas le gouvernement des curés) si nous avions été moins sourds à l'Encyclique *Rerum Novarum* ou à l'Encyclique sur le Ralliement, c'est-à-dire moins oublieux de l'Évangile...

Quoi qu'il en soit, c'est par les *mêmes* procédés, vainqueurs de l'anticléricalisme, qu'on arrive à vaincre l'indifférence, l'in-croyance; procédés que je résume par cette formule simpliste : l'arbre jugé aux fruits.

Les intelligences et... les volontés, car cela va ensemble, dans l'adhésion de foi, nous les vaincrons encore et toujours, par la bonté, les services, les miracles de notre charité... Le Christ guérissait, pardonnait, puis prêchait : *cepit facere et docere*... Les arguments seuls ne feront rien de rien... En ce

dernier stade encore, les laïques peuvent souvent autant ou plus que nous... J'avais un moniteur de gymnastique, un petit saint, qui osait ce que mes vicaires n'osaient pas. A mes jeunes chenapans, fils de communistes et de socialistes, qui venaient au cinéma, au patro, mais pas encore à l'église, il faisait faire, tous les soirs, la prière. Pas un ne rouspétait. On l'aimait, on l'estimait : sa religion était bonne : « *Bonum et verum convertuntur* », disait mon professeur de théologie, un digne homme, mais qui ne comprenait rien au patro, au cinéma, au syndicat et autres « balivernes »...

Moi. — Oui, mais il nous aurait, à juste titre, reproché d'oublier l'essentiel en nos doctes dissertations...

Lui. — *La grâce*... la grâce de conversion ! Je ne l'oublie pas un instant; mais de quoi ai-je parlé, jusqu'ici, sinon d'elle? Est-ce que le prêtre, le laïque vivant vraiment leur Évangile d'humilité, d'oubli, de dévouement, ce n'est pas la grâce *visible*, illuminatrice et « motrice »? est-ce que ce n'est pas la grâce méritée pour autrui? Pensez-vous qu'un prêtre embourgeoisé ait le droit de faire des reproches à Dieu si sa grâce paraît lente?

De plus, et cela mon vieux professeur l'aurait compris (sans se rendre compte comment on y arrive), après avoir défriché le désert, comme nous pouvons, nous choisissons les plus belles plantes pour les transplanter en bonne terre : Cinéma, sports, syndicats, conférences, secours aux chômeurs, ont rendu la religion aimable à la foule, en la montrant utile et belle; si les pères ne venaient pas au catéchisme, les fils ou les petits-fils y viendront; il y aura, de plus en plus fréquentes, des conversions d'adultes. Parmi ces convertis ou les fidèles de toujours, nous choisirons une *élite* que nous « chaufferons », dans les maisons de Retraites fermées, dans ces pèlerinages où le curé entreprendra Pierre et Paul, tandis que ce Jociste ou ce chef Scout entreprend Jacques et Jean... On leur parlera de communion fréquente, on leur communiquera le feu sacré, en cet « apostolat individuel » si cher à Pierre Poyet. Et la grâce travaillera, mais, toujours, par nous, puisque le Christ nous estima assez pour vouloir

qu'elle soit communiquée par l'intermédiaire des hommes... Mais, ici aussi, il faudrait que nous, les prêtres, nous passions devant... Vous connaissez cet aveu de Mgr d'Hulst. En septembre 1872, après la retraite qu'il venait de prêcher au clergé de Paris, il notait, dans son carnet, ceci, qui sera ma conclusion. Par là, Mgr d'Hulst aura répondu à l'enquête, et ce sera, peut-être, la meilleure réponse devant laquelle je m'efface de grand cœur :

« Notre saint Archevêque se demande s'il est possible, oui ou non, de convertir Paris; il incline à penser que oui; je serais plus affirmatif que lui, mais à une condition presque irréalisable : c'est que tous les prêtres de Paris fussent bons et plusieurs saints... Je demandais à Marie de nous donner quelques vrais saints. Alors j'ai senti renaître en moi cette question qui me remue et me trouble toujours : pourquoi ne demanderais-tu pas cela pour toi-même? Et j'ai eu peur de faire cette prière, parce que j'ai eu peur d'être exaucé. »

Moi. — Deux ans plus tard, Mgr d'Hulst trouvera ce courage; la prière repoussée, il la redira chaque jour.

Albert Bessières, S.J.

DOCUMENTS

La situation du catholicisme allemand

Malgré le concordat, sur l'application duquel des pourparlers ont été engagés à Rome, la situation du catholicisme allemand semble difficile, et de plus en plus se précise un état de lutte religieuse. Bien des incidents relatés par la presse en montrent des indices. Nous voudrions seulement présenter ci-dessous quelques documents tout récents et révélateurs de ce très grave conflit.

I. — Le national-socialisme raciste et le catholicisme

a) Au sujet des sermons de S. Ém. le Cardinal Faulhaber, archevêque de Munich

Le cardinal Faulhaber, ayant prononcé l'hiver dernier une série de sermons sur le racisme et le christianisme, s'est attiré quelques répliques dont voici les deux plus marquantes :

On a essayé de calomnier par tous les moyens l'idée de race, qui n'est qu'une gigantesque tentative scientifique pour obliger l'Allemagne à se ressaisir. Cette méthode rappelle celle de la Renaissance. C'est surtout l'Église qui a affirmé l'incompatibilité du racisme et du christianisme. Le cardinal

Faulhaber vient encore de le faire. Il convient de déclarer que cette hostilité est le fait de l'Église elle-même et que les savants ne la connaissent pas. La réflexion sur les races ne conduit jamais à la haine entre les races, mais à la compréhension mutuelle. Dans son sermon de la Saint Sylvestre, le cardinal Faulhaber a lancé des attaques graves contre la période préhistorique de l'histoire allemande. Il ignore manifestement les résultats des recherches archéologiques. Il semble croire que nos ancêtres les Germains étaient des barbares sanguinaires, qui ne peuvent se comparer aux populations civilisées du Tigre et de l'Euphrate. Lorsqu'il dit qu'un disciple de l'Évangile rend plus de services à la patrie que des Germains belliqueux, il semble s'approprier la thèse de nos ennemis, contre laquelle toute la politique extérieure de l'Allemagne cherche à lutter. Lorsqu'il affirme que l'Allemagne n'a pas été délivrée du communisme pour retomber dans la barbarie de l'antique Germanie, c'est une diffamation du relèvement qui s'accomplit dans le 3e Reich. Si Faulhaber peut encore prêcher en Allemagne, il le doit à Hitler. Pour le 3e Reich, ce n'est pas Charlemagne, comme le veut Faulhaber, qui est le créateur décisif du peuple germanique, mais Witikind, le représentant de l'idée du Reich, qui s'est transmise par l'intermédiaire de Henri le Lion et du Brandebourg et de la Prusse jusqu'à Adolf Hitler.

(Extrait d'un discours de M. Alfred Rosenberg, à Hanovre, 22 janvier 1934.)

(*Deutsche allgemeine Zeitung*, 23 janvier.)

Les milieux des anciens « noirs » en Bavière ne doivent pas être perdus de vue. Il est fort naturel et très compréhensible que le clergé, qui s'occupe de politique, et qui était autrefois tout-puissant, ait de la peine à se résigner, à se promener dans le petit jardin du Seigneur, au lieu de se répandre dans la campagne de la politique. Il est triste de voir que les hommes d'Église se retranchent en toute occasion derrière les concordats et les traités, et qu'ils semblent songer sérieusement à demeurer éternellement un État dans l'État. Il est littéralement irritant de constater que le cardinal Faulhaber ne s'est pas encore décidé à faire une profession de foi sincère et sans réserve en faveur du nouveau régime, et qu'il pro-

nonce au contraire des sermons sur les prétendues « valeurs morales » de l'Ancien Testament et sur les rapports entre le « Germanisme et le Christianisme », sermons qui sont de nature à provoquer des conflits de conscience dans beaucoup de milieux et à compromettre ainsi l'unité intérieure du peuple, à peine réalisée. Le cardinal et ses collaborateurs feraient mieux de faire des sermons sur le chapitre de l'obéissance ordonnée par Dieu à l'égard du gouvernement légitime et de s'efforcer de rendre meilleure la fâcheuse réputation dans laquelle est tombée l'Église à cause de ses représentants politiciens...

(Extrait d'un discours du ministre bavarois Esser, 27 janvier 1934.)

(*Voelkischer Beobachter*, 28 janvier 1934.)

b) Sermon de Mgr Bares, évêque de Berlin, prononcé le Vendredi-Saint dans la cathédrale Sainte-Hedwige (*Extraits*)

Le Christ est l'idéal de toute notre vie chrétienne. Qui le suit devient semblable à Dieu, et devenir semblable à Dieu, mes frères, c'est l'aspiration qui a toujours tourmenté l'humanité. Cette aspiration, mal dirigée, dans un sens blasphématoire, a conduit l'humanité à toutes les erreurs, depuis le péché originel, les erreurs du polythéisme jusqu'à l'erreur du panthéisme et jusqu'aux erreurs de notre temps, où l'homme se prend lui-même pour Dieu...

Je vous parle aujourd'hui dans la grande ville de Berlin, et vous comprendrez assurément votre évêque, et vous lui donnerez raison, s'il vous dit que les sacrements aujourd'hui sont souvent ensevelis sous les décombres de l'apostasie. Le baptême, en bien des lieux, n'existe plus, et il est remplacé par un accueil fait au jeune païen par des païens plus âgés. La Confirmation et le sacrement de l'Ordre n'existent plus. La trame d'or de la mission apostolique est rompue. Le sacrement de Pénitence n'est plus, et dans les cœurs droits cette rupture a laissé un terrible désert. Le Mariage comme sacrement n'est plus, et ainsi le jeune homme sortant de la maison paternelle se lance parmi les tempêtes et les souffrances de ce monde sans la bénédiction du Christ, sans la bénédic-

tion de l'Église. Le merveilleux anneau d'or de l'Eucharistie, qui attache à notre impuissance la toute-puissance de Dieu, est brisé. Le sacrement des mourants est lui aussi enseveli sous les ruines de l'apostasie. Sacrements du Christ, étoiles au firmament surnaturel, qu'êtes-vous devenus ? A votre place ont été mis d'autres sacrements, mais ce ne sont pas des sacrements du Christ, ce sont des sacrements de Satan ; au lieu de sacrements de vie, ce sont des sacrements de mort, au lieu de sacrements de filiale dévotion à Dieu, ce sont des sacrements de diabolique assassinat des âmes !

Suis-je trop sévère, et est-ce trop dire ? N'est-ce pas un sacrement diabolique que cette littérature impie, frivole, incroyante et païenne qui, en ces temps où nous sommes, jaillit du sol sous nos yeux comme des champignons après une pluie d'orage ? De la littérature, des livres épais ou minces, mais tous conçus par le péché, rédigés par le péché, édités par le péché, sous la responsabilité du péché, achetés par le péché, vendus par le péché, et qui menacent de conduire tout un peuple à la pourriture. N'est-ce pas là un sacrement diabolique ? Et encore, ce que nous voyons également parmi nous, ces mystères de l'occultisme, ces questions adressées aux esprits, cette astrologie !

Quand on ne veut plus croire à Dieu, c'est vers de pareilles choses qu'on se réfugie. Ah ! c'est seulement entre les mains de l'Église, fiancée de Jésus-Christ, que j'aperçois encore le calice du salut, empli du Sang rédempteur du Christ, le calice que l'Église du Christ et que le Christ par son Église présente à ses enfants. O catholiques de Berlin, tenez ferme à cette Église, soyez fermes dans votre attitude, et faites vôtre cette vie chrétienne ! C'est la vie du Christ, c'est le Christ dans sa sainte Église...

La conscience dit que ni l'individu, ni les États, ni les sociétés, ne peuvent exister sans la vérité et sans la justice. Sans elles, il n'y a pas d'espoir... Il faut revenir au Christ, revenir au Christ dans son Église : là seulement se trouvent le remède et le salut.

L'évêque parle ensuite des souffrances que les Chrétiens doivent subir à l'image de leur Maître, et les encourage :

Courage, mes chers chrétiens ! pensez que le Christ est avec nous... Vous connaissez la parole du Christ : « Les

portes de l'Enfer ne prévaudront point contre elle. » On peut bien briser des institutions humaines, mais on ne viendra jamais à bout de l'Église du Christ. Quand on croit l'avoir terrassée, aussitôt elle est debout, vivante et calme, fière et forte, et ceux qui ont creusé la fosse y tombent eux-mêmes, et l'Église leur chantera encore le *Requiem*. Quiconque se dresse contre l'Église s'élève contre le Christ et contre Dieu, et quand on s'élève contre Dieu, mes Frères, vous savez ce qu'il en faut penser : C'est l'attitude de gens perdus. Le Christ triomphe dans son Église !...

(*Germania*, 1er avril 1934.)

c) Lettre pastorale de l'Évêque de Munster a ses diocésains, lue dans les églises le dimanche de Paques (*Extraits*).

Une parole de vérité et de clarté est d'autant plus nécessaire quand les ennemis de la religion, comme il arrive actuellement, non seulement combattent tel ou tel enseignement de l'Église, mais nient ou falsifient les fondements mêmes de la religion et les plus sublimes Mystères de la révélation.

C'est attaquer les fondements de la religion et de la civilisation tout entière, que de dissoudre et de détruire dans l'humanité la croyance en Dieu. Selon la doctrine catholique telle qu'elle fut formulée en dernier lieu au concile du Vatican, Dieu est le pur esprit qui était avant tout commencement. Aujourd'hui on répand et on recommande des écrits qui proclament que ce n'est pas Dieu qui a créé le monde et son évolution, mais que l'idée de Dieu est un produit de cette évolution : c'est du nouveau paganisme...

C'est attaquer les fondements de la religion et de la civilisation tout entière que de détruire la loi morale dans l'homme. Or, c'est ce que font ceux qui déclarent que la loi morale ne vaut pour un peuple que dans la mesure où elle est utile à la race. Évidemment, on place ainsi la race au-dessus de la morale et le sang au-dessus de la loi. Cette doctrine erronée prétend que les dix commandements n'étaient que l'expression de la morale du peuple juif, et qu'ils doi-

vent être modifiés pour d'autres peuples ayant un autre sang. Mais en réalité les dix commandements qui furent promulgués sur le Sinaï obligent tous les peuples...

Cette attaque contre le christianisme, à laquelle nous assistons actuellement dans notre peuple, dépasse en puissance destructrice tout ce que nous savons des temps passés. Tout ce qui a été accumulé depuis des dizaines d'années et depuis des siècles dans les écoles des libres-penseurs, on veut le répandre maintenant dans tout le peuple, et le porter jusque dans les cœurs de la jeunesse. On y associe la séduction d'un espoir, en disant que cela servira à donner enfin au peuple allemand, divisé par la religion, une croyance commune. Il faut même constater avec étonnement qu'une série d'idées et de conceptions qui ont été éveillées chez les hommes par le mouvement d'impiété du bolchevisme, reparaissent maintenant sous le signe national. Contre toutes ces tendances, nous nous élevons par la force de l'esprit qui commande à l'évêque de défendre contre tous ses ennemis le « depositum fidei », l'héritage de la foi.

Le nouveau paganisme lutte contre la notion et le fait de la révélation par le Fils incarné de Dieu; il ne veut reconnaître qu'une révélation du sang, dont il faut écouter la voix... On rejette la révélation divine de l'Ancien Testament... et le Nouveau Testament lui-même n'est admis par les nouveaux païens que dans la mesure où il paraît être l'expression du sang germanique. Mais nous croyons et savons que cette révélation a été adressée à tous les peuples, afin que chaque peuple confesse dans sa langue une seule et même vérité...

Le nouveau paganisme s'en prend aussi au contenu de la révélation, et il nie sans exception tous les saints Mystères de la religion chrétienne. Il ne veut pas reconnaître le fait du péché originel... et il donne pour raison que la race nordique ignore la notion de péché, et que celle-ci provient d'une tout autre civilisation. D'aucuns vont même jusqu'à déclarer que le christianisme est une religion d'esclaves et que sa morale sublime est une morale d'esclaves, issue de l'époque de décadence de l'antiquité...

Les nouveaux païens repoussent les fruits de la Rédemption, la grâce du pardon des péchés, et celle qui nous fait enfants de Dieu, car comment celui qui ne peut pécher aurait-il encore besoin de la grâce? Ils transforment les

sacrements en pratiques d'une religion nationale, et parlent du mystère et du sacrement du sang...

Les nouveaux païens renient la communauté de l'Église du Christ, destinée à tous les peuples, et veulent une Église nationale reposant non sur la communauté de foi en la révélation, mais sur les doctrines de sang et de race. Dans la langue obscure qui est la leur, ils parlent d'un nouveau mythe, et de la nécessité d'une religion nouvelle. Il s'agit donc d'une négation fondamentale et radicale de tous les mystères du christianisme, et d'un effort pour créer, sur la base du sang et de la race, une religion nouvelle avec des symboles et des modèles nationaux.

Cette nouvelle doctrine exige une rupture radicale avec le passé chrétien du peuple allemand, dont la culture, depuis plus de mille ans, s'est développée sur le terrain du christianisme. Elle contient une révolte ouverte contre la volonté du gouvernement du Reich, dont le chef a déclaré, dans une heure solennelle, que les doctrines du christianisme devaient servir de base pour la reconstruction du Reich allemand. Néanmoins, sous prétexte de favoriser la renaissance du peuple allemand, on ose dénigrer le christianisme et sa doctrine, outrager sa morale et saper la fidélité à la foi de nos pères. C'est une tromperie infernale qui s'accomplit ainsi, et qui forcément abuse les bons eux-mêmes.

C'est pourquoi, comme évêque allemand, j'élève la voix pour avertir et je dis : Tenez ferme à la foi de l'unique et sainte Église catholique et apostolique, comme vos pères ont gardé et confessé cette foi. Soyez dès l'abord cuirassés contre les embûches de l'adversaire. Veillez en particulier, vous parents chrétiens, sur la jeunesse à vous confiée. Gardez-la de la séduction qui émane de la fréquentation des incroyants et de la lecture des écrits qui, sous la fausse apparence du vrai et du bien, répandent le poison du nouveau paganisme...

(*Koelnische Volkszeitung*, 4 avril 1934.)

d) Extrait du sermon du Jeudi-Saint prononcé par Mgr Groeber, évêque de Fribourg

Ceux qui sont à la tête de l'État veulent que le Concordat ne reste pas seulement sur le papier. Mais je constate avec

douleur que, dans notre patrie, il y a des hommes qui prétendent que l'avenir du peuple allemand n'est possible qu'à condition de l'arracher au christianisme qui a été jusqu'ici le fondement de sa vie. Ils veulent enchaîner le peuple allemand d'aujourd'hui à l'ancien peuple germanique, non pas seulement par le sang et la race, mais encore par la foi. Par amour pour notre peuple, soyez et restez de fidèles catholiques! Les grands hommes de notre peuple ne voulaient point d'un Kulturkampf; mais à ceux qui jouent avec cette idée, je dis : Vous nous trouverez cuirassés, si vous voulez arracher la foi de notre cœur.

(*Germania*, 4 avril 1934.)

e) Réponses et commentaires hitlériens

Dans le Voelkischer Beobachter, *M. Alfred Rosenberg déclare que le nouveau régime était prêt à comprendre la position des anciens chefs du Centre, à leur faciliter l'adaptation et à tolérer de leur part certaines critiques. Beaucoup d'ecclésiastiques du Centre et d'anciens chefs de ce parti auraient dû être reconnaissants à l'État national-socialiste d'avoir tiré un grand trait sur le passé :*

Il faut se représenter tout cela pour apprécier comme il convient l'outrecuidance qui se manifeste quand, dans le sentiment d'une sécurité nouvelle, de hautes autorités ecclésiastiques osent presque dénier au national-socialisme le droit de répandre ses idées. Le cardinal Faulhaber, à Munich, a lancé le mot d'ordre, et un certain nombre de discours épiscopaux ont continué l'offensive. L'évêque de Berlin, Dr Bares, a fulminé en termes vigoureux contre tous les livres qui ne sont pas conformes au dogme catholique... évidemment, le Dr Bares a la prétention outrecuidante de déclarer diabolique tout ce qui n'est pas parfaitement conforme au dogme de Rome. Quand il se plaint des temps terriblement difficiles, on croirait que son Église souffre une grave persécution. En réalité, le fait que lui et ses confrères peuvent tenir de pareils discours prouve exactement le contraire.

Le Dr Groeber, archevêque de Fribourg, a prononcé à Pâques un discours imprégné du même esprit, et dans lequel

il nous reprochait carrément que certaines gens voulaient effacer des siècles d'histoire allemande... Nous sommes convaincus qu'il a choisi pour ses sermons d'édification religieuse une forme qui ressemble déjà fort à une attaque politique. Quand il déclare qu'une tourmente passe sur l'Église, mais que celle-ci ressuscitera dans une splendeur nouvelle, c'est affirmer implicitement que cette Église supporte actuellement la persécution. De pareils discours servent ensuite aux émigrants d'Allemagne et à la presse germanophobe pour leur propagande d'atrocités. C'est pourquoi nous appelons leur attention très sérieusement sur ce fait politique...

Nous croyons facilement que, par les dites attaques d'anciens chefs du Centre, on peut créer un état d'esprit afin d'avoir éventuellement un martyr. Comme l'ancien parti du Centre voit aujourd'hui un grand nombre de ses partisans qui sont, de fait et de cœur, dans le camp national-socialiste, faire des martyrs lui apparaît comme le dernier moyen de faire croire à des persécutions religieuses, afin de mobiliser les réserves encore existantes en invoquant des idées religieuses séculaires. L'État national-socialiste a de tous temps reconnu la liberté de la vie religieuse, et il n'y portera pas atteinte, mais il sera obligé, ultérieurement comme dans le passé, d'exiger, et s'il le faut avec force, que, la tribune parlementaire étant maintenant fermée au Centre, la chaire sacrée ne soit pas confondue avec la tribune du Reichstag.

(*Voelkischer Beobachter*, éd. Allemagne du Sud, 10 avril 1934.)

L'allocution de l'évêque de Berlin, dans ses points essentiels, n'est pas seulement équivoque, elle mérite par endroits d'être vigoureusement relevée. Tandis que, dans d'autres pays, on brûle et on pille les églises, et que le clergé y est exposé souvent à des persécutions, aux coups et au meurtre, le nouvel État d'Adolf Hitler a laissé et garantit à l'Église et au clergé une liberté d'action sans pareille. Quand l'évêque Bares parle de la littérature satanique qui jaillit du sol sous nos yeux et qui est inventée par le péché pour corrompre tout un peuple, il y a là, en présence de l'assainissement de notre vie publique débarrassée du marxisme, qui jadis luttait en alliance avec le Centre, une affirmation inadmissible.

Tout aussi inconvenante est l'allusion à l'époque présente, époque de crainte et d'angoisse, où chacun regarde l'avenir avec anxiété et doit penser à l'homme pieux qui en mourant s'écriait encore : Mon cœur appartient à Rome.

L'évêque Bares lui-même devrait avoir remarqué que le nouveau gouvernement national-socialiste, pendant la première année de son pouvoir, a fait tout ce qui était humainement possible pour écarter les conséquences dévastatrices du régime marxiste, et pour tirer notre peuple de l'état lamentable où il se trouvait, et le conduire vers un avenir plus souriant. Nous avons, dans la nouvelle Allemagne, le droit de repousser une manœuvre d'opinion comme celle que mène à Berlin l'évêque Bares.

Au surplus, nous rappelons que le Concordat interdit aux ecclésiastiques toute activité politique. On ne pourra pas contester que le sermon de l'évêque de Berlin est inconciliable avec l'esprit du Concordat.

(*Voelkischer Beobachter* de Berlin, 1er avril 1934.)

Il faut malheureusement constater que, de plus en plus, les chefs de l'Église catholique en Allemagne se montrent habiles à franchir les limites de leur activité ecclésiastique pour entrer sur le terrain politique et s'y servir de formules qui, presque toujours, peuvent — et même doivent forcément — prêter à des malentendus. Les amis de M. Bares s'empresseront naturellement de repousser ces malentendus, en disant que leur évêque a seulement visé les ennemis marxistes et communistes de l'Église catholique. Mais cette défense n'est pas très convaincante, car, au bout de dix-huit mois de gouvernement national-socialiste, nous sommes, Dieu merci ! arrivés au point que la racaille marxiste et les idées qu'elle représente ne sont pratiquement plus un danger pour l'Église catholique en Allemagne.

Alors, à quoi sert cette lutte contre les moulins à vent ? Ces combats de pure apparence nous rappellent trop facilement le temps où l'on n'hésitait pas à mettre nationaux-socialistes et communistes dans le même sac.

Il suffit de connaître l'attitude de la très grande majorité du clergé catholique vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne actuelle pour savoir que, dans ces milieux, on reste adver-

saire du mouvement national-socialiste. Ils fondent cette attitude sur les mêmes raisons que nous trouvons dans ce discours de l'évêque Bares. Cependant, aucun esprit tant soit peu politique parmi nos dirigeants ne songe à « venir à bout de l'Église du Christ ». Nul n'envisage des projets aussi insensés, par cette simple raison d'abord que nul ne voudrait faire un tel plaisir à certains de ces messieurs.

Mais c'est toujours la vieille chanson : On parle du catholicisme religieux menacé, et l'on pense au catholicisme politique, c'est-à-dire à l'ancien parti du Centre ! Or ce n'est pas seulement le national-socialisme qui lutte pour empêcher celui-ci de revenir, ce sont aussi tous les nationaux-socialistes catholiques convaincus, qui depuis longtemps regrettent que le clergé catholique ne s'associe pas de bon gré, et dans une collaboration joyeuse, à la construction nouvelle du troisième Reich. S'ils avaient agi ainsi, on aurait évité bien des difficultés qui proviennent de la position à l'écart prise par ces milieux catholiques.

(*National Zeitung* d'Essen, 1er avril 1934.)

Très caractéristique est l'attitude d'une certaine partie de la presse « allemande » qui, dans une incompréhension évidemment consciente et voulue, a publié des écrits qui sans aucun doute n'étaient pas destinés à la publicité, et les a présentés d'une façon telle qu'ils pouvaient servir à ses propres fins. Ces journaux ont poursuivi ainsi une tactique qui a commencé immédiatement avant la fête de Pâques, par la façon dont on a présenté le déplaisant discours de l'évêque de Berlin et qui, ainsi qu'on peut le déduire de divers symptômes, va continuer et s'intensifier encore.

Il suffit de regarder les noms des journaux qui se sont rencontrés ainsi, pour savoir aussitôt d'où vient le vent. Ce sont, en effet, tous les journaux centristes qui, sous la firme nouvelle — et qu'ils croient hors de soupçon — de « presse catholique », essaient de continuer l'ancienne tactique des manœuvres et des menées sourdes.

L'article dénonce la Koelnische Volkszeitung *et la* Germania *comme chefs de file, et poursuit :*

Cependant des écarts de ce genre venant d'organes centristes mis au pas seraient encore dans une certaine mesure

compréhensibles... Mais la même indulgence ne nous paraît nullement indiquée quand il s'agit de chefs éminents du catholicisme politique en Allemagne, qui actuellement collaborent évidemment la main dans la main avec la rédaction de ces journaux, et qui sans doute ont l'intention de livrer encore, juste à la dernière heure, la lutte décisive au plus fort avec le national-socialisme.

Les faits sont trop transparents, quand soudain retentissent de Berlin, de Fribourg et d'autres villes épiscopales, des voix qui prétendent exhorter les fidèles de l'Église catholique à la « résistance contre le danger national-socialiste ». Ces messieurs devraient se tenir pour dit que le mouvement national-socialiste, dans sa fidélité absolue au Führer, peut supporter bien des choses qu'un parti moins fort et moins groupé ne pourrait supporter, mais aussi que pour nous, nationaux-socialistes, l'idée de la communauté du peuple enfin conquise est une chose trop haute pour que nous puissions y laisser porter atteinte par l'outrecuidance et les intérêts égoïstes de certaines gens.

(*National Zeitung* d'Essen, 6 avril 1934.)

II. — Les Associations catholiques de jeunesse

a) Lettre du Saint-Père à la jeunesse catholique d'Allemagne

Par l'entremise de Mgr Klens, prélat de Dusseldorf, le Souverain Pontife a adressé à la jeunesse catholique d'Allemagne, à l'occasion de Pâques, le message autographe suivant :

Aux associations de la jeunesse catholique d'Allemagne.

Mes chers fils !

C'est avec émotion et grande satisfaction que nous agréons l'expression des sentiments que vous nous avez adressés de dévouement juvénile envers le représentant du Christ et de fidélité inébranlable envers la Sainte Église ; avec émotion, car vous avez déjà fait et faites encore tous les jours de grands

sacrifices pour vos principes religieux; avec grande satisfaction, car vous témoignez d'un grand courage en manifestant votre foi et vous êtes animés de sentiments vraiment surnaturels. Malgré toutes les épreuves que la Providence vous aide à traverser et en dépit d'une propagande qui agit par des invites et des pressions en faveur d'une nouvelle conception de la vie qui s'éloigne du Christ pour revenir au paganisme, vous avez maintenu votre serment d'amour et de fidélité pour notre Sauveur et son Église. C'est pourquoi vous restez d'autant plus fermement dévoués à votre peuple et à votre patrie, que vous voulez servir, maintenant comme autrefois, avec attachement et abnégation.

Nous connaissons par nos soucis de pasteur responsable — et nous savons que tel est également le grand souci de vos évêques — la situation de la jeunesse catholique d'Allemagne. Que vos associations sachent bien, en tout cas, que leur cause est notre cause. Nous vous guiderons avec un amour paternel sous l'emblème de la Croix de Jésus-Christ, qui brille sur vos bannières, et vous donnons, du fond du cœur, à vos parents et à vos proches, la bénédiction apostolique que vous sollicitez, source puissante de foi et de fidélité inébranlable.

Au Vatican. — Pâques 1934.

PIE XI.

(*Germania*, 3 avril 1934.)

b) LETTRE DE S. ÉM. LE CARDINAL FAULHABER, ARCHEVÊQUE DE MUNICH, A M. ADOLF WAGNER, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DE BAVIÈRE

Le journal Prager Presse, *qui donne le texte de cette lettre, la fait précéder d'une courte introduction :*

On sait que les nationaux-socialistes demandent l'incorporation des organisations de la jeunesse catholique dans la « Jeunesse hitlérienne » (H. J. Hitler Jugend). Ce serait la fin de ces organisations. Bien que le Concordat s'y oppose, de nombreuses tentatives ont été faites pour obliger la jeu-

nesse catholique à se fondre dans la « Jeunesse hitlérienne » et le chef de celle-ci, Baldur von Schirach, a annoncé que, cette année même, les associations catholiques disparaîtraient. La lettre du cardinal Faulhaber éclaire tout l'ensemble des questions, au sujet desquelles un débat est en cours.

Le 26 mars 1934.

Monsieur le ministre d'État,

D'après les informations données par la presse d'aujourd'hui, vous avez déclaré à l'assemblée des chefs de groupe des jeunesses hitlériennes de la Haute-Bavière, réunie à Munich le 25 mars 1934, que le cardinal Faulhaber avait « reconnu les exigences de la Jeunesse hitlérienne quant au droit exclusif de pratiquer les sports populaires, de porter l'uniforme, etc. ». Pour éviter que ces paroles, qui ne traduiraient pas exactement mon opinion au sujet des associations de la jeunesse catholique, ne donnent lieu à un malentendu, je vous prie, avec la franchise que nous devons, en notre qualité d'Allemands, à la vérité et à notre caractère, de bien vouloir accueillir les déclarations complémentaires suivantes :

1° Dans notre conversation du 28 février dernier, au sujet des associations catholiques de la jeunesse, j'ai abandonné le sport militaire (je n'ai pas employé le mot « sport populaire ») à l'État, mais j'ai déclaré en même temps que nous ne pouvons pas renoncer au sport éducatif de nos associations, c'est-à-dire aux représentations théâtrales, au chant, à la gymnastique, aux excursions, à la pratique du ski, parce qu'à elle seule la pratique de la religion serait incomplète du point de vue éducatif. La phrase disant : « aujourd'hui déjà les milieux responsables de l'Église ne demandent plus que les associations catholiques de la jeunesse pratiquent les sports populaires », est donc pour le moins de nature à prêter à un malentendu.

2° Il en est de même de la phrase suivante, d'après laquelle j'aurais « reconnu les exigences de la Jeunesse hitlérienne quant au droit exclusif de porter l'uniforme ». J'ai renoncé au baudrier et au couteau, mais non point au port d'une tenue uniforme par les associations catholiques. Lorsque vous avez, M. le ministre d'État, considéré comme un uniforme les vêtements de même couleur et de même coupe, opinion qui est exprimée également dans l'interdiction pro-

noncée par la police politique bavaroise le 19 septembre 1933, j'ai répondu par ces mots dont vous vous souvenez certainement : « Un vêtement uniforme est moins cher et meilleur au point de vue éducatif, parce qu'il ne permet pas aux différences sociales entre les jeunes gens riches et pauvres de se manifester. »

3° A la même occasion, vous avez, M. le ministre, annoncé pour la première fois publiquement que « l'on accorderait au « mouvement de la jeunesse au moins une journée entière par semaine ». Bien que je sois très heureux de cette intention, je regrette que vous n'ayez pas adopté en même temps l'addition que je proposais : que la matinée du dimanche pût être réservée et libérée de tout exercice. Si l'on adopte l'exemple des balilla, que cela ne soit pas à moitié. Les plaintes relatives aux réunions de la jeunesse entraînant l'absence à la messe ne cesseront pas, et le malaise des consciences catholiques ne cessera pas tant que la matinée du dimanche ne demeurera pas libre pour le service religieux et pour la famille, et que les exercices et l'entraînement ne seront pas transportés à un jour de semaine.

4° Dans votre allocution de dimanche dernier, vous avez, M. le ministre, menacé de supprimer complètement les associations de la jeunesse catholique, que vous placez sur le même pied que les associations marxistes de la jeunesse. Dans notre conversation du 28 février, vous avez également déclaré : « Si ce n'était le concordat, j'aurais depuis longtemps brisé les associations catholiques. » Notre gouvernement du Reich a conclu, également sur cette question, un accord avec le Vatican et, dans l'article 31, il a garanti sa protection même aux associations non politiques qui pourraient être incorporées dans les associations de l'État. Il est incompréhensible que, dans un pays gouverné par le régime autoritaire, on puisse continuellement parler de la suppression des associations catholiques de la jeunesse, alors que les deux hautes parties contractantes du Concordat du Reich négocient encore actuellement.

5° Alors qu'auparavant, lorsqu'on occupait par la force des sièges d'associations catholiques, on déclarait que ces opérations étaient dues à des excès de la part de sous-ordres, M. le ministre d'État a déclaré dimanche dernier : « Le jour viendra où l'on aura tous les foyers de jeunesse. » Nous aimons à croire que là aussi la volonté du Führer, qui a promis qu'en

Allemagne la propriété privée serait protégée, restera la loi suprême. Le 16 août 1933, la police politique de Munich a donné l'ordre à toutes les directions de police et autres autorités compétentes « de rapporter immédiatement les mesures d'occupation prises par certains services contre des sièges d'associations catholiques, ces mesures étant contraires aux dispositions du Concordat conclu par le Reich ».

6° D'Oberammergau on m'a prié de recommander aux évêques et catholiques de l'étranger de venir assister au Jeu de la Passion. Je suis disposé à le faire, par patriotisme. Mais il m'est difficile de m'imaginer que des groupements de jeunesses catholiques veuillent venir en Bavière d'Italie, de Suisse et d'autres pays étrangers, et défiler avec leurs bannières et dans le costume de leur organisation, tandis que les enfants de notre propre peuple se verraient interdire la liberté d'association. Cela ne pourrait qu'avoir un effet déplorable sur les catholiques étrangers.

Comme les déclarations de M. le ministre d'État ont été largement diffusées dans le public, mon nom y étant cité, il me sera bien permis de demander, — avec la franchise dont nous nous sommes félicités d'user réciproquement en tant qu'Allemands, — de porter aussi à la connaissance des auditeurs et des lecteurs de votre allocution mes déclarations complémentaires, au moins sur les deux ou trois premiers points et sur la phrase finale. Il n'est pas dans mes intentions de poursuivre publiquement une discussion qui, à mon sens, s'était engagée d'une façon confidentielle. Mais je ne pouvais garder le silence alors que, dans l'opinion publique, on fait naître l'impression que, dans notre conversation du 28 février, il n'aurait été question que de concessions de l'Église et nullement d'attitude conciliante de la part de l'État, ni de liberté et de justice pour les groupements catholiques.

Veuillez agréer l'assurance de ma parfaite considération.

Signé : Cardinal Faulhaber.

P.-S. — Le point 5 est sans objet, car la phrase susdite a bien paru dans le *Bayrischer Kurier*, n° 85, mais non dans le *Voelkischer Beobachter* du 26-3-34.

(*Prager Presse*, 7 avril 1934.)

III. — La presse catholique

Un grand journal national-socialiste d'Essen, la National-Zeitung, *ayant fait du recrutement d'abonnés en menaçant de représailles ceux qui refuseraient de souscrire un abonnement, une maison d'édition de journaux catholiques d'Oberhausen s'adressa au tribunal de Duisburg, demandant qu'il fût interdit à la* National-Zeitung *d'employer de tels procédés. Or à la fin du mois de mars, le tribunal de Duisburg a débouté les demandeurs, déclarant dans l'exposé des motifs :*

Dans sa propagande, la société demanderesse s'est servie d'un moyen spécial : à savoir la recommandation du clergé catholique. Celui-ci, en coopération constante avec la demanderesse, a rappelé ouvertement et en secret à nos compatriotes catholiques que le journal édité par elle devait être seul et exclusivement reçu dans une maison catholique, et que, par contre, la réception de la *National-Zeitung* était incompatible avec la conscience d'un bon catholique. Dans cette situation, la demanderesse apparaît moins autorisée que quiconque à reprocher au défenseur une concurrence déloyale. Si quelque chose peut être qualifié de déloyal, c'est la méthode de propagande de la demanderesse. Le gouvernement national-socialiste se place sur le terrain du christianisme positif; aucun gouvernement antérieur n'a aussi fortement protégé les confessions chrétiennes. Les agissements de la demanderesse, inspirés de motifs purement égoïstes, sont d'autant plus condamnables qu'ils sont de nature à détruire l'union enfin obtenue de notre peuple allemand, et à compromettre très gravement la paix religieuse. Au surplus, la presse dite catholique est chose superflue, étant donné que, par la lecture du bulletin religieux qui paraît dans chaque paroisse, les catholiques ont la possibilité non seulement de connaître l'ordre des offices, mais aussi de lire des articles généralement de caractère instructif et édifiant, afin de conformer leur vie personnelle avec les prescriptions de l'Église.

(*Germania,* 4 avril 1934.)

La Germania, *catholique, ne donne de ce verdict qu'un commentaire très prudent. Elle se demande si le tribunal d'Essen était compétent pour déclarer « superflue » la presse catholique, et s'attache à en montrer au contraire l'utilité. Mais l'organe officiel du national-socialisme approuve avec vigueur l'appréciation portée par les juges de Duisburg :*

Le jugement d'un tribunal de Duisburg disant, dans son exposé des motifs, que la presse dite catholique est une chose superflue, donne prétexte à la *Germania* d'engager une polémique qui mérite d'être énergiquement repoussée.

En déclarant qu'une presse se désignant comme catholique était superflue dans la nouvelle Allemagne, le tribunal avait expliqué cette affirmation absolument exacte en disant... (voir texte ci-dessus).

Cette conception répond non seulement à la nature de l'État national-socialiste, mais aussi aux dispositions légales en vigueur.

La *Germania* croit pouvoir créer un malentendu en déclarant qu'à côté du bulletin paroissial poursuivant des buts exclusivement religieux, « le journal rédigé par des catholiques a une tâche principalement politique, orientée vers les besoins du peuple et de l'État allemand », mais que, d'autre part, il n'est pas douteux « que le journal rédigé par des catholiques est imprégné d'un esprit catholique, car un journaliste catholique convaincu ne peut pas juger ou prendre position sur des questions fondamentales autrement qu'en s'inspirant de sa conscience catholique ».

Il faut dire ici très nettement que, selon la nouvelle loi sur les journalistes qui correspond à l'esprit de l'État national-socialiste, il n'y a pas de journalistes catholiques ou protestants, il n'y a que des journalistes allemands, responsables uniquement devant leur concience nationale... De même qu'en Allemagne il n'existe pas aujourd'hui de politique catholique ou protestante, mais seulement une politique allemande, de même il n'existe plus qu'une presse allemande. Le national-socialisme ne tolérera pas qu'on ébranle ou qu'on discute ce principe fondamental !

(*Voelkischer Beobachter,* édit. de l'Allemagne du Sud, 9 avril 1934.)

A TRAVERS LES REVUES

Les « sans-Dieu » et leur méthode de propagande

Les *Dossiers de l'Action Populaire* publient, dans leur numéro du 25 mars, quelques documents destinés à illustrer, d'une manière frappante, le programme et les méthodes des « sans-Dieu ».

Voici qui a trait à la méthode de propagande employée par les « sans-Dieu » auprès des ouvriers chrétiens :

« Faut-il lui critiquer d'emblée (à l'ouvrier) la religion et l'Église? Ce serait la plus grande erreur que nous puissions commettre. Il nous faut l'aborder prudemment. Et pour cela voyons comment procède le clergé avec les incroyants. C'est lui, en effet, qui nous donne l'exemple sur lequel il est très utile de réfléchir. »

Suit un long développement sur les « travaux d'approche » nécessaires pour atteindre le but convoité, et l'on arrive à cette conclusion :

« Nous attirons l'attention sur le fait que les affirmations ne suffisent pas, il faut des preuves, beaucoup de preuves, et là nous conseillons d'utiliser toute l'information que nous avons déjà publiée et de ne pas hésiter à s'adresser au Centre en cas de besoin. Ce n'est qu'après cela que l'on pourra attaquer la religion elle-même, moyen d'asservissement des travailleurs; alors, et alors seulement, on pourra parler de notre Association et de la lutte anti-religieuse. »

Les « sans-Dieu » se rendent-ils compte de l'hommage qu'ils nous rendent?

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Troubles et confusions.*

Une chose au moins est nette : nous n'avons pas le droit de déserter.

LOUIS DIMIER. *Histoire et causes de notre décadence* (suite).

III. — Quelles causes contrarient la stabilisation de l'Europe.
IV. — Comment la rupture vint d'Allemagne.

G. COQUELLE-VIANCE. *Des corporations en France.*

Le centenaire du marquis de la Tour du Pin a ramené notre attention sur la corporation : le précédent article avait envisagé le régime corporatif à l'étranger. Voici maintenant l'application qui pourrait en être faite en France *dans les circonstances actuelles.*

A. MAYDIEU, O.P. *Voulons-nous « l'Ordre Nouveau » ?*

Une mise au point nécessaire.

A. MARC. *Un projet de reconstruction sociale.*

Éléments de notre destin.

Déclaration sur le désordre social actuel.

Billet de Civis

Troubles et confusions

L'attitude prise par certains catholiques, au milieu des événements graves que nous traversons, les contestations même dont La Vie Intellectuelle *s'est faite l'écho, manifestent un ensemble de confusions et de troubles qui ne nous conduiraient pas à une activité féconde, à l'heure où précisément celle-ci devrait se dépenser plus que jamais.*

Certains ont cru bon de recommander une sorte d'abstention, se réjouissant à constater que d'aucune manière les catholiques n'étaient compromis, ni dans les scandales, ni dans les réactions plus ou moins violentes qu'ils ont provoquées. Ils souhaitaient que les fils de l'Église restassent en dehors, au dessus, évitant de s'engager ni de côté, ni d'autre. Nous avons même entendu et lu cet argument spécieux qui consistait à minimiser la révolte de Paris et à lui opposer le calme de la province, dans une sorte de transposition imposée à la fable mise en circulation, après le 6 février, par les partisans les plus engagés dans les scandales.

D'autres demandaient simplement qu'on restât en dehors des partis. Ils ne disaient pas lesquels, mais ils semblaient rêver d'un arbitrage impossible qui fût venu des chrétiens pour l'apaisement des foules agitées. On n'a pas observé sans surprise que le conseil venait parfois, à des catholiques qui n'ont aucune attache à aucun parti, d'autres catholiques qui au contraire étaient, quelquefois depuis plusieurs années,

affiliés à une organisation politique quelconque. De même, discernait-on parfois l'attachement excessif à quelque modalité de régime politique ou social qui masquait la gravité des attentats portés aux lois plus hautes, non écrites, contre lesquelles il n'y a plus de cité.

D'autres enfin ne voulaient pas qu'on portât un jugement qui ne fût entouré d'un appareil de preuves et de témoignages, dont les historiens qui fouillent une époque bien connue ne disposent pas toujours. Des probables fortement motivés et donnés comme tels, rattachés à un fait certain, tel par exemple l'amoralisme — facilement infléchi en immoralisme — des loges maçonniques, étaient récusés, blâmés même, comme s'il eût fallu, avant de les énoncer, réunir quelque commission d'enquête armée de pouvoirs judiciaires. La corruption avérée des milieux parlementaires ne devait pas, ici, trouver un fil conducteur dans l'ignominie évidente du règne de l'argent. Mais, là, ce qui était licite et opportun lorsqu'il s'agissait de disséquer le système capitaliste, devenait excessif, injuste ou trop précipité dès qu'on en faisait l'application au Parlement.

Il faut parler net. L'Église offre à tous le moyen d'échapper aux inévitables dissensions humaines : il consiste à se retirer du monde et à ne plus servir les hommes qu'en priant pour eux. C'est à coup sûr, de toutes, la vie la plus efficace ; celle que l'Église impose d'une certaine manière et en condition difficile à ses prêtres séculiers, qui vivent dans le monde sans en être. Mais, pour les autres, pour les simples fidèles embarqués, qui ne peuvent plus se retirer, pour tous ceux qu'une vie familiale, professionnelle, sociale, plonge dans le tumulte, nous demandons en quoi consiste pratiquement l'attitude qu'on a recommandée çà et là. Si l'on écarte un certain égoïsme, fort subtil parfois, ou le repliement conscient ou non d'esprits que les événements ont surpris et tourmentés, tant ils allaient contre leurs espoirs ou... leurs opinions, tous nos actes nous engagent. Devant une crise aussi profonde que celle qui ébranle actuellement la société française, il est radicalement impossible de ne pas prendre

parti. Et c'est choisir encore que de se refuser à prendre parti.

Car ceux qui exigent tant de preuves pour la condamnation d'injustices et de crimes certains, risquent fort d'aller contre la justice, oubliant qu'elle eût été étouffée à coup sûr, si une révolte traversée d'une infinité d'intentions fort diverses ne l'avait imposée. Et, avant de critiquer et de peser ces intentions, avant de cribler celles qui furent mauvaises, il faudrait au moins mesurer ce qu'eût été la France, alors que la pourriture qui avait pénétré son État, gangrenant pour de longues années la justice même, on eût pu dire que « le lien sacré de la société » était rompu. Car alors, la justice « contrainte de se retirer, dit Isaïe, la vérité tombe à terre, ne peut plus percer de si grands obstacles, ni trouver aucune place parmi les hommes ».

Ce n'est pas pour nous retirer que le Christ nous a faits siens. Mais pour nous compromettre. Et si, comme l'écrivait François Mauriac, « il est difficile, en temps de révolution, de ne pas pécher contre la charité », quelle sophistique osera nier que la plus grave atteinte à cette même charité ne soit la désertion ?

Civis.

Histoire et causes de notre décadence

(*Suite*) (1)

III. — Quelles causes contrarièrent la stabilisation de l'Europe.

De toutes les causes qui contrarièrent en Europe une stabilisation fondée sur l'unité, il n'y en a pas de plus souvent accusée que la réformation protestante. Et en effet elle mérite de l'être, puisqu'elle mit le désaccord entre les nations sur le point de la religion, le plus important de tous. Toutefois l'omission qu'on a faite de causes plus importantes encore, lui donne trop de poids dans l'opinion.

C'est aussi qu'on se figure la réforme protestante à travers des préjugés modernes, qui en changent la réalité. Le principe du libre examen contre l'autorité d'Église, qu'on lui attribue communément, l'indifférence en matière de religion, qu'on se figure qu'elle professa, n'ont été enseignés ni par Luther, ni par Calvin, ni admis par aucune des églises qu'ils avaient fondées, pendant deux siècles. Quand du sein du monde d'à présent on jette un regard sur la réforme prise dans la pureté de son institution, on y trouve avec la doctrine perpétuée dans l'Église catholique, plus de ressemblance que de nouveauté. L'autorité d'Église y était consacrée dans de nouveaux chefs

(1) Cf. *La Vie Intellectuelle* du 10 avril, p. 57.

le dogme souscrit dans des confessions, la pratique imposée sous des peines éternelles. Le Christ était cru Dieu, l'homme ne se sauvait que par sa grâce, dont la cène et le baptême étaient les instruments. Bref les catholiques étaient forcés d'avouer que les réformés demeuraient chrétiens. C'était de quoi rapprocher un jour les uns des autres.

La rupture une fois consommée, et l'Église raffermie par la condamnation, rien n'empêcha de s'en apercevoir, et les efforts de réunion de commencer, d'autant plus volontiers que luthériens et calvinistes se combattaient au sein de la réforme, et qu'à plus d'un égard les premiers se rapprochaient des catholiques plus que de leurs frères dissidents. Aussi la réunion ne fut-elle pas loin de se faire avec les luthériens d'Allemagne par l'effort de Bossuet, que des intrigues, dont Leibnitz fut victime ou complice, firent échouer. Ajoutez que, même chez les calvinistes et chez de plus extrêmes encore, quand la science des Écritures s'en mêlait, les théologiens catholiques rencontraient des esprits instruits, dont la controverse les rapprochait. Et c'est ainsi que Grotius correspondit avec tant de docteurs catholiques, et que les terrasses de Germigny, où Bossuet passait la saison chaude, virent défiler tout ce qu'il y avait de protestants fameux en Europe.

D'autre part agissait le lien de la science profane. En sorte que cinquante ans à peine avaient passé sur le concile de Trente, qu'un commerce réglé des esprits florissait entre la Hollande calviniste, la Hollande des Nassau, papes laïques de la réforme, et la France catholique, écueil où la réforme s'était brisée. Les excès des iconoclastes, le souvenir sanglant de la guerre des Gueux, n'empêchèrent pas un monde d'écrivains fidèles à l'Église de frayer avec de jeunes universités hollandaises, de mettre en commun leurs activités, si bien que les mêmes auteurs étaient en

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

vogue à Utrecht et à Paris. Quelle preuve plus manifeste que la république des lettres n'était pas dissoute par la réforme? Au vrai, elle n'en devait pas souffrir, et tout ce que nous offre son histoire pendant deux siècles ne laisse pas même imaginer ce qu'en l'absence de la réforme, elle aurait eu de mieux établi.

En politique il est vrai que l'hérésie jeta de puissants ferments de discorde dans les compétitions de l'Europe, mais sans armer (comme on le suppose souvent) les nations protestantes contre les catholiques, mettre d'un côté l'Europe fidèle, de l'autre l'Europe dissidente, laquelle au surplus se partageait. Comme par le passé, les intérêts continuaient de dicter les alliances. La France, qui livra chez elle la grande bataille contre le protestantisme, n'en agit pas moins en nation protestante sur toutes ses frontières, en Savoie, en Allemagne, aux Pays-Bas. Genève, dite la Rome protestante, dut à elle son indépendance. Contre les menaces de Louis XIV, quand fut formée la ligue d'Augsbourg, le pape même entra dans la coalition ourdie par les puissances protestantes d'Europe. Confessons donc que nul état nouveau ne sortit, pour l'esprit général en Europe, de l'introduction de la réforme, qu'en un mot l'unité de la civilisation n'en fut pas rompue.

Le mal devait venir plus tard et d'autre source. Depuis le faux enseignement de l'école mennaisienne, les déclamations qu'elle inspire ont fait passer en lieu commun que la révolution française découle de la réforme protestante. L'une et l'autre n'ont cependant en commun aucun principe, et comme d'autre part l'histoire des écoles politiques et philosophiques ne découvre aucune filiation de l'une dans l'autre, c'est une maxime à laquelle il faut renoncer. Autant que les événements peuvent être dits provenir les uns des autres, la Révolution sort de l'Encyclopédie. Elle fut au moins préparée par elle, et une telle consé-

quence confère à cette école une place importante dans l'histoire des esprits.

Mais on ne peut s'en féliciter, parce que, loin de consolider le lien qui rassemblait la république des lettres, elle travailla à le relâcher en substituant aux échanges solides du savoir le vain bavardage des cafés. A la voix de Leibnitz et de Newton succéda celle de Diderot et de Grimm. L'Europe en fut séduite, mais dans les parties basses de son intelligence seulement. Cela, joint à l'action exercée par Voltaire, donna à l'influence française beaucoup de force pour un temps, mais avec moins de gages d'avenir. On devait s'en apercevoir après que le siècle eut passé. Quoi qu'il en soit, ce fut au milieu d'un préjugé universel, répandu de la sorte en faveur de la France, que les armées de la Révolution firent leur entrée chez l'étranger. Il faut lire au chant VI d'*Hermann et Dorothée* la merveilleuse histoire de ce prestige, tracée par le pinceau d'un maître, et aussi le récit accusateur du désenchantement qui suivit. De pareils témoignages aident à concevoir les choses mieux que de gros volumes d'histoire.

La Révolution se présenta chez les peuples, la Déclaration des droits de l'homme à la main, et précédée de la renommée charmante de l'ascendant spirituel de la nation française. La séduction d'un monde qui venait de disparaître soutenait, dans l'accueil qu'elle reçut, le prestige des idées nouvelles. Ses armées cueillirent en un moment le fruit d'un effort de deux siècles. Par malheur c'était un effort dont les trente dernières années avaient corrompu la vertu. Au lieu de lui donner de nouvelles forces, ce grand succès ne fit que le moissonner, et l'histoire de la récente Europe prouve qu'il ne devait plus refleurir.

Les écrits de Taine ont répandu, au sujet de la Révolu-

tion, des idées qui brouillent toute cette histoire. Il lui fait reproche de rechercher le salut des hommes dans des principes universels. Si tel était en effet son péché, il faut avouer qu'il n'y en a pas qui lui fût moins particulier, car depuis qu'il y a des hommes qui pensent, on a toujours pensé ainsi. On ne trouverait pas avant le XIX^e^ siècle un seul politique, un seul moraliste, un seul docteur, qui ait dit le contraire, et il y avait dix-huit cents ans qu'en Europe l'Église catholique enseignait ce principe quand la Révolution survint.

Le même historien met au compte de la raison prise pour guide le méfait des constitutions décrétées par la Révolution, et rend responsable de ce méfait un fantôme qu'il baptise *esprit classique*, parce que Boileau a dit : « Aimez donc la raison. » Mais tout cela n'est qu'un coq-à-l'âne : la raison de Boileau ne prétendant signifier autre chose que *le raisonnable*, dont ne font pas plus fi que lui ceux qui ne sont pas classiques. Au surplus, on n'a pas attendu l'Assemblée constituante pour penser que les institutions devaient se conformer à la raison; on n'a pas même attendu Descartes, qui le dit dans son *Discours de la Méthode*. Les Romains et les Grecs l'avaient cru et pratiqué. Pas davantage on ne voit pourquoi de brusques changements dans l'état et des réformes radicales apporteraient nécessairement le désordre et la ruine. L'essentiel est d'en bien raisonner les principes, et la Révolution avait mal pris les siens. Surtout quant à l'ordre extérieur, elle avait omis d'en calculer les conséquences, et c'est sans doute par là qu'elle mérite plus de reproches.

Elle n'a pas fait le mal dont souffre aujourd'hui l'Europe, même elle a cru par les principes qu'elle enseignait le conjurer ; cependant il est sorti d'une part de l'état où son passage parmi les nations les a jetées, de l'autre des

principes qu'elle professait dans le gouvernement des états. Ces principes sont la démocratie. Ils font de la masse des citoyens une personne, à laquelle est reconnu le droit de constituer la puissance publique. Cette manière de poser le problème politique, que la nature des choses n'impose assurément pas, n'a pu se réduire en pratique qu'au moyen de constitutions si peu certaines, qu'on n'a pas cessé de les changer jusqu'au jour où le système parlementaire, antérieur autant qu'étranger au principe dont elles se réclamaient, les fixa. Cet arrangement final a pacifié l'état. Mais le pareil ne s'est pas trouvé pour pacifier le monde, mis en rumeur par là, et qui depuis lors a recherché, sans le trouver, le passable équilibre dont il jouissait auparavant. Au contraire, l'agitation de l'Europe est allée en croissant sans cesse, pour aboutir à la catastrophe inouïe de 1914, et à la décadence qui s'ensuit.

C'est qu'en ce qui concerne l'ordre du monde et la distribution des peuples, la Révolution avait des vues peu nettes, et professait la contradiction. Comme elle faisait à l'intérieur son principal levier de l'amour de la patrie, elle ne pouvait manquer de l'enseigner ailleurs. De plus il la servait à l'étranger même, en soulevant les peuples contre les rois. Cependant son grand dessein était d'unir l'Europe en une vaste fraternité. Il fallait donc que les patriotismes qu'elle sollicitait chez les nations, s'associassent dans un même élan, que les peuples affranchis conspirassent avec elle l'unification qu'elle cherchait. Quelque chimérique que cela semble, on ne discerne pourtant pas encore, dans un pareil plan, le contradictoire et l'impossible ; mais voici où ils apparaissent.

Il n'y a rien de plus naturel que l'amour de chacun pour son pays ; la place qu'il tient en politique n'en est pas moins difficile à régler. Pendant des siècles en Europe,

il n'y a joué aucun rôle, et les populations d'une province passaient d'un souverain à l'autre avec une complète indifférence. La constitution des grandes monarchies fut la première cause qui rattacha ce sentiment à l'état, par la fierté de faire partie d'un corps politique puissant, et l'avantage d'y jouir de bonnes institutions. La fidélité au roi faisait partie de ces sentiments, car le roi était le sujet de cette puissance et l'auteur de ces avantages. Le lustre croissant que versait sur ces grands états le développement des lettres et des arts, l'écho qui leur en revenait des quatre coins de l'univers, allait donnant à ce sentiment des forces toujours plus grandes, quand la Révolution se présenta pour le recueillir, le détacher de la fidélité, et le tourner en adversaire des princes, auxquels jusque-là il avait uni les peuples.

C'était une aventure, car on le privait ainsi de l'élément affectif qui dans les grands périls faisait le ressort de la nation. Il avait été très puissant quand, dans la guerre de succession d'Espagne, Louis XIV, pressé de conditions honteuses par la coalition, avait fait à son peuple un pathétique appel pour soutenir l'honneur français. Pour retrouver pareil ressort, la Révolution n'eut de recours que l'excitation cérébrale produite par le souvenir des républiques anciennes, de celles de Grèce et de la Romaine, mise sous sa main grâce à la mode qui depuis trente ans faisait revivre, dans les lettres et dans les arts, les images de l'antiquité. Ces souvenirs historiques offraient ce qu'il lui fallait : à l'intérieur, des tyrans sacrifiés à la liberté, et sur les champs de bataille, des dévouements guerriers, des défis à l'ennemi, mille maux affrontés pour le salut de la cité, l'intégrité de son territoire, non seulement par les capitaines et les soldats, mais par les citoyens sans armes, sans distinction de sexe ni d'âge, vieillards, femmes, enfants.

Les propos devenus courants, d'un stoïcisme oratoire, que Diderot avait remis à la mode dans Sénèque, grandissaient ces images dans l'imagination ; l'irréligion nouvellement répandue leur passait des forces d'enthousiasme auparavant tournées du côté du Ciel. Le civisme constitua la religion essentielle qu'encourageait la Convention, et qui se déchaîna avec assez de violence pour couvrir du côté de l'intérieur les massacres et la guillotine. Pour le salut de la République, tous les sentiments furent abjurés, ceux de la famille même, et le sujet de Brutus faisant mourir ses fils pour la venger, célébré dans le tableau de David, fut le symbole du patriotisme nouveau.

Il avait un inconvénient, qu'on ne devait reconnaître que plus tard : c'était de prendre modèle sur un point aussi important, dans une société inférieure à celle qu'on se vantait de réformer. Celle-ci au contraire, mieux inspirée, avait eu soin de trier l'héritage de l'antiquité.

Après des siècles de christianisme, retourner aux bravades oratoires du stoïcisme n'était pas d'une saine moralité. Aller, par une association qui n'était supportable qu'en vers et dans la tragédie, en affubler les passions municipales d'anciennes cités minuscules, où quelques milliers d'hommes libres, déchargés de soins matériels par un peuple d'esclaves, occupaient de guerres et de complots politiques les loisirs de leur existence, choquait la vérité de l'histoire. En imposer le modèle à une nation de vingt millions d'âmes, répandue sur un vaste territoire, déshabituée des troubles civils, étrangère dans sa masse à la guerre comme au gouvernement, enrichie par l'industrie, polie par la conversation, libre dans tous ses citoyens, et raffinée dans les arts de la paix, était tyranniser le bon sens. Il n'y eut rien de plus artificiel, et partant de plus exposé à n'inspirer qu'un fanatisme.

Nous avons un témoin de ce qu'il opérait, dans le soin

que prit, au cours des troubles, Marseille de s'ériger en cité indépendante et de déclarer la guerre à Aix, qu'elle envahit et ravagea. De telles dispositions venaient de l'excitation régnante ; elles venaient encore plus du modèle qu'on proposait : rien n'ayant été plus barbare que ces guerres de l'antiquité, où ne régnait aucun droit des gens, où la victoire justifiait tout, où les villes prises étaient saccagées, les habitants massacrés ou vendus comme esclaves. En nourrissant les hommes de pareilles images, on ne pouvait prétendre inspirer des sentiments d'humanité. Par une conséquence qu'elle n'avait pas recherchée, la Révolution donna donc à l'Europe le spectacle d'un patriotisme arrogant et farouche, auparavant totalement inconnu. Elle professait de ne s'employer à l'émancipation des peuples, que pour les grouper dans la paix ; mais les passions auxquelles il fallut faire appel devaient opérer différemment.

De deux manières elles inspirèrent la haine, et par les excès qu'elles dictaient, et par la contagion qu'elles exercèrent. Le brigandage et l'inhumanité avaient été dépeints comme le fait exécrable des bandes enrôlées par les princes ; désormais on fut prié de n'y voir que les vertus de citoyens libres, dévoués sans réserve à leur patrie, et qui n'avaient autre chose à respecter au monde : l'héroïsme qui conseillait de faire mourir ses fils chez soi, ne pouvant avoir à ménager ce qui lui résistait au dehors. Inévitablement il devait se trouver partout des gens pour s'enflammer d'admiration à la vue d'un pareil modèle. Chez ceux mêmes qui en furent les victimes, germa le désir de l'imiter ; en sorte qu'on s'habitua peu à peu à regarder comme un devoir civique la haine formelle, absolue, individuelle de l'étranger.

Quant au dessein d'unifier l'Europe, la Révolution ne put l'achever. Maistre a remarqué que la propagande d'i-

dées dont ses armées furent l'instrument faisait ressembler ses campagnes au déchaînement d'un nouvel Islam. Mais cet Islam trouvait en possession des églises chrétiennes, qui résistèrent. La catholique était solidement établie. L'Encyclopédie et les droits de l'homme n'y avaient pas d'abord paru trop contraires ; quand il fut avéré qu'ils en tramaient la perte, la résistance se fit sentir. Elle ne fut pas moindre chez les protestants. Ni la Prusse, ni la Suède, ni la Hollande, ni l'état Bernois, ne manquèrent à ce grand combat. L'Angleterre surtout s'y signala. Cette contradiction eut son foyer chez elle, quoique la Révolution y eût fait des disciples ; mais la plupart de la nation y fut hostile, et la fameuse critique de Burke, que Maistre ne fit que copier, reste le monument de cet antagonisme.

Ainsi cette propagande, loin de faire l'unité, semait la division chez les nations, et travaillait contre son but. Pour l'action politique, d'autres obstacles surgirent. La Révolution rencontra chez les peuples l'attachement envers les princes dont elle voulait les délivrer, et la nécessité de poursuivre son dessein la contraignit à persécuter les peuples mêmes. Même dans les républiques qu'elle réussit à fonder grâce aux intelligences qu'elle avait dans la place, sa sûreté l'obligeait à des mesures qui ne laissaient à ces états nouveaux que l'ombre de l'indépendance, et changeait promptement ces filles de sa pensée en esclaves de sa politique. Bref, loin de fonder dans le monde l'ordre qu'elle méditait, elle n'avait pu encore, quand Napoléon survint, que jeter par terre l'ordre ancien, ébaucher quelques corps politiques, qui ne subsistaient que par sa protection, et souffler des passions nouvelles propres à détruire ce qu'elle édifiait.

Dans une saisissante illumination de poète, Hugo a exprimé le but qu'en vrai soldat de la Révolution

(comme il se proclamait lui-même) Napoléon se proposait à l'égard du monde civilisé :

Il n'était presque plus un homme,
Il disait, grave et rayonnant,
En regardant fixement Rome :
C'est moi qui règne maintenant.

Il voulait, héros et symbole,
Pontife et roi, phare et volcan,
Faire du Louvre un capitole
Et de Saint-Cloud un Vatican...

Ainsi qu'en une urne profonde
Mêler races, langues, esprits,
Répandre Paris sur le monde,
Enfermer le monde en Paris.

Comme Cyrus dans Babylone,
Il voulait, sous sa large main,
Ne faire du monde qu'un trône
Et qu'un peuple du genre humain.

Cyrus et Babylone mis à part, il n'est pas un de ces vers qui n'éclaire l'histoire, et l'on n'en retiendrait pas la leçon, si on ne la mêlait à ce qui précède. Gardons seulement d'en fausser le caractère, en ne voyant dans un pareil dessein que celui d'une monarchie universelle. C'est le restreindre à l'ambition d'un homme, méconnaître la pensée humaine qui s'y déclare. Il est vrai qu'ainsi qualifié, conçu comme un plan d'unité visant au bien du genre humain, il encourt le reproche d'utopie ; mais à tort. Car quelque forme d'utopie que lui ait donnée la Révolution, il n'en était pas moins le vœu séculaire de l'Europe, l'état de fait d'où elle était partie, celui où l'effort de l'esprit avait tendu à la ramener sans cesse. Le dessein de la Révolution en fut l'expression bâclée, traversée par de faux principes, contrariée d'informations mal prises ;

il n'en tirait pas moins sa force des solides réalités de l'histoire, autant que d'un juste sentiment de l'unité de la civilisation.

Napoléon s'y prit mieux qu'elle, parce qu'à des doctrines fragiles il ajouta des institutions. Il se crut près de toucher au but, grâce à des succès militaires et à un empire personnel sur les hommes, qui le rendirent comme maître du monde. Il étendit l'empire français du côté de l'Allemagne jusqu'à l'Elbe, de l'Italie jusqu'aux marais Pontins, des pays slaves jusqu'aux bouches de Cattaro. Il créa un royaume d'Italie, qu'on n'avait pas vu depuis les Lombards, et dont il fut roi, fit de l'Allemagne une confédération dont il était le protecteur, exila d'Espagne et de Naples la maison de France pour y mettre sa parenté, relégua dans leurs provinces lointaines les maisons d'Autriche, de Brandebourg et de Savoie. Jamais, depuis la chute de l'empire Romain, l'Europe n'avait paru plus près de se rassembler. Les états Danois étaient subjugués, la Russie tenue pour coopérante. Au traité de Tilsitt, Napoléon dépeignait le monde comme ne devant plus former que deux empires, celui d'occident à Paris, celui d'orient aux mains d'Alexandre, avec l'Asie à conquérir.

C'était revenir à des conceptions aussi bienfaisantes qu'éternelles. Elles ne manquaient qu'à l'instrument. Une unité qu'on supposait dans les esprits et qu'on n'avait fait que troubler, des constructions politiques improvisées, la réaction excitée partout par le caprice et la violence, enfin le plus grand instrument de civilisation qu'il y eût dans le monde après la France, je veux dire la puissance anglaise, prise follement comme objet de haine, et combattue sans nulle chance de succès par des moyens que l'humeur poussait jusqu'à l'extravagance, devaient déchaîner la catastrophe.

IV. — Comment la rupture vint d'Allemagne

Tout ne fut pas vain dans ces efforts ; mais on perdit plus qu'on ne gagna. De communes manières de penser s'établirent touchant le train du gouvernement et les effets de la justice sociale ; d'humbles unifications comme celles des poids et mesures, qui facilitaient les rapports, opéraient aussi dans leur sphère. Enfin l'esprit de la Révolution, qui continuait de travailler l'Europe, constitua par-dessus les frontières une espèce d'unité qui se tournait vers la France ; ce qui faisait dire que l'œuvre manquée en 1792, puis en 1810, n'était qu'ajournée, et que l'avenir l'achèverait. Mais tant que le succès ne l'avait pas consacrée, cette unité rêvée, loin de constituer un lien, ne pouvait que semer de nouvelles discordes, dont pâtissait la paix de l'Europe. D'autre part, de bien pires causes encore travaillaient à l'encontre de l'avenir dont on s'était flatté.

Il est bien remarquable que l'on ait tant écrit sur le schisme chrétien engendré de la réforme, qu'on ait peint des plus noires couleurs l'état de division où il jeta le monde, qu'on ait ressassé sans fin l'histoire de l'agitation philosophique qui prépara Quatre-vingt-neuf, et qu'on n'ait pas donné un regard à une sécession intellectuelle, qui se forma dans le XVIII^e^ siècle, beaucoup plus funeste à l'Europe, et dont nos pires malheurs à l'heure qu'il est sont descendus.

Taine a passé à côté sans la voir, ce qui ne concourt pas à donner beaucoup de poids à un livre nommément consacré aux origines de la France contemporaine. Le mythe de l'esprit classique a tout recouvert à ses yeux. Rencontrant dans le bagage de la Révolution la contrefaçon de l'antiquité, il n'en a pas imaginé d'autre cause,

et sans plus d'embarras l'est allé rattacher aux tragédies françaises qui copièrent les anciens, à Louis XIV peint en Apollon, etc... Mais alors, pourquoi pas au moyen âge, qui traduisit Virgile, Ovide, Tite-Live, à l'école du Palais de Charlemagne, où les maîtres s'affublaient de noms grecs et latins? Resterait à dire pourquoi l'esprit classique, gros d'une révolution pareille, n'en aurait accouché qu'au bout de mille ans.

La tradition de l'antiquité n'est jamais sortie de notre pays, non plus que de l'Europe entière. Elle a langui dans la routine pendant une partie du moyen âge ; elle s'est ranimée depuis le XIV^e^ siècle par l'effort des humanités. Elle rencontra l'opposition à la fin de règne de Louis XIV, que la mode vint d'en médire, et qu'on se mit comme Lamotte à corriger Homère, ou comme Voltaire à chansonner Pindare.

> Sors du tombeau, divin Pindare,
> Toi qui célébras autrefois
> Les chevaux de quelques bourgeois
> Ou de Corinthe, ou de Mégare.

Mais quelques années plus tard, en 1750, le même Voltaire faisait jouer *Oreste*, et le publait avec une préface de strict conformisme grec et aristotélicien. Le ton avait changé; l'antique rentrait en faveur, et comme de pareils revirements affectent toujours la véhémence, une superstition s'ensuivit, qui ne fit plus trouver de goût qu'à ce qui serrait de tout près les modèles de l'antiquité. Au reste, ce cas d'imitation parfaite n'était pas le premier qu'on eût vu. Une pensée comme celle de l'Europe, qui partait de la culture latine, et dont le plus fameux essor avait restauré cette culture, n'avait pu manquer en s'avançant de pratiquer, tantôt des relâchements, tantôt des retours de ferveur, à son égard. Dans le particulier le

compte en serait infini ; dans le tableau général des arts et des lettres en France, on saisirait bien, en deux siècles, trois ou quatre oscillations pareilles. Or qu'en conclure, sinon qu'il y a de la mode en tout, et que l'idée qu'on se fait du beau est sujette à varier comme les autres? Cela ne fait pas autant de révolutions ; or c'est d'une révolution qu'il s'agit maintenant de parler.

Ce qui la dissimule est qu'elle se produisit sans enseignes qui lui fussent propres, sous celles précisément de la mode à l'antique qui prévalait dans le goût public. Un esprit pénétrant, qui n'a touché à rien sans y verser de vives lumières, feu M. Bréal, l'a décelé dans quelques pages précieuses de son *Enseignement des langues anciennes*, sous le nom de « nouvel humanisme », dont le caractère essentiel fut de ne plus considérer, dans les ouvrages de la Grèce, l'effet de l'art, mais de la nature. On les avait pris jusque-là pour le résultat d'efforts menés à perfection par la raison, le goût, la discipline ; il s'agit de n'y plus reconnaître que la seule éclosion du génie, chez un peuple idemne d'influences, ne puisant qu'en soi son ressort, prolifié sans mélange, et tel sous Périclès qu'il avait pu sortir de la boue du déluge. Par là les Grecs dépouillaient le caractère d'humanité perfectionnée, pour revêtir celui du primitif ; en sorte que l'éloge qu'on en faisait rejoignait la prédication propagée par Rousseau, de l'état de nature.

Ces idées se formèrent en Allemagne ; elles n'y prirent pas seulement naissance, elles y reçurent leur perfection. Elles trouvèrent pour s'y développer la circonstance favorable du récent réveil de la littérature dans ce pays, illustré en partie par Wieland et Klopstock, en qui ce renouveau emprunte les formes communes alors aux autres nations : de beaux génies, pliant une langue auparavant négligée ou rebelle, à tous les effets de la poésie et de l'éloquence, par une syntaxe réglée, un choix d'expres-

sions propres, la vivacité dans le mouvement, l'éclat bien placé des images ; là dedans, les mêmes réflexions justes, les mêmes peintures vraies, qu'on avait toujours observées. Pour concevoir à quel point la tradition allemande devait se séparer de ceux-là, il ne faut que lire, dans le premier manuel allemand venu, les termes de pitié méprisante déversés sur Klopstock, dont pas un homme vivant n'a pu lire jusqu'au bout la *Messiade*, disent-ils, et le débordement de fureur tourné contre Wieland, dénoncé comme suppôt de Voltaire, et comme l'organe d'une tradition, qu'il était dans la vocation du génie allemand d'exterminer.

Ces choses sont peu connues. Elles importent beaucoup. Elles nous obligent à constater dans l'avènement qui s'ensuivit d'une littérature de plus dans le monde, non pas un appoint apporté par des forces fraîches à la culture universelle, mais une séparation de principe, la première que l'Europe eût vue.

Cette séparation n'est pas une vue de l'histoire. Elle est avouée chez les auteurs qui, au sein du même renouveau, travaillaient au rebours des précédents, et finalement l'emportèrent. Lessing l'annonce et la pratique. Il n'aimait pas la France, et toute sa vie se passa, dans ses *Lettres sur la littérature*, sa *Dramaturgie de Hambourg*, etc., à en rabaisser les ouvrages, le théâtre de Racine, les fables de La Fontaine et le reste ; cela dans le temps précis où nos auteurs étaient en honneur dans toute l'Europe et spécialement en Angleterre, où florissait une production au moins égale à celle de l'Allemagne. Le dessein d'opposer une pensée allemande, un goût allemand, à ce que Lessing avait soin de dépeindre comme n'exprimant que le goût français, animait cette critique nouvelle. Pour commencer elle s'arma de la comparaison de nos tragédies avec Shakespeare, que Tieck a traduit

depuis en vers allemands. Cela toutefois n'eût pas suffi à soutenir pareille offensive. Le commentaire de la Grèce, le nouvel humanisme, fut mis en œuvre en ce besoin. Il fournit, pour nous décrier, cette action de grande envergure, l'une des plus mémorables dans l'histoire de la critique, où l'extermination de la poésie française, de l'éloquence française, de l'art français, ne paraissait qu'en épisode dans un effort mené pour tout renverser, sous l'apparence de venger le grec, d'en enseigner la vraie nature, d'en distribuer les vraies leçons, pour ruiner, sous couleur de discipline antique, la tradition humaniste, l'esprit de la Renaissance, la culture séculaire de l'Europe, reléguée au rang des mensonges, dépeinte comme controuvée, altérée, corrompue « depuis Charlemagne », disaient ces nouveaux docteurs.

Tout se paye. Voltaire avait mis la légèreté la plus funeste à décrier dans l'opinion l'érudition et la critique, versant ainsi sur les Français la réputation de frivolité. Elle dure encore. Qui n'y a donné les mains? Il y a même des Français qui s'en font gloire. Dans certain conte d'Alphonse Daudet, où est raillée sous les traits de la pédanterie l'Allemagne savante, l'esprit français se présente avec éloge sous le symbole d'une pendule désheurée. Quant à notre XVIII[e] siècle, qui ne sait que ce fut le siècle des marquises, partant de la frivolité! Un savant des plus éminents, qui vient de mourir, M. François Martroye, ne m'en disait pas moins à propos d'antiquités : « C'est le grand siècle de l'histoire. » Et c'est vrai. Nous sommes trompés là-dessus. L'Encyclopédie fait écran. Elle emplit le siècle de son néant. Derrière elle ne s'en menaient pas moins des recherches dans tous les genres. Buffon, dont elle ne parvint pas à supprimer l'éclat, en est l'exemple fameux en histoire naturelle. Quoi qu'il en soit, c'est elle qui fit notre réputation dans le monde,

où l'on ne nous reconnut de mérite que celui de briller dans les salons.

Là-dessus l'Allemagne, où la critique n'avait pas subi de décri, prit dans le monde civilisé un ascendant considérable. Un peu plus tard Mme de Staël en marquait son admiration, ouvrait de grands yeux sur des mortels qui à Gœttingue, à Tubingue, à Halle, étaient assez savants pour lire le grec et l'hébreu, commenter Hésiode et le Pentateuque, et posséder d'autres titres littéraires que le *Paradoxe sur le comédien*. Autorisés par ce prestige, les Winkelmann, les Wolf, les Herder, n'eurent qu'à parler pour être crus, l'un sur les monuments, l'autre sur les poèmes d'Homère, le troisième sur l'histoire intellectuelle des peuples. Le nouvel humanisme fut ainsi répandu partout, et comme il était proposé à la faveur de la mode nouvelle de l'antiquité, on le confondit avec elle. Il fut reçu sans défiance, s'insinua sans obstacle, et récolta l'hommage que la tradition vouait à l'antiquité.

Si tant est que la pensée qui dictait cet hommage doive être nommée classique, le nouvel humanisme ne tenait rien de l'esprit classique pourtant. Il en était même tout le contraire. C'était le contre-pied des vieilles humanités. Des assertions totalement ignorées de la tradition y faisaient loi : que la statuaire grecque évita la passion, de peur d'altérer la beauté ; qu'elle ne représenta la mort qu'au moyen de plaisants symboles, parce que les anciens mouraient sans répugnance ; que leur vie était une fête perpétuelle, des sens, comme se passant en transports amoureux, de l'imagination, à cause des charmantes images dont leur mythologie peuplait l'univers. Schiller a rimé une longue pièce de cette antiquité de carnaval. Il y insiste sur l'avantage que les mortels y avaient, de faire l'amour avec les dieux :

Sterbliche mit Goettern und Heroen
Huldigten in Amathunt.

Dans *Peregrinus Proteus*, Wieland a conté avec une verve comique un pareil rendez-vous truqué entre Vénus et son héros. Sa renommée devait le payer, chez des comtriotes qui s'entraînaient à chanter :

Schoene Welt, wo bist du? kehre wieder.

« Monde charmant, où es-tu? reviens. » Mais quoi! le grand Gœthe lui-même, qui croyait en Herder, ne se défit jamais de ces folies.

Elles se mirent à faire rage dans le monde. Elles passèrent en principe; on ne les discuta plus. Elles ont traversé le dernier siècle. Flaubert les a mises dans la *Tentation de saint Antoine*, Renan dans sa *Prière sur l'Acropole*; on les applaudit tous les jours dans *Tannhäuser*. Sous l'alibi d'une tradition classique, elles ont travaillé puissamment à miner la civilisation. Elles ont sali jusqu'à ses mœurs, par le préjugé répandu que la plus noble partie du genre humain n'avait connu en fait de morale que celle de la volupté, quand pas un politique de l'antiquité, pas un moraliste, pas un philosophe (non pas même Épicure) n'enseigna cela.

L'Allemagne, ouvrière de cette contrefaçon, ne s'en servit pas seulement pour recommander ses nouveautés; elle avait l'art aussi de se présenter elle-même comme remplissant chez les modernes les conditions qui dans l'antiquité avaient fait d'une Grèce ainsi bâtie l'institutrice du genre humain. C'est qu'elle seule en Europe réalisait le cas de ce qu'elle appelait *Urvolk*, un peuple dont ni le métissage, ni la domination étrangère n'avaient adultéré le génie. La langue germanique, qu'elle parlait, lui était garant du premier point. Quant au second, on en trouvait la preuve dans la résistance opposée jadis aux armées romaines par le Germain Hermann ou Arminius. Ce fait d'armes prit une grande importance dans la pen-

sée renouvelée du pays. Klopstock, adonné, en même temps qu'à son art, à des recherches sur les antiquités germaniques, l'avait pour ainsi dire déterré, pour en composer un poème. L'école nationale en usa dans des proportions imprévues. Il devint à ses yeux le symbole de tout un peuple, incarnant l'autonomie de la race, et défiant dans ses origines la civilisation avec laquelle elle se vantait de rompre.

Toutefois comme il n'avait présidé à aucune sorte de civilisation germaine, et que pour être chanté par une bouche allemande, il lui avait fallu attendre dix-huit cents ans, ce n'était pas de lui qu'on pouvait tirer une tradition intellectuelle qui remontât à ces temps-là. Il fallut donc la supposer, sans même avoir idée de ce que ce pouvait être. Toujours est-il qu'à ce coup Charlemagne fut abjuré. Bréal se divertit à répéter le tableau qu'Herder a tracé de cet empereur, traité (comme Wieland) en ennemi du génie allemand, « homme de malheur et fils des papes », bourreau de l'antique originalité de la Germanie, à laquelle « il a apporté les plus mauvais débris de la science romaine, imposé, dit Herder, son latin monacal et populacier ». Tacite a fait de la Germanie, dans le petit ouvrage qu'il lui consacre, un éloge auquel on ne peut se fier tout à fait, à cause du ton de moraliste qui s'y mêle au détriment de la précision, mais dont l'Allemagne s'autorisa pour exalter ses origines, et ressusciter l'image d'un passé lointain, vierge d'influences, riche d'énergies, auquel elle entendait désormais se rattacher. Alors l'Europe verrait de ses yeux ce que c'est qu'une tradition pure. Elle en comparerait les produits avec ceux qu'ont imposés au monde les Romains, peuple sans génie, nourri d'emprunts, et qui n'a légué à l'Europe que des mélanges et des corruptions.

L'estime des lettres romaines, des arts de l'empire

Romain, avait jusque-là été de pair avec celle des lettres et des arts de la Grèce ; la préférence hautaine de ces derniers, le mépris pédantesque des premiers, se répandit. Il était nouveau ; la mode s'en empara ; les plus sots s'en firent une réclame. Delacroix conte dans son *Journal* que le médiocre Delaroche en faisait étalage dans le monde. Aussi dans le tableau que présentait l'Allemagne, Rome figurait-elle en modèle de la France, tandis que la Grèce c'était elle. Non qu'elle prétendît la répéter. Le culte de la nature, qu'elle tournait sur elle-même, aurait désavoué cette imitation, et elle se vantait de traditions différentes. Mais ses conditions historiques devant être réputées les mêmes, on pouvait dire qu'en elle les énergies de la Grèce ressuscitaient. Qui souhaitait de savoir comment le miracle grec s'était produit, n'avait qu'à regarder rimer, écrire et discourir l'Allemagne, et lui devait en conséquence la même estime.

Dans ces conditions de production primitive auxquelles on ramenait celle-ci, il ne faut pas s'étonner si l'idée fut lancée, que les plus anciennes étaient anonymes, émanées de la collectivité, telles qu'il convenait à des peuples qu'on se figurait privés de l'écriture. Telle fut la thèse de Wolf touchant les poèmes d'Homère, à laquelle on crut pendant cent ans. Gœthe la refusa. A Paris, Boissonade et le groupe d'hellénistes qui se rassemblait autour de lui ne la regardèrent jamais que comme une plaisanterie. Cela ne l'empêcha pas de faire fortune.

Il faut noter deux faits dont le bruit concourut à lancer toutes ces nouveautés : la fameuse découverte du texte glosé d'Homère conservé dans le codex Marcianus à Venise, que publia Danse de Villoison ; la divulgation des marbres du Parthénon, ramenés à Londres par lord Elgin et mis sous les yeux de toute l'Europe. L'un a semé l'opinion que des sources inédites avaient révélé le mystère

d'Homère : l'autre, que l'art de Phidias arraché au désert qui le tenait caché depuis deux mille ans, découvrait une Grèce inconnue. L'un et l'autre fait sont pourtant sans rapport avec la querelle formée sur l'un et l'autre point par l'Allemagne.

Car Wolf n'a pas connu le codex Marcianus. Il n'a formé sa thèse que de textes de tout temps divulgués, et ramassé que de vieilles allégations qu'on avait cent fois réfutées. Et Winkelmann, auteur des esthétiques qui barbouillaient la statuaire grecque, ignorait les marbres du Parthénon, n'avait baptisé grec, au hasard du caprice, que des pièces qui traînaient à Rome, et dont personne ne s'occupe plus. Aussi bien, ni les gloses copiées par Villoison n'ont pour effet de dissoudre la personne d'Homère, ni le style de Phidias révélé par les marbres d'Elgin n'opérait le renversement du goût.

Les gloses donnent les leçons des grammairiens anciens qui eurent à rétablir quantité de passages dans le texte d'Homère altéré ; les marbres mettent seulement sous nos yeux, avec une grande autorité, la production de l'art grec dans le premier essor de sa perfection. Ni la critique allemande ne les a découverts, ni elle ne fut appelée à les juger. L'examen que la contestation, partie de quelques points du monde savant, rendit bientôt indispensable, eut lieu en dehors de ses principes. On objectait qu'ils avaient été refaits et ne dataient que de basse époque. Pour décider ce point, ce qui fit autorité fut le mémoire qu'en fit pour lord Elgin Emmius Quirinus Visconti, Romain de naissance, passé au service de la France, et conservateur de nos antiques du Louvre, modèle de critique accomplie, et qui termina les doutes en faveur de Phidias. Ni ce mémoire, ni d'autres écrits que nous avons de Visconti, n'expriment au sujet de l'art grec que les idées de la tradition.

On peut demander comment l'Allemagne a prévalu contre ces autorités. Cela tenait d'abord à ce que son action s'exerça pour commencer dans Rome, où Winkelmann occupait la charge de directeur des antiquités. C'était le carrefour de l'Europe, et ses écrits retentirent partout. David en trouva la ville empreinte quand il alla y étudier, et le pli qu'il en garda fut si certain, que ses disciples en ont porté témoignage. La révolution qu'il opéra dans l'art français en est issue, et comme il fut, entre le règne de Voltaire et celui de Chateaubriand, le maître absolu du goût en France, tout s'ensuivit dans l'opinion. L'antique selon David était celui de l'Allemagne, et l'imagination emportée de ce côté se laissait séduire à tout le reste.

Au contraire l'Angleterre résista. On venait d'y ouvrir une académie de peinture, où le célèbre Reynolds distribuait l'enseignement. Dans les discours prononcés chaque année devant les jeunes peintres ses élèves, il combattit en termes précis les principes nouvellement répandus, et mit en système tout ce que depuis la Renaissance les bons esprits pensaient de l'art ancien et moderne.

L'adversaire fut si bien touché, que Mengs, peintre saxon ami de Winkelmann, comme lui ennemi du nom français, exerçant ses talents dans Rome, publia que dans les discours de Reynolds il n'avait trouvé que le néant. Sur ce point comme sur plusieurs autres il est à croire qu'un front commun de la tradition française et de l'Angleterre aurait pu servir l'Europe entière. Par malheur le refroidissement se fit sentir alors entre les deux nations. La guerre de Sept ans les avait divisées sans les rendre ennemies l'une à l'autre. Il n'en fut pas de même de la guerre d'Amérique, où l'Angleterre souffrit avec dépit qu'un peuple voisin prît parti contre ses sujets révoltés.

L'opinion chez elle en fut exaspérée, et l'effet de cette discorde passa jusqu'à l'esprit.

Survinrent, pour consommer ce divorce, les guerres de la révolution et de l'empire. Pendant un quart de siècle, les communications cessèrent entre les deux nations, non sans de grandes conséquences pour les destinées de l'intelligence. Le dialogue qu'elle avaient engagé cessa. L'échange des lumières entre elles fut suspendu. C'était les plus considérables d'alors. Un détriment devait s'ensuivre, qui n'est pas encore réparé.

(*A suivre.*)

LOUIS DIMIER.

Des corporations en France [1]

Il n'y a pas longtemps encore que certains esprits, prudents jusqu'à la timidité, demandaient qu'on n'employât pas le mot *corporation*, par crainte des hostilités qu'il pouvait susciter ; ils redoutaient que le mot n'éveillât l'idée de très vieilles choses. Vaines précautions. En quelques années, Rome, Amsterdam, Lisbonne, Berlin, Vienne, en attendant les autres, ont rendu à la corporation, mot et chose, non seulement le droit de cité, mais un air de jeunesse. Et, quelle que soit la structure heureuse ou suspecte que ces gouvernements donnent à leur organisation corporative, ils lui ont donné un nom clair, refusant heureusement l'ambiguïté du mot : *profession*, suggéré çà et là et qui désignerait la forme d'une activité économique, les modalités du travail, l'*état* de chacun pris en un sens plus large que celui de métier, et, en même temps, une institution, une organisation englobant tous ceux qui ont la même profession. En sorte qu'il faudrait dire que la profession est l'organisation institutionnelle commune à tous ceux qui exercent la même profession ; on appellerait alors, dans le même esprit, *sport* l'association de tous ceux qui s'y adonnent. Il y a trop d'utilité aujourd'hui à remettre un peu de logique et... d'étymologie dans une phraséologie politique subvertie par le parlementarisme, pour que nous acceptions une telle confusion. Qu'on dise corps professionnels, si on ne veut pas dire corporations — et le mot s'imposera en

(1) Cf. *La Vie Intellectuelle* du 10 avril, p. 83.

France comme ailleurs —, mais qu'on rétablisse l'idée d'un organisme protecteur et ordonnateur, qui domine toute la question.

Et, quant à la peur du mot, prenant argument de préjugés anciens que la crise actuelle balaye puissamment, nous y voyons une survivance inattendue de cet esprit conservateur qui, selon La Tour du Pin, se prétendaient anti-révolutionnaires tout en usant du vocabulaire de la Révolution. Des corporations modernes ne ressembleraient pas plus aux anciennes que l'atelier du Moyen-Age à l'entreprise moderne, si ce n'est par les caractéristiques essentielles à toute institution, savoir : un acte de fondation, une autonomie, une autorité et le droit collectif de posséder. Pour la corporation, c'est une loi organique adaptée aux réalités professionnelles par les intéressés ; un conseil corporatif, autorité de la profession dans son ordre, ordre supérieur aux entreprises mais qui ne les pénètre que pour les ajuster l'une à l'autre ; un patrimoine corporatif servant à alimenter tous les services communs ; le droit enfin d'exiger des garanties professionnelles avant d'admettre et de protéger les nouveaux venus. L'individualisme contemporain n'acceptera pas volontiers toutes ces conditions, on n'en saurait douter, et c'est pourquoi nous ne croyons pas à la restauration possible de vrais corps professionnels, sans une autorité qui les impose jusqu'au jour où tous en auront compris le bienfait. Mais nous voyons assez à quels désordres inextricables l'individualisme, libéral ou socialiste, a conduit les nations ; un grand nombre en sont sorties, plus ou moins bien, les événements se chargeront de contraindre les autres.

***

Quoi qu'il en soit de l'heure, d'autant plus douloureuse

qu'elle sera plus tardive, comme on construit avec les matériaux qu'on a, on relèvera les institutions avec ce qui existe. Nous n'avons en l'espèce que des syndicats, associations unilatérales qui unissent et qui s'opposent, et quelques organismes, telles les Chambres de métiers et les Chambres d'agriculture, de structure plus large. Par nature, les syndicats disjoignent les fonctions professionnelles. Mais il suffit qu'une idéologie marxiste passe sur eux et les pénètre : de professionnel, l'antagonisme devient social ; ce n'est plus l'opposition, dont un certain bien malgré tout pouvait naître, mais un glissement vers la guerre chronique intestine. Deux esprits s'affrontent alors, obstinés dans leurs conceptions ennemies.

Par là s'explique la diversité des voies suivies, à l'étranger, dans la restauration corporative. On en chercherait à tort l'origine dans quelques fantaisies arbitraires propres aux dictateurs. Si les corporations italiennes s'édifient sur les syndicats, c'est que M. Mussolini a pu supprimer les syndicats révolutionnaires, sans grande force à vrai dire, et donner, imposer un esprit commun aux autres, anciens et nouveaux. Si les projets de corporations allemandes rejettent les syndicats, la raison en est qu'en Allemagne ces derniers, les patronaux et les ouvriers, étaient pourris de marxisme, dans la mesure au moins où cette idéologie signifie lutte organisée des classes, alors que le Reich n'est en réalité qu'une unité naissante, difficile à manier.

La situation est tout autre en France, par la répugnance de l'individualisme français aux activités associées et disciplinées, si elles ne présentent un caractère, réaliste et idéaliste à la fois, qui correspond à une exigence de l'esprit français. On connaît assez d'expérience la difficulté qu'éprouvent les animateurs pour intéresser l'ouvrier français à des syndicats strictement profession-

nels. On en pourrait dire tout autant des patrons, si leurs chambres syndicales n'offraient quelque intérêt immédiat à leurs propres entreprises ; encore répugnent-ils à s'y soumettre lorsqu'ils sont ou se croient assez forts pour agir seuls.

Le syndicalisme ouvrier, par contre, a toujours manqué, chez nous, d'un idéal vraiment français. Bien pis, il a été livré à deux influences déviatrices qui expliquent sa relative stérilité. L'influence marxiste d'abord, que tempérait difficilement la tradition du socialisme français — l'influence politicienne ensuite, qui ne dissimulait qu'à peine une assez grossière exploitation électorale. Dans les grandes villes, dans les centres industriels, parce que la vie était plus dure et plus vif le sentiment d'une injustice, l'ouvrier a écouté les sirènes socialistes ; en province, il a toujours résisté. Mais ce qu'avant la guerre il n'acceptait nulle part, c'est la tutelle politicienne sur les syndicats. Alors, les chefs syndicalistes, influencés par Georges Sorel, avaient une doctrine propre et le dégoût du « politicien bourgeois » ; ils faisaient des « réflexions sur la violence » et dénonçaient « les illusions du progrès ». On les suivait à demi, en sorte que jamais, si on y regarde de près, les effectifs *réels* des syndicats ouvriers en France n'ont atteint le cinquième des effectifs assemblés par les syndicats allemands.

Après la guerre, l'ouvrier s'est détourné du syndicalisme. A excepter les mines, les chemins de fer, les ports, la région parisienne et la région du Nord, les syndicats ouvriers n'ont plus que des cadres, et la C.G.T. ne vit que d'un bluff organisé ; il n'en subsisterait même que trois ou quatre fédérations, n'était son effort heureux vers les fonctionnaires, pour devenir, grâce à eux, une puissance anarchique dans l'État. Si, en même temps, les syndicats chrétiens se sont développés, c'est en por-

tant leur activité sur les associations d'employés, très prospères, mais sans réussir, sauf dans le nord de la France, à constituer des syndicats ouvriers puissants.

Il serait injuste de refuser néanmoins au syndicalisme français une influence qui débordait toujours ses troupes, une action qui, en dépit des outrances révolutionnaires, n'a pas laissé d'améliorer souvent la condition des ouvriers, soit directement, soit par le détour du parlement. Mais la pente individualiste restait si forte néanmoins que les chefs syndicalistes constataient toujours l'afflux des cotisations au moment où le syndicat devenait utile, à la veille des grèves notamment, sans que les adhérents éphémères aient souci d'une grande fidélité aux services rendus. Trop de nuées sociales et politiques obscurcissaient et déroutaient les esprits, pour qu'une conception claire et dynamique d'un ordre économique, et même social, ait pu entraîner la masse aux petits sacrifices nécessaires.

Deux influences, disions-nous, ont déformé le syndicalisme ouvrier. Mais une troisième cause de déviation pesait sur lui, qui, rendue quelquefois publique, mettait sur lui une suspicion. Cette cause, il faut bien le dire, est le syndicalisme patronal trop souvent enclin à user de la corruption ; sans doute le patronat se défendait, avant la guerre et immédiatement après, sans doute il s'efforçait à écarter la menace, dans un monde de plus en plus soumis à l'argent, mais pour désarmer un syndicalisme révolutionnaire, il l'entretenait. Et comme, depuis 1920, toute virulence s'est éteinte, le maintien de procédés que la morale réprouvera toujours, leur extension croissante aux formations politiciennes de gauche, les socialistes compris, prouvent le dérèglement d'un esprit.

Cet esprit apparaît dans les chambres syndicales patronales, qui sont de simples organismes de défense, pure-

ment économiques, financiers parfois, au régime du libéralisme ou au moins de la libre concurrence. Ce n'est pas un esprit de cohésion, on le voit bien lorsqu'un resserrement du marché, une surproduction naissante entraîne à quelque accord syndical pour réglementer la vente et les prix : la plupart n'ont d'autre souci que de tricher à la première occasion ; à moins qu'une seule entreprise puissante, dans le syndicat, refusant contrainte et limitation, entrave tout essai d'entente. Quant aux fédérations et confédérations, leur principal rôle est de faire pression sur le gouvernement, chacune pour soi, et de s'assurer, on sait comment, l'amitié des parlementaires utiles à leur défense. N'oublions pas enfin, l'omission serait grave, le rôle que joue la franc-maçonnerie dans les milieux industriels et commerçants : elle y puise une bonne partie de son effectif — le Grand-Orient surtout —, assurant à ses affiliés des avantages substantiels ; il est de règle d'ailleurs que le secrétaire ou le vice-président, le président parfois d'une chambre syndicale appartienne à la loge voisine, ou à une loge moins proche s'il est discret. En sorte qu'il est vrai de dire que, sur le patronat français et sans qu'il le sache, une influence maçonnique a toujours pesé, y maintenant le déficit grave d'un esprit anti-social, anti-humain, le principe d'un dérèglement chronique d'autant plus nocif que, s'il n'y a guère d'ouvriers dans les loges, on y rencontre pas mal de chefs cégétistes.

*
* *

On attendrait vainement une réforme de l'État français, un relèvement du corps social, aussi longtemps que cet État sera soumis à la tutelle maçonnique, qui est exactement le contrepied d'un ordre quelconque. Mais ceci est une autre histoire.

Il reste, supposé cette puissance d'étouffement écartée, qu'une restauration corporative, en France, devrait prendre, nous semble-t-il, une voie moyenne entre l'italienne et l'allemande. Transformer l'organisation des syndicats en les assurant d'avantages légaux, et des pouvoirs nécessaires à leur participation dans l'activité professionnelle; supprimer les confédérations syndicales, dont l'existence est absolument antinomique à une organisation des corps; créer enfin les corporations, par une loi organique qui leur abandonne la coordination des activités professionnelles, qui leur assure des ressources prélevées sur la production, leur livre les assurances sociales, les allocations familiales, l'apprentissage, l'enseignement professionnel, les études statistiques, les centres de prévision, le crédit surtout moyennant des règles sévères; ordonner les corporations locales aux régionales et celles-ci aux nationales : c'est là un problème d'autorité intelligente et souple, qui suppose la réforme préalable du système capitaliste, des sociétés de capitaux, des banques et des bourses, de tous les artifices d'usure qui sont pillage du travail humain, celui des chefs d'entreprise tout premier.

Mais comme tous ces conseils, qui deviendraient nécessaires, devraient être constitués de patrons, d'ingénieurs, d'employés et d'ouvriers, nous ne voyons pas le rôle que pourraient jouer encore les chambres de commerce, à moins qu'elles ne soient transformées en conseils vraiment corporatifs, avec divisions professionnelles. De même, le conseil supérieur du travail et le prétendu conseil économique national deviendraient-ils tôt ou tard inutiles. Nous n'en dirions pas autant des chambres d'agriculture et des chambres de métier.

Que feraient alors ces Conseils corporatifs, supposés reconstitués, profession par profession, aux échelons local, régional et national ?

Ils auraient d'abord à reconnaître, non seulement les membres de la corporation, mais tous ceux qui, dans une profession déterminée, appartiennent au corps de métier, au corps professionnel, qu'ils soient actifs ou inertes dans l'organisme corporatif. A les reconnaître, c'est-à-dire à déterminer les conditions de l'accession, patronale, ouvrière ou autre, à un métier, conformément aux règlements corporatifs et à la qualité professionnelle examinée et reconnue. Sans doute, n'entrerait pas qui veut, au grand scandale des libéraux, mais seuls en pâtiraient les indésirables dès lors qu'un contrôle sévère de l'autorité corporative supérieure, de l'autorité civile ensuite éviterait la plupart des abus. Quant aux excès inévitables qui pourraient se produire çà et là, comme en toute institution humaine, il conviendrait de les supporter comme le prix, assez faible à tout prendre, de l'éviction des banquiers véreux, des entrepreneurs malhonnêtes, des pillards et des escrocs, de tous ceux à qui le libéralisme ouvre la porte toute grande.

Par contre, les salariés, bénéficiant de la propriété d'un métier, reconnus, assurés de la protection du corps, à la direction duquel ils seraient participants, bénéficiant des services d'intérêt commun, d'une rémunération plus large en raison des profits accrus dans les entreprises ordonnées — car l'ordre paye, tandis que le désordre libéral ruine —, les salariés, dis-je, y gagneraient une condition meilleure.

Les Conseils corporatifs devraient donc réglementer la production, en quantité, en qualité parfois, la répartir entre les entreprises ; organiser l'approvisionnement collectif en matières premières ou produits à transformer, chaque fois que les entreprises y trouveraient un gain ; enfin, réglementer les prix. Ces pouvoirs de l'autorité corporative font actuellement l'horreur des libéraux, mais on ne doit pas s'arrêter à leurs protestations scandalisées : il

n'y a rien là de plus que ce qui fait la loi des cartels, que des entreprises associées acceptent volontiers lorsque la situation du marché ou une crise naissante les y contraint. La différence réside dans ce seul fait qu'actuellement le cartel est rompu dès que l'horizon s'éclaircit ; chacun alors s'en donne à cœur joie, accélère ses machines, et tous aveuglément précipitent la crise suivante. Au moment où ce petit jeu mené de plus en plus fort un siècle durant a conduit aux impossibilités, de petits intérêts à courte vue peuvent seuls redouter la discipline organique qu'ils acceptent déjà lorsqu'ils y trouvent profit.

Un tel régime conduirait à la formation d'une série de Conseils corporatifs nationaux, édictant, pour chaque branche, les règles de l'utile et de l'honnête. On propose fréquemment de les réunir en une Chambre nationale économique, et nous ne pensons pas que cette solution soit vraiment sage. L'organe de liaison tout indiqué, entre ces conseils, est le gouvernement lui-même, précisément son ministre de l'économie nationale, et il pourrait être utile à celui-ci de convoquer parfois, en des sessions éloignées et fort courtes, les corporations, pour examiner et accepter le budget des dépenses publiques ou quelque loi particulièrement importante : ce serait alors comme les États généraux de l'économie nationale. Mais une Chambre nationale des corporations, siégeant en permanence, deviendrait rapidement une Babel économique, centre de luttes violentes, instrument de pressions anarchiques sur l'autorité civile, qui, à moins d'être dictatoriale, ne résisterait pas à ces intérêts puissants. On doit comprendre au surplus que le seul fait d'organiser solidement des corporations professionnelles, à travers la nation entière, suppose un pouvoir politique libre et fort, c'est-à-dire mieux armé que ces pauvres gouvernements qu'on nous dit « responsables » devant les Chambres. Il y faut, au minimum,

le chef d'État élu et assuré d'une certaine durée, supposé que l'élection soit entourée de maintes précautions, car elle sera toujours un passage délicat. Si on refuse cette autorité civile libre, le régime corporatif conduira à la pire anarchie des intérêts, à un renforcement du règne de l'argent et de ses pourritures. Nous n'ignorons pas les préjugés qu'on a contre elle, pour n'avoir pas compris encore qu'elle est l'unique garantie des libertés, le contrepoids d'ordre et de justice nécessaire à l'organisation autonome de ces libertés et des droits conséquents. Mais voit-on que refuser l'autorité qui se doit et maintenir ainsi les difficultéset les désordres, pour ne pas dire plus, qui nous accablent, c'est préparer celle qui ira au delà de toute mesure et surgira d'un excès inévitable sur la pente où nous descendons.

***

On a cherché, bien loin, des causes multiples et ingénieuses à la crise économique pour voir, après plusieurs années, devant sa persistance, que le régime même était en cause : dépravation du crédit, ruée vers des profits toujours accrus par la puissance débordante de la science et du machinisme, il suffisait de s'en tenir là, sans donner même trop d'attention aux besoins de la guerre et de ses suites, qui n'ont fait que hâter l'heure de la rupture.

Le crédit déréglé, les débordements de l'usure relèvent de l'autorité civile, de sa main de justice. Les entraînements du machinisme appellent au contraire l'organisation corporative. Beaucoup de littérature a été prodiguée sur la machine, maîtresse de l'homme, faiseuse de prolétaires : la machine est un instrument inerte, l'homme en fait ce qu'il veut. C'est le pouvoir humain sur les forces naturelles qui se trouve seul en cause ici. Or, la domination de l'intelligence sur la matière, sur la nature, est

absolue, et les forces naturelles recèlent d'inépuisables trésors dont l'exploitation est à ses premiers pas. Dans l'ordre de la production industrielle, l'esprit d'invention ira toujours avant, et les machines accomplissant de mieux en mieux, seules, la majeure part du travail encore demandé à l'homme, ce n'est pas tant d'amélioration du sort prolétaire qu'il faut se préoccuper dès maintenant que de la disparition, commencée déjà, des ouvriers qu'on dit prolétaires. Nous disons : commencée déjà, et c'est ce que tant de nations et de gouvernements ne veulent pas entendre encore, accablés des charges qui leur viennent des chômeurs, préoccupés de les utiliser malgré tout, alors que les industries n'ont plus leur emploi, et qu'elles diminueront de plus en plus l'effectif de leur main-d'œuvre. En sorte que, pour qui veut regarder en face ce problème, il se trouve que la naissance du machinisme n'arrachait les hommes à la terre que pour le siècle ou le siècle et demi nécessaire au premier développement des sciences physiques, et des machines qui en naissaient par application. Ces hommes, désormais, il faut prévoir leur retour à la terre nourricière, les enraciner à nouveau, là où leurs foyers trouveront au moins le nécessaire. Dans ce tournant, la plupart des problèmes sociaux changeront d'aspect. L'industrie, les transports, le commerce, exigeront de moins en moins d'hommes ; le chômage chronique des nations qui se sont livrées sans mesure à la motion capitaliste, chômage que l'appel des industries nouvelles ne compense plus, manifeste assez clairement un renversement d'équilibre, qui ne saurait être corrigé que par l'accroissement du nombre des petits agriculteurs et des artisans. Un État sage le prévoirait.

Un État sage donnerait ainsi tout son soin à l'organisation, si délicate et complexe, des corporations agricoles. Or, on doit reconnaître qu'à cet égard nos Chambres d'a-

griculture sont, dès aujourd'hui, beaucoup plus proches du *corps* professionnel que les Chambres de commerce. Un État sage organiserait aussi des corporations d'artisans, de ceux-là surtout qui, proches de la terre, y trouveront toujours du pain ; là aussi, nos Chambres de métier sont un premier pas.

Mais il restera une industrie armée de ses machines envahissantes. Ici la discipline corporative est la seule issue, non pour contenir les perfectionnements qui s'imposeront, mais pour en limiter les effets. Un Ford peut ruiner toutes les industries automobiles concurrentes ; un Bata s'apprêtait à fournir, en chaussures, l'Europe entière. Il n'est pas nécessaire que ces démesures aillent à leur gré, et si un Citroën compromet, par mégalomanie, la stabilité de son entreprise prospère, il est bon qu'un Conseil corporatif l'arrête, dans l'intérêt du corps, des ouvriers qu'il emploie et dans le sien propre. De même, sur un tout autre plan, lorsque trois commerçants concurrents vivent en paix, dans un village ou un quartier, l'ordre ne permet pas qu'un quatrième inutile vienne librement substituer, à trois existences prospères, quatre médiocrités. Sans doute, le danger de l'organisation corporative est de conduire au monopole local de ceux qui, employeurs ou salariés, sont installés ; mais, d'une part, il est moindre que le danger de l'anarchie actuelle, et, d'autre part, nous l'avons dit, la corporation appelle l'autorité, forte de sa justice : ce n'est pas un faible recours.

On objectera que, dans le retranchement de l'industrie, derrière ses machines, on risque d'isoler, dans la nation, un nombre restreint et décroissant de manœuvres, livrés aux pires travaux de servitude abêtissante. C'est oublier que la corporation leur est un abri, à eux surtout, au lieu que « l'homme abstrait imaginé par les apôtres de la Révolution », comme disait La Tour du Pin, a

payé, d'une dépendance économique entière, des droits politiques, peu nourriciers, égaux à ceux de ses maîtres. Si on veut bien prendre le corps professionnel dans sa réalité totale, on s'apercevra qu'il est une institution sociale et non seulement économique, chargé avant tout d'assurer aux siens une subsistance convenable, par le contrôle qu'elle maintient sur les entreprises à cet égard, autant que par les services d'intérêt commun, dont profitent avant tout les plus dénués : le manœuvre y serait premier, arraché à sa condition de prolétaire. Car celui-ci n'est pas tellement caractérisé par tel ou tel travail, ni par la grossièreté de sa tâche, que, dans son foyer d'abord et avant tout, par l'incertitude de sa condition ; il y a là une hiérarchie essentielle de l'atelier au foyer, qu'une sorte de travaillisme, propagé à la faveur de la crise et du chômage, oublie trop aisément.

Il reste néanmoins que, dans son travail même, le manœuvre sera mal partagé, et nous pensons ici aux travaux nocifs, pour l'homme, qui, de manière ou d'autre, compromettent la santé physique sinon morale. Pour ces travaux, en attendant que la machine les accapare, il y a peut-être à retenir un aspect pratique et fort limité, à cette idée de service civil proposée par le groupe de « l'Ordre nouveau », idée utopique lorsqu'on la généralise sur le plan civil en une sorte de conscription, livrée au pouvoir politique, qui mobiliserait durant dix-huit mois tous les hommes valides, sans qu'on voie très bien ce qu'ils deviendraient ensuite, ni comment cette conscription égalitaire « d'hommes abstraits » s'accommoderait de la diversité des métiers, ou d'une affiliation corporative pour chacun (1).

(1) A l'Ordre nouveau, on se dit volontiers corporatifs, mais on appelle corporation l'ensemble des hommes qui vivent dans l'entreprise ; on dit par exemple : la corporation du verre de Saint-Gobain. C'est à peu près le sens américain et la conception se rapproche en

Au contraire, un service corporatif temporaire, pour assurer les tâches particulièrement pénibles, ou nocives, ou dangereuses, celles que la machine ne peut exécuter, pourrait être organisé, dans certaines professions au moins. De même le problème du temps de travail, inextricable dans l'égalitarisme absurde où il est actuellement posé, trouverait dans les conseils corporatifs des solutions souples et nuancées.

***

Ce n'est pas d'un seul élan que nous rejoindrons l'ordre corporatif. Il ne conviendrait même pas d'imaginer avec trop de minutie les détails de son organisation. Car, supposées réunies les conditions de la mise en œuvre, maintes réalités, maintes résistances et de nombreux obstacles s'opposeront en cours de route, dont il faudra tenir compte, fût-ce à regret. « On s'engage d'abord et on voit ensuite », disait Napoléon ; le mot s'applique au politique et au social, presque autant qu'à la guerre. Il suffit de ne pas s'engager à l'aveugle, dans la méconnaissance totale ou même simplement partielle de la France en 1934.

Particulièrement on se heurtera aux affinités des classes sociales, dont les limites tranchées ont disparu, mais qui n'en ont pas moins renforcé une certaine commu-

même temps de l'entreprise soviétique. On appelle syndicat, au contraire, l'association de toutes les corporations ou entreprises fabriquant le même produit. Les définitions de mots peuvent être libres par convention mutuelle, encore que les sens usuels aient, dans le bon langage, une raison d'être ; mais ces conventions limitées ne font pas l'usage. Et il faut bien dire que le programme économique et politique présenté par le groupe de l'Ordre nouveau, dans son cahier de mars 1934, représente à peu près exactement l'envers d'un ordre corporatif.

nauté, dans l'idée qu'on s'y fait de la vie, de la cité et même de la justice. La raison en est que cette mécanisation de la société, par absorption étatiste des corps sociaux, ou des forces sociales qui les remplaçaient, par dispersion individualiste des citoyens livrés à leurs propres forces devant l'État séparé de la nation, entrainait inévitablement le rapprochement selon les affinités sociales, car l'homme ne saurait vivre seul. La Tour du Pin, cherchant « un ordre nouveau sur le principe ancien », prévoyait cette résistance ; or, disait-il, « c'est précisément parce qu'un siècle de Révolution n'a pas produit l'effacement des classes, mais bien leur antagonisme, qu'il vaut mieux les aider à reprendre chacune leur place dans une société bien ordonnée que de les voir prêtes à s'entre-dévorer dans le désordre ». Sur quoi il observait que là au moins, dans l'analogie des conditions sociales, « le peuple comprend et pratique naturellement la solidarité, parce qu'il en a besoin à tous les instants ». Or, c'est bien sur ce sentiment d'une communauté, d'une solidarité, sur ces amitiés pour tout dire, malgré leur diversité, en raison même de cette diversité, qu'on peut reconstruire un ordre social. Si l'individualisme avait porté tous ses fruits, si vraiment les hommes s'étaient séparés les uns des autres, il n'y aurait plus rien à faire, supposé même qu'une France existât encore. Ce n'est donc pas contre les classes sociales, mais avec elles, en leur rendant le sentiment de fonctions essentielles dans la cité, la notion exacte d'une variété organique de ces fonctions qu'un régime corporatif pourrait s'établir peu à peu.

Mais une autre objection vient, plus grave, des moralistes qui rappellent justement que les meilleures institutions ne valent guère si des mœurs saines ne contribuent à les maintenir dans leur ordre. Ils redoutent l'emprise de cupidités, évidemment déchaînées, sur ces corporations

qui, courbées à la loi du profit, donneraient aux maîtres de l'argent une puissance économique accrue. Nous ne doutons pas, en effet, que là où tout s'achète, aucun ordre n'est possible. Mais nous ne concevons pas un régime corporatif sans un nettoyage sévère et préalable du système capitaliste ; encore moins s'ajusterait-il à notre anarchie parlementaire. Nous pensons également — et comment le contester ? — que pour demander à des conseils corporatifs de rétablir, dans l'économie, les règles de l'honnête, il faut que les hommes appelés à les former puissent se référer à une loi morale, exactement connue et vécue ; si la corruption s'installait là, autant qu'elle règne alentour du parlement, le remède serait pire que le mal. Serions-nous donc au rouet ?

C'est un sage qui, voici plus de quarante ans, donnait la réponse à La Tour du Pin, en l'entretenant « de ces hommes excellents attardés à discuter longuement s'il faut commencer la réforme par la législation, par l'action religieuse, ou par les mœurs, alors que tout l'édifice social tremble et s'écroule, et qu'il faut étayer partout, reconstruire partout, reprendre en sous-œuvre partout ». Nous aurons à redresser les institutions, parce que, mauvaises, elles corrompent les mœurs, à relever en même temps les mœurs, parce que, déréglées, elles corrompent les institutions.

GEORGES COQUELLE-VIANCE.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Voulons-nous l' « Ordre Nouveau »?

Nous serons toujours accueillants aux mouvements de jeunes. Non point que nous attendions d'eux des principes essentiels que notre foi ne nous donnerait pas, mais nous avons grande joie à les voir retrouver — même s'ils se flattent de l'illusion naïve d'être les premiers à les proclamer — ces principes éternels dont notre humanité a vécu et que notre foi enseigne et défend. Je parle uniquement, pour l'instant, des fondements de la vie proprement humaine que l'Église a aussi mission de protéger : car s'il n'est plus d'homme, il n'y aura plus de chrétien. Au surplus, nous savons que chaque génération doit redécouvrir ces principes pour son compte — et tel est bien le premier rôle des mouvements de jeunesse. En outre ils apportent une précieuse contribution sur le mode nouveau que vont revêtir, dans le siècle qui vient, les éternelles vérités. Un esprit qui ne respecte pas cet éveil des jeunes et qui n'est pas attentif à leur voix est déjà un esprit sclérosé.

Mais qu'une dissonance se produise, un désaccord avec ce que nous croyons être la vérité, il nous faut bien le signaler et protester. Ainsi faisions-nous dernièrement des réserves sur une enquête d'*Esprit*, ce qui nous a valu une réponse apportant des précisions intéressantes que nous avons publiées. Il nous faut aujourd'hui prévenir l'*Ordre Nouveau* qu'il fait fausse route.

Les lecteurs de cette petite mais intéressante revue ont dû être surpris, à l'arrivée du dernier numéro, dès le premier

regard jeté sur la couverture. Une grande flèche rouge barre la feuille blanche et veut indiquer la direction nette qui sera suivie : *nous voulons...*, est-il dit au sommet de la page, L'ORDRE NOUVEAU, répond-on à l'autre coin, au bas de la flèche à droite.

Il faut le dire, ce mouvement s'inspirait d'une idée très juste : ce qui nous attachait le plus à lui, c'était sa méthode que nous avions essayé de définir de la façon suivante dans *La Vie Intellectuelle* du 10 novembre dernier :

> Pour atteindre son but, *L'Ordre Nouveau* a d'abord réuni cinq ou six amis qui réfléchissent et précisent ensemble leur pensée et agissent en conséquence. Il reste à susciter d'autres ordres nouveaux dans tous les coins de France, qui par un double mouvement pénétreront le pays d'une réflexion commune, et s'enrichiront les uns les autres d'expériences infiniment multipliées.

Cette méthode était fondée sur des principes directeurs précis, et je pense qu'on trouverait sa justification dans le beau livre de Dandieu et Aron : *La révolution nécessaire*.

Les auteurs y défendent les droits de la personne, et par là ils entendent que l'initiative personnelle doit être respectée, et ne saurait être remplacée par un cadre rigide ou une constitution invariante. La nécessité de la révolution vient de cette protestation des personnes humaines contre les chaînes qui voudraient — même au bénéfice d'un bien indiscutable mais nécessairement partiel — entraver leur spontanéité et leur élan créateur. C'est dire que tout *l'ordre nouveau* est conçu en fonction de la personne : ses soucis sont nettement spiritualistes. Nous ne pouvions qu'être d'accord sur la poursuite de cette première fin.

Pourtant il nous a paru dès le début que ce mouvement incluait dans sa doctrine deux erreurs philosophiques très graves : D'abord sur la conception même de la personne, que l'on nous présentait premièrement comme un acte. Blondel vient de relever, dans *Politique* de mars 1934, *les équivoques du personnalisme*. C'est une excellente critique de la position de *L'Ordre Nouveau* sur ce point. Il fait remarquer, à juste

titre, que le concept de personne n'est pas premier. En effet, le premier concept est celui d'*être*, et de ce fait nous ne pouvons concevoir la personne à l'état isolé, sans l'insérer dans une hiérarchie, dans un ordre. La Personne est un être, et chaque personne prend sa place au milieu d'autres êtres, et la Personne humaine s'introduit de la sorte dans une double hiérarchie : elle est à la fois principe de l'ordre matériel (dont elle reste dépendante cependant par son corps) et partie, la plus infime, dans l'ordre spirituel. Il serait enfantin d'arguer du mystère de la Trinité pour défendre un primat du concept de « personne », car c'est avec toutes les réserves de l'analogie que nous employons nos mots humains pour parler de Dieu, et M. Blondel le fait justement remarquer :

> Si Dieu est, en effet, personnel, il n'est cependant pas une seule et unique personne : il est trinité dans son unité même et pour être unité parfaite.

Nous ne faisons pas une critique différente lorsque nous rappelons que la personne humaine n'est pas acte, mais avant tout connaissance et amour, parce qu'elle doit puiser son activité dans un autre par un double mouvement d'assimilation et de tendance. C'est après cette rencontre qui l'enrichit, et *après seulement*, qu'elle peut communiquer son activité aux autres dans une action que l'on appelle *improprement* créatrice. Pour agir et modifier le monde, l'homme doit d'abord se soumettre au seul Créateur, et se faire humble et petit devant la Création elle-même qu'il doit accepter telle qu'elle est, s'il veut en user.

La seconde erreur de l'*Ordre Nouveau* découle de cette première : c'est une confiance obscure et injustifiée dans la déduction. L'homme ne peut pas déduire de quelques principes l'ordre qu'il doit imposer au monde, parce qu'il ne sait pas comment ses principes vont s'appliquer dans le concret, et pour le découvrir il n'a qu'un moyen : se faire docile et acquérir *l'expérience* nécessaire pour que la personne humaine utilise les forces naturelles et les forces sociales, qui sont aussi en grande partie des forces naturelles.

Ces deux erreurs, nous n'y avions pas, jusqu'ici, insisté (1).

Pourquoi? Parce que nous espérions que la vie les corrigerait. Nous pensions que la méthode juste que l'on comptait employer et un personnalisme bien compris éclaireraient les dirigeants de ce jeune mouvement si intéressant. Il faut dire que, si *L'Ordre Nouveau* continuait dans la voie ouverte par son dernier cahier, c'est le contraire qui arriverait : l'idéologie vague et floue l'emporterait sur une conception humaine et réaliste.

Nous ne pouvons pas citer des phrases de ce cahier : rien ne peut en remplacer la vision : A chaque page on découvre un gros titre, quelques lignes de texte serré, un blanc, et au bas une ligne écrite en caractères gras, qui résume l'exposé placé plus haut. Et l'impression dominante qui reste de cette lecture est celle d'une théorie abstraite, terriblement abstraite, comme peut l'être une technique qui ne s'est pas exercée et ne s'est pas rencontrée avec la vie. Les auteurs de ce cahier ne songent pas à s'insérer dans un monde qui, tout pourri qu'il soit — et encore! nous commençons à en avoir trop entendu parler, de cette pourriture! Si les branches les plus apparentes sont desséchées, jamais la sève montante n'a été ni si ardente, ni si riche — tout vicié qu'il soit, reste un monde vivant. Non : ce cahier est un cahier des charges, pour construire sur un sol net et plat, où l'on peut édifier à volonté avec des matériaux inertes.

Veut-on des exemples de cette conception *abstraite* qui à la fois précise trop et ne précise pas assez? *L'Ordre Nouveau* est justement ému de voir des hommes consacrer toute leur existence à un travail où n'entre rien d'humain et qu'il appelle pour cette raison indifférencié. C'est là un problème plus angoissant encore pour nous qui concevons la personne comme une connaissance et un amour qui s'éveillent et se

(1) Nous avions souligné la première assez nettement dans *La Vie Intellectuelle* du 25 décembre 1933, p. 482, à propos du chapitre de *la Révolution nécessaire* publié dans le numéro de novembre d'*Esprit*, et nous avions indiqué la tendance déductive de l'*Ordre Nouveau* dans notre numéro du 10 novembre, p. 447.

prolongent dans des activités. Comment l'intelligence et le cœur peuvent-ils vivre dans ces travaux abrutissants? Il y a bien eu les miracles de la grâce, mais quelle présomption de tabler sur eux pour construire la cité! *L'Ordre Nouveau* a touché là un véritable problème (nous avons déjà dit qu'il a parfois rencontré la vérité), mais il propose pour le résoudre un *service civil* d'un an à deux ans, universel et obligatoire comme le service militaire, grâce auquel la besogne pénible serait partagée entre tous. Qu'il faille répartir le travail inhumain, c'est justice. Ce que nous critiquons ici, c'est le mode abstrait. Nous pourrions nous demander d'abord, comme Chrétiens, si une telle conception ne tombe pas, en partie au moins, sous les critiques très précises faites toujours par les papes au service militaire. Mais passons. Un de mes amis me faisait remarquer que l'on ne travaillerait sans doute pas beaucoup plus durant ces années de service civil que durant le service militaire...

Précisons également que ce travail inhumain, qui est *indifférencié* en ce sens qu'il ne reçoit pas une marque spéciale de l'homme qui l'a accompli, reste *différencié* cependant par le but vers lequel l'oriente le chef d'entreprise, et que par suite sa répartition relève d'une corporation déterminée et non point d'un devoir quelconque. Voilà bien des points qui montreront qu'il ne s'agit plus d'un service civil, mais d'une nouvelle répartition à faire avec plus de justice (et aussi de certains travaux à supprimer) grâce à la surveillance des différentes branches de la corporation intéressée (1). Je ne veux pas prendre d'autres exemples bien qu'ils ne manquent pas (conception de la corporation, conception de la commune, système monétaire, etc., etc.). Je veux simplement signaler le caractère *abstrait* de ce plan. On ne construit pas le plan d'une cité en six mois : on le réalise, au jour le jour, le long des siècles.

Au surplus qui dirigera toute cette marche et va tout

(1) Se reporter à la critique du « service civil » fait par notre collaborateur Georges Coquelle-Viance, à la p. 267 du présent numéro.

décider? Un *Conseil Suprême*, « recruté par cooptation » et qui « garantit le statut de la personne et veille à son développement »... Nous voilà loin du rôle de la personne tel que le concevait *La Révolution nécessaire*. Nous sommes autrement près d'un bolchévisme manœuvré par un conseil anarchiste vis-à-vis de l'univers. Il n'y a là aucune garantie du personnalisme. Bien plus, il n'y a pas là le sens de la véritable vie humaine. Nous ne croyons pas à l'édification d'un ordre terrestre qui réaliserait la vie humaine parfaite. Nous croyons à de pauvres ordres humains, où peut-être le bien ne l'emportera pas toujours sur le mal, mais où nous nous efforcerons de présenter à l'âme éprise de droiture suffisamment de secours et suffisamment de beauté — peut-être cachée, et peut-être blessée, mais réelle — pour qu'elle puisse prendre son élan vers le ciel. Et, sans prendre parti dans le désaccord entre *Esprit* et *L'Ordre Nouveau*, Mounier nous semble autrement proche de nous, qui écrit :

> Quelles que soient ses doctrines et ses habiletés, un mouvement n'a pour nous d'intérêt que du jour où nous y rencontrons des hommes dont toute l'attitude nous dise : « Nous ne sommes pas péremptoires. Nous sommes de pauvres types. Quelques points sur lesquels notre vie et notre mort, et non seulement notre éloquence, sont engagées. Inébranlables sur eux, simples sur tout le reste. Non pas faibles, hésitants : simples... Violents quand il le faut, et il le faut souvent aujourd'hui. Mais d'une violence lourde : lourde d'amour, d'indignation, de déception, de confiance... »

Encore une fois nous ne prenons pas parti, et c'est pourquoi nous avons, dans notre citation, supprimé certaines allusions blessantes. Mais si l'*Ordre Nouveau* continuait dans la voie où il vient de s'engager, sa conception cesserait d'être humaine et ne pourrait plus être chrétienne. A-t-on remarqué qu'il n'est pas une seule fois question de religion? si ce n'est de *pseudo-religions* (p. 10). Nous admettrions que l'on créât un ordre profane, à condition qu'il fût humain, et par suite, que, sans l'insérer, il laissât cependant la place

ouverte à celui qui trouverait que l'on étouffe à ne regarder que la terre. Mais il est bien vrai que si la personne n'est qu'un acte créateur, son unique rôle est de se pencher vers ce monde qu'elle peut changer. Que peut-elle attendre de l'autre, du royaume céleste, si elle n'a pas d'abord à le contempler et à l'aimer? Tant il est vrai qu'une erreur de pensée nous poursuit tout au long de notre démarche, même en ces replis lointains où nous la croirions sans aucune conséquence. A qui conçoit la personne de façon abstraite, il sera bien difficile de concevoir autrement l'ordre de la cité. Et il nous est assez pénible de voir le beau mot de *foi*, qui exprime chez nous notre adhésion à la *Vérité première*, utilisé pour définir cet ensemble d'énoncés par trop humain, parce que par trop pauvre.

Nous avons été violents, parce qu'il nous fallait être nets. Nous aimons beaucoup *L'Ordre Nouveau*. Nous croyons qu'il a une tâche à remplir, parce que la méthode qu'il voulait employer nous semble la seule vraie, parce que le but qu'il poursuit est premier, parce que ses membres sont jeunes et intelligents, parce qu'en notre temps il ne faut pas qu'une telle force se perde. Mais nous voulions l'avertir que dans ce numéro de mars il a fait fausse route, que sa confiance trop aveugle en la déduction trahit les causes mêmes qu'il entend servir, que ce plan abstrait et rigide opprime la personne qu'il voudrait libérer. Nous savons qu'il peut se redresser; nous y comptons, et dans ce redressement, nous l'assurerons de notre amitié.

A. Maydieu, O.P.

Un projet de reconstruction sociale

Après avoir traversé la période de l'inquiétude, après avoir décelé et dénoncé le mal qui ronge la civilisation, après avoir pris conscience de la nécessité d'une rénovation totale, il est de notre devoir de scruter le *contenu* de cette rénovation. Tout le monde aujourd'hui se déclare « révolutionnaire »; tout le monde jette des mots d'ordre « hardis » et propose des solutions « radicales ». Mais toute cette agitation verbale est aussi vaine que dangereuse. Ceux qui désirent sincèrement remplacer le désordre établi par un ordre nouveau n'ont le droit d'ouvrir la bouche que s'ils peuvent indiquer : — les principes dont ils se réclament; — la fin qu'ils poursuivent; — les moyens techniques qu'ils préconisent. Tout le reste n'est que rhétorique et mensonge.

Daniel-Rops, lui, a le droit de parler de Révolution, car il apporte des réponses précises aux trois questions fondamentales. Que tous ceux qui se posent les mêmes questions lisent *Éléments de notre Destin* (1). Ici, je ne puis que résumer les réponses, en quelques lignes.

Les principes. — Ce sont ceux-là mêmes qui constituent la réalité de l'homme. Ils s'appellent *famille* quand il s'agit du foyer où l'enfant découvre — à travers son hérédité — les premiers principes d'ordre moral et social. Ils s'appellent *propriété* quand ils mettent en jeu les fils innombrables par lesquels l'homme se rattache aux « choses » qu'il possède effectivement. Ils s'appellent *patrie* quand ils révèlent un humble lien entre l'homme et le sol sur lequel il est né, l'ambiance qui l'a modelé, les êtres humains de sa région et

(1) Chez Spes, 1934.

de sa « race ». Ils s'appellent *travail* quand ils permettent à l'homme d'opposer et d'imposer son effort intelligent à l'inertie de la matière. Ils s'appellent *nation* quand ils manifestent une communion d'hommes attachés à la même tradition, à la même culture, à la même vocation historique et spirituelle. Ils s'appellent *communauté* quand — au-delà de tous les cadres, de toutes les frontières, et de toutes les oppositions — ils expriment la violence spirituelle de l'acte humain par excellence : la *Charité*.

La fin. — Quelle est la véritable fin de la vie en société? C'est l'enrichissement, répond le libéralisme moribond. C'est la dictature du prolétariat et l'organisation d'un paradis terrestre, proclame le marxisme. C'est l'État, dit le fascisme. C'est la pureté de la race, annoncent les disciples allemands de Gobineau. Race, État, Classe, Argent, autant d'idoles modernes auxquelles l'homme est sacrifié.

La seule fin légitime de toute société temporelle, c'est de permettre à chaque être humain, à chaque *personne* d'atteindre sa propre fin. L'homme n'est pas fait pour la société, mais la société pour l'homme. La fin suprême de tout groupement social ne peut donc être que la *libération* de la personne humaine. Car l'homme ne peut réaliser sa destinée — laquelle « n'a point pour bornes deux dates sur une pierre funéraire (1) » — que s'il est libre, s'il peut se développer, s'épanouir, se retrouver.

Nulle civilisation véritable ne peut être fondée que sur le respect de la personne humaine et de ses valeurs éternelles. Toute organisation économique et sociale qui tend à limiter la personne dans sa réalité, sa liberté, sa responsabilité, est mauvaise... Tout système qui mutile l'homme de ses aspirations spirituelles, trahit et mérite de périr. Une civilisation véritable affirme le primat de la personne sur toute autre valeur ou sur toute nécessité (2).

(1) et (2) *Éléments de notre Destin*, En manière de premières conclusions.

Les moyens. — Les moyens techniques se laissent encore moins résumer que la fin et les principes spirituels. Je me contenterai donc ici de citer deux mesures que Daniel-Rops préconise — au nom de L'Ordre Nouveau — : le service civil et le fédéralisme.

Le *fédéralisme* combat les excès de la centralisation, la désertion des campagnes, le développement morbide des « villes tentaculaires ». Il rend à ces groupements naturels que sont les communes spontanées leur part d'initiative et en fait de véritables cellules sociales. Il rompt avec la conception purement formaliste et rigide du droit et restitue son sens et sa valeur au droit coutumier. En un mot, il reconstitue une société *à la taille de l'homme.*

Le *service civil* est, si l'on peut dire, une arme à plusieurs tranchants. D'une part, il implique le remplacement par la machine de tout travail humain *machinal* (1). D'autre part, il étend à l'ensemble du corps social l'obligation d'assumer les travaux indifférenciés que la machine ne peut encore exécuter. C'est dire que l'application du service civil — ainsi que d'autres mesures concomitantes que je ne puis indiquer ici — aura pour résultat de libérer ces esclaves modernes : les prolétaires, et de supprimer, à la limite, la condition prolétarienne. Je m'empresse d'ajouter que le service civil entraîne nécessairement : — la suppression de l'usure et de tous les organismes parasitaires (bourses de valeurs, banques, intermédiaires, sociétés anonymes); — l'établissement d'un niveau de vie « moyen » assuré à tous ; — l'instauration d'une économie corporative (à condition que l'on entende par corporations, non point des rouages bureaucratiques, mais bien des entreprises libres constituées sur le type de « sociétés de personnes », c'est-à-dire impliquant la participation de tous les membres d'une corporation aux bénéfices et aux risques); — l'organisation d'un secteur

(1) Cf. sur ce point mon article « Esclavage ou Libération » dans *La Vie Intellectuelle* du 10 mars 1934.

plané de l'économie; — la plus large diffusion de la propriété foncière, etc... (1)

* * *

Cette énumération schématique n'a qu'un but : montrer qu'il existe, au sein d'une société qui se décompose et tombe en ruines, le germe d'un ordre nouveau. Mais Daniel-Rops — pas plus que ses amis — ne se fait aucune illusion : un nouvel ordre social ne peut éclore que si le vieil homme meurt et que naisse l'homme nouveau. « Il est bien, et il est indispensable, de mettre le cadre social en harmonie avec les nécessités les plus hautes de la personne. Mais ce cadre où nous nous développons, où nous périssons aussi, selon les cas, on ne saurait oublier qu'il dépend d'abord de notre propre valeur *spirituelle.* »

C'est à cette double tâche *surhumaine* (dans le sens plein du terme) que s'attelle aujourd'hui l'élite de la jeunesse : retrouver l'ordre en soi-même et reconstruire l'ordre social. Et parce que cette tâche est *surhumaine*, nous ne pouvons l'accomplir qu'à la lumière vivifiante des options décisives.

ALEXANDRE MARC.

(1) Il est bien entendu que l'auteur prend ici la responsabilité de ces doctrines, et on a vu dans les deux articles précédents que si nous applaudissons de tout cœur au souci premier de *l'Ordre Nouveau*, qui est la libération de la personne, souci qui anime le livre de Daniel-Rops, nous croyons qu'une telle construction systématique — *si elle était réalisable* —, loin de libérer l'homme, l'asservirait. (N. D. L. R.)

Déclaration

Les Associations et Revues soussignées qui, depuis de longues années, travaillent à réintégrer la morale dans les affaires et dans l'État, en vue d'établir l'ordre social chrétien, reconnaissent, dans les récents événements qui ont soulevé l'opinion publique, les détestables fruits des erreurs et des fautes inlassablement dénoncées par elles. C'est dans les mœurs qui ont envahi les milieux d'affaires et pénétré par voie de compromission les milieux politiques qu'il faut chercher les responsabilités véritables et profondes de ces troubles sanglants, bien plus que dans les gestes passionnés déclenchés, de part et d'autre, par l'explosion de la crise.

Nous stigmatisons une fois de plus ici :

— la spéculation sur les matières premières, sur la monnaie et les devises, sur les actions industrielles, qui a faussé la notion et la réalité du juste prix, car nous n'admettons pas qu'on puisse saisir ainsi au passage, accaparer, filtrer ou lâcher en cataractes les valeurs naturelles ou fiduciaires dont vit le genre humain ;

— la folie de production qui oublie le rôle social dévolu au capital fécondé par le travail, et désorganise les marchés en écrasant l'Économie sous la pléthore des stocks ;

— la défense des intérêts particuliers au moyen de subventions systématiques qui domestiquent le Parlement, la presse et même les syndicats ;

— la pratique des « commissions » qui, de l'industrie, a gagné l'administration, s'impose trop souvent à toute réclamation ou conclusion d'affaire, pénètre dans les services publics et charge les acquisitions, expropriations ou concessions, d'un surcroît de « pots-de-vin » et de majorations ;

— le trafic de noms respectés, livrés sans contrôle à des Conseils d'Administration ;

— la recherche, en un mot, du gain et du profit sans travail et sans cause.

Lorsqu'on en arrive à tout peser au poids de l'argent, on est prêt à tout vendre : son influence, sa responsabilité, ses votes, sa famille, sa conscience et son pays.

Les escrocs de haut vol n'auraient jamais réussi leurs combinaisons compliquées, ni passé si facilement à travers les mailles de la justice, s'ils n'avaient rencontré une ambiance préparée, si tant de complaisances ne s'étaient empressées autour de l'argent qui n'était pas à eux. Si tant de compromissions n'avaient foisonné dans le monde politique, l'État ne subirait pas aujourd'hui un si grand trouble. Ceux qui ont pratiqué, et depuis si longtemps, le matérialisme des affaires sont les premiers responsables du sang qui a coulé.

Nous souhaitons qu'à la terrible révélation de cette corruption et de ses effets, le peuple français se ressaisisse.

L'accalmie, pleine d'horreur, qui a suivi son sursaut de dégoût, doit être rapidement utilisée pour un redressement énergique, sinon les événements que nous déplorons auront été le prélude d'une ère de convulsions politiques.

La révolution sociale, jadis redoutée, a pu être évitée par une longue suite de réformes d'ailleurs non encore terminée. Mais la guerre civile doit être aujourd'hui conjurée par une réforme de l'État, hardie et rapide. Souhaitée par tous, elle est encore en gestation dans les cerveaux. Pour notre part, reconnaissant qu'elle comporte une réforme électorale et parlementaire et une réforme administrative, nous insistons sur l'absolue nécessité d'y joindre une intégration dans l'État des forces économiques et professionnelles.

Si nous avons décelé dans le désordre actuel l'anarchie des forces productrices et l'indiscipline des esprits au regard du profit, nous devons faire appel à une autorité qui rétablisse l'ordre dans la vérité. Adversaires de la

tyrannie de l'État, nous pensons donc qu'il y a lieu de lui adjoindre, pour cette organisation et ce contrôle de l'économie, les représentants de la production dans tous ses éléments : capital, direction et main-d'œuvre.

C'est sur cette représentation publique des professions dans l'État moderne, toujours préconisée par nous, que nous appelons l'attention et l'étude de ceux qui nous font confiance.

L'organisation privée des syndicats qui doivent se rapprocher dans le corps professionnel pour fixer librement, dans le cadre des lois générales, les règles particulières de chaque profession n'en sera pas pour cela ralentie. La nécessité de former une représentation publique de toutes les forces professionnelles la provoquera au contraire à un redoublement d'activité.

— Pour les *Semaines Sociales de France* :
Signé : Eugène Duthoit.

— Pour l'*Action Populaire* :
Signé : Desbuquois.

— Pour l'*Union d'Études des Catholiques Sociaux* :
Signé : Colonel Roullet.

— Pour l'*Union des Secrétariats Sociaux* :
Signé : Jean Lerolle.

— Pour les *Études* : Signé : Du Passage.

— Pour la *Vie Intellectuelle* :
Signé : Bernadot.

— Pour la *Chronique Sociale de France* :
Signé : M. Gonin.

— Pour la *Confédération Française des Professions* :
Signé : J. Zamanski.

— Pour l'*Union Sociale des Ingénieurs Catholiques* :
Signé : A. Liouville.

— Pour la *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens* : Signé : J. Zirnheld.

— Pour l'*Union Féminine Civique et Sociale* :
Signé : Butillard.

PHILOSOPHIE

A. Maydieu, O.P. *Que philosopher, c'est ne point philosopher.*

Le chrétien peut-il être philosophe?

Luigi Sturzo. *Sociologie et historicisme.*

Entre la sociologie positiviste et la déduction idéaliste, il faut revenir à la seule conception juste : celle d'un processus, se réalisant par l'activité de la raison humaine, qui unifie les forces immanentes à l'homme, sous l'action première de Dieu, son principe et sa fin. Tel est le point de vue de l'historicisme : le présent article, fortement et originalement pensé, l'expose avec netteté.

A. M. *Livres récents.*

Pour une philosophie de l'esprit.
Avicenne.
Saint Thomas.
Aristote.

Que philosopher, c'est ne point philosopher

Mon adversaire — ou plutôt celui qui se croyait tel — n'était point de ceux qui pensent qu'en nos temps troublés le philosophe doive abandonner sa réflexion pour des besognes plus pressantes. Il savait comme nous que ce recueillement de la pensée, par lequel nous retrouvons la profondeur de l'âme humaine, est plus que jamais nécessaire, mais précisément il nous contestait, à nous autres chrétiens, le pouvoir de répondre à l'attente des esprits.

« *Votre attitude, me disait-il, est vraiment trop facile. Dans ces moments d'angoisse où nous pouvons douter que les valeurs spirituelles survivent, vous, vous êtes tranquilles. Que l'homme réalise ou non sa destinée spirituelle, votre vérité n'en est pas atteinte. Et que peut-elle, par contre, attendre de notre effort et de nos peines? Mais pour nous, notre labeur est la condition de sa réalisation et de sa vie. Qui n'est ému au plus profond de l'âme en entendant Socrate parler de l'immortalité et l'affirmer : sa recherche n'est pas celle d'un dilettante. Tout à l'heure cet homme prendra la ciguë et mourra. C'est contre la mort qu'il affirme l'éternité de l'esprit, et du fait il la réalise, et de son appel vit encore notre pensée. Chacun de nous, que fait-il sinon répéter selon sa propre mesure l'affirmation de Socrate? C'est devant le néant que nous continuons à proclamer la pérennité de l'esprit. Mais l'angoisse nous prend souvent que notre cri bientôt s'arrête sans écho.*

— *Il est vrai, lui répondis-je, notre attitude est plus paisible : le chrétien est assuré du triomphe de sa vérité. Pour lui, c'est le néant qui n'est pas. Et quelle joie, dans nos jours troublés, d'être assuré, avec une totale certi-*

tude, que cette vérité, qui nous est plus chère que nous-même, n'est nullement atteinte par les ruines de notre temps. Celles-ci passeront, mais la vérité demeure, éternelle. « Au commencement était le Verbe. » Il sera *jusqu'à la Fin. Et nous savons aussi qu'il communiquera sa lumière à celui qui la poursuivra d'une humble, amoureuse et patiente recherche.*

— Mais ce calme, — ne le voyez-vous pas? — supprime du même coup le stimulant de cette recherche! Vous êtes assuré, dites-vous? — et cependant l'esprit s'endort et ne réalise pas l'œuvre qu'il a mission d'accomplir. L'esprit est créateur : au centre du mouvement incessant et de la passivité matérielle, l'esprit seul est acte, et seul il peut redresser la vie, qui, sans lui, irait s'amoindrissant.

— En quoi donc notre recherche serait-elle retardée, parce que son point d'application est autre que vous ne pensez? L'esprit est créateur, dites-vous, mais parce qu'il est d'abord contemplateur. L'œuvre qu'il accomplit, elle-même, a ses lois. Si nous prétendons le nier, le choc en retour de la nature rebelle nous avertit durement de notre erreur. Les heures lourdes que nous vivons n'ont point d'autre cause. Et plus profondément, que serait l'œuvre d'un esprit d'où serait exclue toute nécessité? Nul ordre ne s'imposerait : ce serait pur verbiage et agitation oiseuse. Parler d'une création qui n'aurait pas sa source dans une vision est contradictoire. L'esprit ne peut fixer ce qui sera *que dans la mesure où il possède* ce qui est.

— J'attendais votre réponse, et, sans que vous le vouliez sans doute! elle est celle d'un matérialiste et non d'un défenseur de l'esprit. Vous pensez l'esprit comme le monde qui nous entoure, ou plutôt vous l'assujettissez à son empire. Ce qui sera, *c'est la liberté, la spontanéité, l'invention, la vie.* Ce qui est, *c'est le mort, le sclérosé, c'est la réalité matérielle déjà stabilisée. C'est à ce monde immobile que vous prétendez soumettre l'éternelle naissance de la pensée!*

— Mais pourquoi limiter ce qui est *aux réalités les plus*

minimes? Ce monde que vous méprisez, mais que son choc oppose à mon esprit est être, *mais plus encore l'est mon esprit qui se révèle à lui-même dans cette connaissance. Et dans cette diversité même selon laquelle dès le premier regard l'être se manifeste, une unité plus profonde s'impose, totalement indépendante de ma pensée et du monde, dont elle reste cependant la règle et la mesure. C'est cette domination d'une vérité nécessaire que j'ai voulu simplement affirmer, disant que notre création ne s'alimentera qu'à une soumission totale à ce* qui est.

— *Et nous en revenons toujours à la vérité au creux de la coquille de noix, dont parlait Bergson. Le travail scientifique ne serait nullement œuvre de l'esprit, c'est la pure découverte de ce qui existait déjà. Cassez la noix, l'amande était déjà dedans : creusez le monde, la science était déjà contenue en lui. La vérité existe, il suffit de la regarder, dites-vous? Quel sera le bénéfice de l'homme dans ce regard sur un être qui lui reste totalement étranger?*

— *D'empêcher justement qu'il nous reste étranger, et nous le rendre ami. Vous dites que la mission de l'homme et de créer l'esprit en l'affirmant. Nous pensons que l'esprit est éternel, et que notre rôle est d'entrer dans son mystère qui déjà nous enveloppe ; mais, pénétrant au cœur de la vérité, nous réalisons l'esprit de l'homme par cette rencontre. Reprenons votre comparaison de la coquille de noix : comment pourrions-nous croire que la science est — telle que nous la construisons — au cœur de notre monde? C'est lui sans doute qu'elle nous fait connaître, mais dans cette rencontre notre intelligence le taille, l'élève à sa mesure, et l'achève en quelque sorte en le pénétrant. L'intelligence qui était latente dans sa structure, nous l'amenons à son épanouissement, en lui communiquant notre forme humaine. Les œuvres d'art sont le signe de cet achèvement que la terre doit à notre esprit. Mais pour en être plus cachée et plus*

rare, la perfection qu'elle acquiert dans l'intelligence du savant, et d'où notre industrie tire son unique source, n'en est pas moins certaine ni moins précieuse. Du même coup, l'esprit s'affirme; dans l'ordre du monde il découvre les reflets et les lois d'un ordre plus universel.

C'est dans cet ordre que notre travail nous fait entrer, et par cette pénétration l'éternelle vérité devient humaine, ou plutôt c'est l'homme qui s'achève, et cette humanisation est notre glorieuse tâche. Une vérité éternellement parfaite n'a pas besoin de nous, dites-vous? Il est vrai, mais c'est nous qui ne pouvons nous passer d'elle. Pourquoi cette rencontre serait-elle moins passionnante, moins angoissante et privée de la grandeur que vous revendiquez pour une création, qui par ailleurs ne peut se soutenir? D'autres, sans envisager la nouveauté d'une révélation chrétienne, — et le dernier livre de M. Lavelle en est un nouveau témoignage, — ont proclamé la beauté de cette rencontre de l'intelligence avec l'être nécessaire. En quoi la certitude que cette vérité se penche vers nous pour nous introduire au cœur même de son mystère et ne pas nous laisser aux portes du banquet vient-elle diminuer le drame qui se joue dans l'âme du penseur chrétien? Parce qu'une connaissance parfaite n'est pas requise, et qu'il ne nous est demandé qu'un cœur pur et droit pour être admis à cette possession? Mais l'âme restera-t-elle droite si l'intelligence est privée de toute lumière? Et croyez-vous que la lumière ne s'éteint pas qui n'est sans cesse alimentée? Plus que tous, le penseur chrétien est assoiffé par le désir de voir plus clair pour mieux marcher et mieux guider ses frères dont l'appel désespéré le réveillerait s'il venait jamais à s'endormir. Et la tâche reste grande de redresser inlassablement — au milieu des craintes et des angoisses — le regard de tous vers Celui

« D'où notre travail prend toute sa saveur. »

A. Maydieu, O. P.

Sociologie et historicisme

I

Nous n'avons pas l'intention de discuter sur la nature scientifique de la sociologie et sur son étendue. C'est là un thème inépuisable et sur quoi on pourra écrire pendant longtemps, soutenant le pour et le contre. Nous prendrons le terme de sociologie au sens d'étude de la vie sociale dans les facteurs qui la composent et dans sa complexité.

Deux méthodes peuvent être suivies : la méthode expérimentale, qui consiste à étudier de façon analytique les faits sociaux, à en relever les éléments constants, à en déduire leur nature et les lois qui les régissent ; la méthode historique, qui consiste à étudier les synthèses sociales et leurs facteurs dans leur unité concrète et dans la dialectique du processus humain.

Nous préférerons la seconde méthode, qui nous introduit au cœur de la réalité, qui nous la fait vivre dans son intégrité, en tant qu'il n'y a pas de nature vivante qui ne soit en même temps unité concrète et processus : telle est l'histoire. Nous ne méconnaissons pas les avantages qu'offre la sociologie expérimentale comme moyen de recherche et pour recueillir des matériaux ; mais ces matériaux isolés de leur cadre historique ne seraient que des éléments muets, comme ceux d'un corps disséqué à qui manque la vie. Aussi pour nous n'y a-t-il pas de vraie

sociologie qui ne soit « historiciste », en ce sens que la structure sociale de l'humanité n'est que sa propre « concrétisation » et que celle-ci offre un processus qui se déroule dans le temps, et par suite est historique.

Nous savons bien que les sociologues positivistes n'acceptent pas une pareille conception, qu'ils regarderaient comme un mélange hybride et antiscientifique. Pour eux ce que nous appelons *sociologie « historiciste »* ne serait pas autre chose que la partie descriptive de la sociologie, mise en lumière à travers l'histoire des divers facteurs sociaux, ou bien une spéciale philosophie de l'histoire, mais bien différente de la sociologie scientifique. Ils étudient le fait social comme une donnée statique, comme un organisme fixe, dont ils analysent la structure. Ils conçoivent l'histoire comme un moyen de recherches et d'inductions, comme une description des facteurs, comme une collection de preuves, non pas toujours décisives, des déductions générales auxquelles ils arrivent par une étude directe de l'organisme social.

Leur point de départ consiste en ce que la société serait un organisme réel, avec sa structure et sa vie propres, ou un mécanisme dont les forces se développent sous l'empire du déterminisme des lois bio-psycho-sociologiques. D'où la tentative de créer une mécanique, une biologie et une psychologie sociales. Mais le jeu de l'analogie ne peut créer une science ; parler, par exemple, de biologie sociale, revient seulement à incorporer les données biologiques dans le domaine social, à l'aide de ressemblances analogiques ou imaginaires. La prétendue psychologie sociale elle-même ne peut aboutir qu'à un retour perpétuel ou à une aide demandée continuellement à la psychologie individuelle. La vraie psychologie nous conduit infailliblement à supprimer tout fondement à la conception d'un organisme social, psychique, existant

par lui-même, distinct des éléments qui le composent, et à réduire les phénomènes de psychologie collective aux sources mêmes et aux caractères propres de la psychologie humaine individuelle.

Mais les sociologues posivistes n'abandonnent pas pour autant toute conception organistique ou mécanique de la société. Selon eux, l'organisme social, même nettoyé des analogies bio-psychiques, reste la véritable cause déterminante de toutes les activités humaines, telles que la langue, la religion, la morale, le droit, l'art, la politique, l'économie. L'organisme social serait donc le terme ultime, irréductible à tout autre. Cette conception, qui dépasse l'expérimentation positive et devient une thèse philosophique sur la société, ne peut satisfaire notre sens logique, qui ne trouve pas de raison de s'arrêter nécessairement à la structure sociale, comme au terme dernier irréductible, mais au contraire voit des raisons d'aller plus avant. Au vrai, la structure sociale suppose un facteur primordial qui l'a fait être telle qu'elle est ; — en tant que la société, avec ses variétés, avec son évolution perpétuelle, ne serait que la manifestation, toujours en devenir, d'une réalité intérieure.

Aussi, parallèlement à la sociologie positiviste, s'est développée une conception métaphysique de la société. La société ne serait pas conçue, de façon matérialiste, comme un organisme bio-psychique ou comme un mécanisme réglé par le jeu de l'association, mais plutôt comme principe, volonté, force, esprit, qui s'actue de lui-même et se réalise dans les formes diverses de la vie humaine. Selon cette deuxième conception, l'histoire, comme expression unique et complexe du devenir, occupe une position prédominante sous l'aspect de l'historicisme. Pour prendre un terme de comparaison, on pourrait dire que l'histoire « historiciste » est à la sociologie métaphy-

sique ce que la mécanique ou la bio-psychologie est à la sociologie positiviste.

L'historicisme et le positivisme, chacun sous des impulsions diverses, ont surgi l'un et l'autre comme une réaction contre le rationalisme illuministe et l'individualisme humanitaire; ils ont été, respectivement, dans le domaine philosophique et scientifique ce qu'en art ont été le romantisme et le naturalisme.

L'historicisme s'orienta vers la conception métaphysique de la société. En servant, comme la biologie et la psychologie, à faire approfondir l'étude des facteurs sociaux et à l'amplifier par les recherches effectuées dans le domaine de la langue, de la religion, de l'art, des lois, de la politique et de l'économie générale, il mit en pleine lumière la continuité de l'histoire comme processus de devenir social. Or l'histoire, par tout ce qu'elle-même révèle d'humain, d'individuel, de libre, est un argument très puissant contre la thèse qui ne voit en elle que le résultat d'un principe déterministe, de nature métaphysique.

Pour Hegel, ce principe est l'esprit, et sa réalisation ultime et complète est l'État, qu'il appelle : « la plus parfaite création de l'esprit ». De là découlent l'absolutisme et l'« héthicité » de l'État, qui absorbe toute individualité.

Selon Marx l'économie est l'élément de réduction de toutes les manifestations humaines, et la lutte qui se déchaîne est le dynamisme social; car le principe déterministe est ce qu'on appelle le matérialisme historique.

Par le nationalisme idéaliste, c'est la nation ou l'esprit de race qui est l'élément créateur des formes sociales historiques, et il forme le principe de l'éthique et du droit. Mais pour toutes ces écoles l'histoire perd sa vraie signification humaine, et la résultante sociale ne peut être

que déterministe et nécessaire. En substance, la sociologie positiviste et, pareillement, celle qu'on appelle métaphysique, en attribuant à la société (sous quelque nom qu'on la désigne : État, nation ou classe), une entité proprement dite et une valeur existant en soi font de l'*« abstractionnisme »*; c'est-à-dire qu'elles déduisent, soit de la réalité bio-psychique des individus, soit de leur développement historique, l'existence d'un principe extra et supra-individuel, à caractère moniste.

Dans l'une et l'autre conception, ce qu'on perd de vue, c'est le facteur individuel, humain ; et cela par suite des théories qui se cachent derrière elles. Les positivistes sont des matérialistes ; leur déterminisme est formé par analogie avec celui des sciences physiques et naturelles ; l'individu est pour eux une résultante de forces psychiques et sociales ; ce n'est pas un principe pensant et opérant dans l'autonomie de son être. Les idéalistes font de l'individu le moi phénoménal, manifestation du moi-Esprit, unique réalité ; par suite ils nient la dualité sujet-objet ; l'individu concret perd sa personnalité autonome, comme la réalité concrète perd son caractère objectif. Les autres théories comme la marxiste et la nationaliste, et leurs dérivés dans le domaine sociologique, maintiennent plus ou moins les éléments anti-individualistes des deux thèses précédentes et opposées (la positiviste et l'idéaliste) parce qu'elles se fondent sur l'existence d'une entité sociale métaphysique et sur sa valeur fondamentalement déterministe.

II

Selon nous, le fondement social ne se trouve que dans l'individu humain, pris dans son caractère concret, dans sa complexité, dans son irréductibilité originelle. La

société n'est pas une entité ou un organisme en dehors et au-dessus de l'individu. L'homme est à la fois individuel et social, sa potentialité individuelle et sa potentialité sociale ont une racine unique dans sa nature sensitive rationnelle. Il est individuel au point de ne participer à aucune autre vie que la sienne, d'être une personnalité incommunicable ; et il est tellement social qu'il ne pourrait exister ni développer aucune faculté, ni sa vie même, en dehors des formes sociales. Le premier et le dernier homme sont concevables ou comme une société qui doit se produire ou comme une société qui s'est éteinte.

L'individualité prise en soi, comme distincte de la société, opposée à la société, n'est qu'une abstraction logique créée pour déterminer les éléments constitutifs et fondamentaux de l'individu ; pour les mêmes raisons, c'est une abstraction logique que la société prise en soi, comme distincte de l'individualité, opposée à l'individualité. Il est évident que dans le concret il n'y a ni individu hors de la société, ni société sans individus ; il y a seulement des individus en société. Le principe d'association est intérieur à l'individu et il est complémentaire de sa réalité individuelle. Il n'existe pas de principe d'association extra-individuel et par suite extra-humain, subsistant en soi et qui, de lui-même, informerait la société.

La société est une résultante des individus ; et en fait réalisées par lui. C'est pourquoi nous avons parlé plus haut d' « attribution de fins et de significations », en tant que toute action humaine peut être attribuée de façon prépondérante (mais non absolument) soit à l'individu soit à la société. L'élément finaliste n'est autre que la nature même du sujet considéré comme une tendance ou une exigence à se réaliser et à se perfectionner. Et ce sujet, dans le concret, n'est autre que l'homme individuel, qui, en soi et par soi, exige les formes sociales et les actue par

sa vertu propre ; les fins sociales ne sont que les fins internes de son activité.

On craint qu'ainsi la société se trouve réduite à un simple mouvement d'actions et de réactions individuelles, sans avoir par elle-même une existence propre. Beaucoup pensent que le donné associationnel est un élément insuffisant pour constituer un organisme social permanent. Habitué que l'on est à concevoir les formes sociales comme des réalités en soi — famille, état, classe, commune, nation —, il répugne à beaucoup d'esprits de les réduire à des activités individuelles développées par l'instinct d'association.

Cette répugnance dérive en partie d'une certaine théorie des associations, qui n'est pas la nôtre — une sorte d'associationnalisme qui enlève aux formes sociales consistance, force et pérennité, — en partie aussi d'un individualisme humanitaire qui dissout toute société dans l'individu. Nous, au contraire, nous donnons à l'instinct d'association toute sa valeur d'exigence et d'impulsion sociale toujours en développement ; ce qui constitue la raison d'être des diverses formes sociales se trouve en puissance dans chaque individu, il est mis en acte par les énergies individuelles elles-mêmes coopérant, ou, mieux, agissant et réagissant les unes sur les autres. Il s'ensuit que l'actuation concrète de la vie sociale ne diffère de celle de la vie individuelle qu'abstraitement et par voie d'attribution de fins et de significations. Mais tout acte de l'individu est par lui-même acte associationnel, c'est-à-dire comporte une relation inter-individuelle. Le simple acte de penser, avant même de s'être manifesté, tout en étant pure individualité, a un caractère associationnel : il ne peut exister de communication et, par suite, de société sans pensée. La société n'est pas autre chose que la pensée communiquée et actuée. Il n'y a donc, dans l'activité

humaine, rien qui, tout en étant originellement individuel, n'ait pourtant une valeur d'association ; il n'existe rien, parmi les hommes, qui puisse venir à l'être sans exiger une forme quelconque d'association.

Beaucoup d'esprits ont du mal à concevoir le passage de l'individuel au social sans aucun élément extérieur qui assure à la société sa réalisation et lui confère ses caractéristiques. Aussi parlent-ils des fins sociales comme de réalités qui subsisteraient par eux-mêmes. Nous ne méconnaissons pas l'existence de fins sociales, mais nous ne les regardons pas comme extérieures à l'individu, nous les voyons inhérentes à la nature humaine elle-même, réalisables seulement par l'individu, et par cela même nous réintégrons l'individu dans la société.

L'instinct d'association est l'exigence même, naturelle et primordiale, de l'individu à une vie complète — sensible et intellectuelle —, vie « communicative » dans le sens le plus large et le plus complexe du mot. Cet instinct d'association se manifeste dans toutes les formes possibles d'instinct — l'instinct du langage, les instincts sexuels, l'instinct de parenté, le religieux, l'artistique, l'instinct de l'amitié, l'instinct grégaire, l'altruiste, l'instinct de domination, et ainsi de suite. On dit que c'est la société qui développe et modifie les instincts ; c'est vrai en partie et en ce sens que les hommes ne peuvent exister et agir que sous forme d'association. Cela n'exclut pas que la société soit originellement une résultante et, par suite, qu'elle soit contenue implicitement et en puissance dans l'individu.

Il s'ensuit encore que de l'individu — qui, nous nous plaisons à le redire, est toute la nature humaine dans le concret — procède l'élément éthico-organique qui est spécifiquement constitutif de la société : soit la finalité sociale, qui est la finalité interne de l'individu elle-même

transportée sur le plan de l'association ; soit la coordination des diverses activités individuelles qui est fonction typique de l'action de se grouper. Nous appelons ceci : *élément éthico-organique*, pour affirmer que toute forme sociale est par soi de caractère finaliste et, par cela même, éthique, — et aussi pour marquer la distinction entre cette organisation que nous tenons pour une résultante, et ce que les organicistes conçoivent comme une entité originelle subsistant par elle-même.

Le structure, le développement et la durée des formes sociales dépendent de la correspondance de leurs fins aux exigences de la nature humaine individuelle et de la solidité et de la continuité de la coopération des individus à leur réalité concrète.

La société, ainsi, est une sorte de projection multiple, simultanée, continue, des individus considérés dans leur activité. C'est pourquoi, selon nous, la sociologie n'est autre chose qu'une véritable *anthrobologie sociale.*

III

Cette « projection multiple, simultanée, continue des individus » qu'est la société se réalise dans le temps, dans le devenir, comme dans le temps et dans le devenir se réalise toute activité individuelle. La réalité humaine est devenir.

Nous disons devenir (ou processus), c'est-à-dire succession, et non progrès ni évolution, parce que toute l'activité humaine est individuelle, même si elle se développe, comme elle le fait, collectivement, par voie de groupements. Toute activité individuelle est, avant tout, expérience, expérimentation, réduction de l'expérience d'autrui à notre propre expérience, en substance activité per-

sonnelle. La vie des individus est limitée et tout individu doit faire sa propre expérience. Il est vrai que l'entrelacement des générations est continu, de sorte que les expériences individuelles peuvent devenir collectives et former la tradition et que les nouveaux venus qui vont faire leur propre expérience partent d'un niveau commun déterminé qu'ils auront insensiblement atteint. Cependant, pour qu'un processus humain donne les signes de son dynamisme, il faut que les individus prennent conscience de leurs propres expériences, c'est-à-dire qu'à l'égard les uns des autres, de manière directe ou réflexe, ils refassent l'expérience du passé. Ainsi dans la vie d'association, il y a, simultanément, des développements individuels et collectifs, des arrêts, des rénovations, des involutions, tous les stades que comporte l'expérience. Par conséquent il n'y a pas toujours progrès, il n'y a jamais de véritable régression, mais il y a progrès et régression de façon relative, c'est-à-dire expérimentation et réalisation relative.

Le donné relatif de l'expérience est inséparable de son caractère individuel. Quand on parle d'expérience collective, on n'en parle pas comme d'un donné de l'expérience spécifiquement distinct du caractère individuel, mais comme une expérience qui, de façon similaire, est accomplie, simultanément et pour la même raison, par un groupe de personnes unies par un lien quelconque. Ainsi l'expérience de la grande guerre fut une expérience collective de peuples, peut-être la plus ample et la plus générale qui ait jamais existé ; mais chaque expérience individuelle était absolument irréductible à celle d'un autre — bien que dans l'ensemble il y ait eu des résultantes égales pour des groupes déterminés. L'expérience individuelle est relative, limitée, circonscrite, contingente : il en va de même pour l'expérience collective, de même pour la succession des expériences ou le *processus* ; par cela même il

peut assumer un caractère tantôt de progrès, tantôt de régression, selon le point de vue d'où on le considère.

Comme le processus humain ne se peut appeler progrès, ainsi ne peut-il se nommer évolution — en ce sens que la réalité serait contenue dans un germe, lequel irait en se développant selon une loi de « maturation » et de continuité. L'idée d'évolution et celle de progrès se complètent mutuellement, mais elles diffèrent dans l'usage qu'on en fait ; le terme d'évolution s'emploie surtout dans un sens biologique, celui de progrès a plutôt un sens « humain ». Les deux idées d'évolution et de progrès présupposent au fond une conception déterministe ; celle-ci, comme telle, est une négation de l'idée d'individualité et d'expérience personnelle ; elle est, par conséquent, une négation de l'idée de liberté, et elle réduit toute l'activité humaine à une nécessité plus ou moins inconsciente. Nous ne nions pas pour autant que tout processus humain comporte en soi des caractères évolutifs et progressifs, — non, certes, comme éléments déterminants et absolus, mais comme éléments relatifs d'évolution du passé et d'orientation de l'avenir.

D'un autre côté, le concept de processus, comme succession d'expériences individuelles et aussi, à travers les individus, d'expériences collectives, ne signifie pas du tout que l'individu soit complètement libre, sans lois et sans limites ; il veut dire seulement que l'individu, dans le cadre des lois et dans les limites de son être et de ce qui le conditionne, n'est pas un être déterminé, mais un être qui se détermine lui-même, et en cela même il peut se dire un créateur de sa propre expérience. Les lois mêmes de son être et les limites de ce qui le conditionne au point de vue psycho-physique (le monde extérieur et aussi le corps humain) deviennent chez l'homme expériences propres et phases de son processus. Ainsi les lois

naturelles, tout objectives qu'elles sont, deviennent des « auto-lois », et la limitation psycho-physique se transforment en motifs d'activité et d'expérience humaines.

Si nous concevons tout cela dans la simultanéité et dans l'entrecroisement des activités d'innombrables individus, liés selon un complexus d'événements souvent indéchiffrables, et pourtant toujours interférents entre eux, aussi nombreux qu'ils vivent sur la terre, nous aurons présente à l'esprit la complexité du processus humain, dans l'incessante intrication, réfraction et multiplication des expériences, de génération en génération, — en une pérennité dont nous ne saurions humainement penser le terme.

Contre l'originalité de l'expérience individuelle, comme fondement du processus humain, on a coutume d'objecter que tant la *Nature*, avec ses lois et ses limites, que le *Hasard* sont tellement supérieurs à toute expérience humaine, mieux l'excèdent tellement, que c'est à eux que revient le dernier mot du processus humain. La *Nature* et le *Hasard* en seraient les coefficients nécessaires et déterminants. D'autres usent de termes différents ou combinent avec les mots de *Nature* et de *Hasard* ceux d'*Esprit* ou de *Providence* ou de *Dieu*.

Le *Hasard* dans l'histoire est un des points qui ont été le plus étudiés, mais le problème n'a, pour ainsi dire, jamais été bien posé. La phrase de Pascal sur le nez de Cléopâtre est célèbre. L'*occasionnalité*, rapportée à l'expérience humaine, n'a pas de valeur propre; d'elle-même, extérieurement à la connaissance et à la volonté humaine, elle ne peut déterminer aucun changement dans les valeurs intellectuelles et morales de l'homme. Le hasard frappe l'imagination, excite à l'action, comme toutes les modifications extérieures et physiques qui se produisent dans la vie humaine. Mais par le fait que l'imprévu parle à l'imagination, le hasard se prête à une interprétation

mythique et prend la figure d'une causalité aveugle. Le hasard n'est pas autre chose qu'un des divers éléments de notre conditionnement physique et de notre limitation — c'est-à-dire de ce que nous appelons usuellement *la Nature*.

Nous avons plus haut fait allusion au rapport entre nature et expérience humaine. La nature entendue comme distincte de l'homme n'est rien d'autre pour l'homme que son conditionnement physique. L'homme est dans le monde physique ; il lui appartient. La nature peut se dire amie ou ennemie de l'homme, comme la matière, comme notre corps lui-même. Mais l'homme ne pourrait ni exister, ni vivre, ni penser, ni agir sans le monde physique, qui peut être regardé comme la force instrumentale de l'homme. Dire que la nature surpasse et domine l'homme, au point de faire de la nature et non de l'homme la raison efficiente du processus humain, serait attribuer à la nature une causalité autonome et déterminante au regard de l'homme. La conséquence logique de telles prémisses serait ou bien la conception matérielle du monde et de l'homme, soumis à un principe unique, ce qui conduit au matérialisme le plus épais, ou bien la conception d'un principe spirituel unique, dont le monde et l'homme ne seraient que des expressions phénoménales, comme le pense l'idéalisme. Dans un cas comme dans l'autre on ne pourrait parler de processus humain comme expérience d'individus raisonnables, concrets et libres, mais d'une succession de phénomènes ou matériels ou spirituels, qui ne présenteraient aucune originalité marquée de l'empreinte humaine et aucune valeur d'expérience, telle que nous la concevons par nous-mêmes et à travers l'histoire.

Si dans l'idée de nature on inclut aussi celle de l'homme, — non comme opposée à la nature non-humaine, mais

comme propre à l'homme, formant le sommet synthétique de la réalité infra-humaine, — parce que l'homme en est le sujet connaissant et voulant, — alors nous pouvons concevoir le processus humain dans sa situation réelle, c'est-à-dire une activité humaine essentiellement rationnelle et volitive, dans le complexus psycho-physique de son existence, complexus réglé par des lois naturelles qui vont du caractère purement physique à la plus haute intellectualité.

A cette conception humaniste de la réalité naturelle (homme ou monde) ne s'oppose nullement l'idée de Providence ou de Dieu. Selon l'enseignement chrétien, Dieu a créé toute la nature avec ses lois. Le don de l'existence, son ordonnancement et sa conservation, forment un tout inséparable de l'acte créateur et de sa continuité. Nous arrivons (ou nous pouvons arriver) à cette vérité en considérant la nature, dans sa réalité, telle qu'elle se présente à nous. Et dans la réalité naturelle il y a une place (et quelle place!) pour la réalité humaine, rationnelle, libre, active, consciente d'elle-même, et cependant soumise aux lois du créé, que l'homme tend à comprendre, à faire siennes et aussi à reproduire, autant qu'il est en son pouvoir, dans sa multiple activité. Le processus humain est tel parce qu'il répond à la nature humaine, ainsi créée et ordonnée, parce qu'ainsi elle peut s'actuer et se réaliser.

La conception humaniste (au sens droit de ce mot) du processus n'est aucunement altérée par la conception d'une Providence divine : au contraire, il est placé ainsi dans sa véritable réalité. Il semble difficile de concevoir la volonté humaine libre et l'activité de l'homme se déterminant elle-même et néanmoins tellement distincte et dépendante de la volonté divine, parce que l'idée d'unification nous entraîne à l'idée d'absorption ; ou le tout

dans l'homme, ou l'homme dans le tout. Ainsi en irait-il si au concept de Providence on substituait celui du *Fatum* ou d'une Volonté aveugle ou d'une Force inconsciente ou autres semblables, parce qu'alors on nierait la liberté et l'activité humaine, qui serait soumise non à une intelligence consciente d'elle-même et libre, mais à une force inconsciente et déterminée. Le résultat ne changerait pas si on acceptait l'idée d'un esprit immanent ou *mens* universel, comme unique réalité consciente, dont les hommes individuels ne seraient que les expressions phénoménales ; ainsi serait abolie l'individualité personnelle de chaque homme, qui fait l'originalité de l'expérience humaine et de son processus.

La recherche d'un cause unique du processus humain et de tout développement des forces naturelles, que cette cause soit consciente ou aveugle, dérive de la tendance unificatrice de notre esprit. Mais l'erreur consiste à *immanentiser* cette cause de telle façon qu'on enlève aux individus humains leur personnalité. Il faut au contraire arriver à concevoir une double unification : l'une, immanente, dans la rationalité des individus connaissants ; l'autre, transcendante, dans l'intellect absolu.

La première unification se manifeste en nous sous les divers aspects de notre expérience. L'autre est en nous à l'état de tendance et l'expérience que nous pouvons en acquérir n'est jamais directe et intuitive. Mais nous ne comprendrions jamais la seconde, si nous n'avions recueilli la première dans ses limites et dans ses caractéristiques.

Quand nous disons que le processus humain est unifié dans la rationalité, nous ne concevons pas celle-ci comme un unique *mens*, âme ou esprit de l'univers ou de l'humanité, mais comme un principe essentiel individualisé en chaque homme, par lequel l'expérience propre et l'ac-

tivité personnelle de chacun ne passent aux autres que par voie d'effets et de connaissance. L'unification est foncièrement personnelle, et comme la personnalité est sociale dans son activité, ainsi l'unification cognitive personnelle se transforme en unification finaliste sociale.

La connaissance et la finalité sont des notes de la rationalité humaine, mais c'est par la rationalité que se produit l'unification. Il ne peut exister d'élément unificateur qui ne se résolve en rationalité. L'irrationnel ou le pseudo-rationnel, que nous notons comme inséparables de notre activité, ne sont que les ombres, la partie négative, dont nous tendons à nous affranchir pour conquérir entièrement la rationalité. Le processus humain est au fond l'effort continu vers l'entière et la plus intime possession de la rationalité, et vers la transformation de tout élément extérieur à nous en la raison de notre être et de notre activité, au moyen de la connaissance et de la finalité.

Cette unification dans la rationalité, immanente en nous, nous conduirait à un centrisme humano-rationnel exaspérant (humanisme) si faisait défaut l'unification qui nous fait monter jusqu'à l'absolu, l'unification de l'humain dans le divin. Mais puisque cette unification, tout en étant essentielle au concept de créé, pour se réaliser en sa valeur cognitive dans chaque homme, ne peut pas, de quelque façon, ne pas être insérée dans le processus humain, il sera bon de préciser d'abord ce qu'on doit entendre par processus humain.

IV

Quand nous parlons de processus humain, la première idée qui surgit est celle d'une succession, que nous cherchons à individualiser, mesurer, fractionner, afin de pou-

voir établir une différence entre un *avant* et un *après*. Aussitôt nous recourons à l'indication que nous donnent les jours, les saisons, les années, comme la mesure la plus évidente de la succession. Généalogies de familles ou de classes, de rois ou de pontifes, — dates servant de points de repère, comme une victoire, une défaite, une éclipse, un tremblement de terre, un exode, — chutes de dynasties ou de royaumes et autres événements semblables marquent les périodes du processus, dans les données pratiques, extérieures, sensibles, imaginatives. Chroniques, annales, histoires, ont toutes le dessein pratique de conserver les données essentielles (les faits principaux) d'un peuple, d'un clan, d'une cité, d'un royaume, d'une église. Ces données des différents phénomènes du processus humain, tout extérieures qu'elles sont, indiquent que déjà une conscience collective s'est formée, qu'on est arrivé à établir un lien social entre les générations qui se succèdent et qu'une valeur sociale unit les groupes humains. Les données historiques se réfèrent surtout à la formation patrimoniale, juridique, politique et religieuse de la société, ou, mieux, à l'affirmation et à l'actuation du pouvoir social. De l'extérieur des phénomènes du processus on va vers l'intérieur de la structure sociale.

Une autre méthode pour pénétrer dans le processus social et de le chercher à travers ses résultantes. Celles-ci sont la structure sociale, la culture, la religion et tous les autres facteurs de l'état présent de l'humanité. Remontant du présent au passé, on peut mesurer le chemin parcouru, non pas tant à travers les événements — qui en partie ont fui de la mémoire humaine et en partie se sont altérés ou ont été mal conservés — qu'à travers le développement de la pensée et de l'activité des hommes réalisées au cours des siècles, dont le moment présent est la résultante vivante et synthétique.

Tout moment du processus est réalité en tant qu'il est présent. Le passé n'est que l'accumulation d'expériences qui donnent une valeur au présent. Le présent c'est donc l'existence ou la coexistence des êtres, et le passé est le processus qui les a rendus existants dans leur réalité concrète. Mais le présent humain n'est pas quelque chose de simplement statique et de définitif, c'est bien plutôt quelque chose de dynamique ; il se projette dans l'avenir qui tend à devenir présent et à se perdre dans le passé. Le dynamisme tourné vers l'avenir, dans le processus humain, se traduit en finalité, tandis que l'activité qui, en réalisant le présent, se perd dans le passé, se traduit en causalité. Le passé est le moment de la causalité, l'avenir est celui de la finalité, tandis que le présent est la réalité de l'existence. Passé et futur n'existent pas en soi, mais bien le présent, c'est-à-dire dans l'existence humaine réelle, qui est en fait une succession continue de présents.

Et en tant que les hommes vivent simultanément ces trois moments de leur existence, dans le processus incessant, ils ont, comme êtres raisonnables, conscience de la réalité propre de la causalité qui les fait être et de la finalité qui les fait agir. Les êtres inanimés n'ont en soi ni présent, ni passé, ni avenir, parce qu'ils n'ont pas conscience de leur réalité. Le présent, le passé et l'avenir du monde physique sont en fonction des êtres connaissants et en tant que le monde physique, comme élément conditionnant de l'existence et de l'expérience humaine, entre dans le processus et participe à l'activité rationnelle de l'homme. C'est pourquoi, quand nous voulons étudier convenablement les éléments de l'activité humaine, à quelque point de vue que ce soit, tout en partant du présent, c'est-à-dire de la réalité qui forme notre expérience personnelle, nous cherchons dans le passé les lois de formation et de développement et nous tentons de fixer

pour l'avenir l'élément idéal déontologique, c'est-à-dire du devoir être, en correspondance avec la finalité humaine.

Sur cette conception du processus humain et de sa compréhension substantielle se fonde ce que nous appelons le système historiciste, et c'est pour en éclaircir la notion que nous avons écrit ces pages. Mais avant de passer plus avant, nous devons préciser ce que nous entendons par histoire, puisque c'est de ce mot que nous tirons l'adjectif historiciste.

Le sens des mots est multiple et variable ; il n'y a rien d'étonnant à ce que de temps en temps il faille des précisions ; la critique des significations n'est jamais épuisée.

Pour notre dessein, prenons trois des significations actuellement en usage, qui se réfèrent à l'idée fondamentale du processus humain. Ce sont : *l'histoire* considérée comme succession des événements ; *l'histoire* comme exposé systématique ou rationnel des événements que l'on connaît ; *l'histoire* comme conscience du passé d'un groupe humain déterminé (famille, nation, race, église). Ces trois significations présupposent un élément commun : la pensée. La pensée en tant qu'active est processus ; en tant que systématique elle est rationalité ; en tant que conscience elle est vie individualo-sociale.

De ces trois sens du mot histoire, celui qui est original et propre est le second ; tandis que le premier et le troisième sont dérivés. Par conséquent on use plus exactement de l'adjectif *historique*, dans le premier cas, en en composant l'expression : *processus historique*, pour désigner le processus des événements, qui « s'historicisent » ; dans le troisième cas en formant l'expression : *conscience historique*, pour désigner non seulement le souvenir des événements, mais leur efficience intérieure auprès de groupes humains déterminés.

L'histoire, comme exposition systématique des événements que l'on connaît, ne serait autre chose que la reconstruction rationnelle du passé. Cette reconstruction est toujours incomplète et toujours en réfection pour deux raisons : premièrement parce que ce que nous connaissons du passé n'est pas tout le passé, mais une partie, celle qui est « historicisée », et nous ne la connaissons jamais exactement et jamais complètement ; aussi la critique est-elle continuelle et nécessaire ; secondement, parce que l'orientation rationnelle d'après laquelle on interprète et systématise les événements connus varie selon les époques, les cultures et les systèmes philosophiques. Néanmoins, dans l'histoire comme dans toutes les formes de pensée, on tend à la conquête de la vérité ; si la connaissance directe, proprement historique, ne suffit pas, on recourt à la contre-épreuve de la réalité existante et à sa projection finaliste dans l'avenir pour refaire en notre esprit la synthèse complète de la réalité. L'histoire ainsi devient philosophie.

En fait ce qui semble devoir être la véritable histoire et qui est regardé comme tel par la plupart, c'est-à-dire l'événement humain, n'est que l'élément matériel de l'histoire. Et encore un tel élément, pour devenir motif historique, doit subir une élaboration spirituelle, à travers la pensée et le sentiment convergent et divergent d'un groupe de personnes, et pénétrer non seulement dans leur mémoire, mais dans leurs convictions et dans leurs sentiments ; alors l'événement humain devient « historicisé », il devient par suite matériel d'histoire. Le donné historique, même s'il est exprimé par un seul individu, doit, pour être historique, se répercuter dans un cercle toujours plus large d'individus et assumer un caractère collectif. Le donné historique est un élément social, en tant que, ou effectivement, ou symboliquement ou par

attribution, il représente cette expérience et cette activité humaine qui, une fois posée, continue à être vécue et revécue, dans un processus ultérieur.

Tout événement est par soi « historicisable », mais « l'historisation » est un fait de la conscience collective, et plus longtemps dure l'historicisation d'un événement, — plus profonde est la répercussion du fait dans la conscience et plus large est le cercle de ceux qui en sentent les effets. Mais ces événements qui n'arrivent pas à être individués et à former un matériel historique précis ne manquent pas d'exercer leurs effets pratiques sur la formation de la réalité concrète et processuelle, — parce que dans la conscience humaine tout se répercute sous les aspects de la langue, des coutumes, de la tradition, des institutions, de l'art, etc..., dans son continuel devenir. Mais il ne faut pas croire que l'événement, une fois historicisé, reste comme un donné fixe, une pièce anatomique de musée. En tant qu'il est historicisé, il est senti dans la conscience historique du temps. Et, comme les sentiments et les idéaux communs se modifient avec le cours des faits, les attitudes à l'égard du passé historique changent aussi. Ce changement d'attitudes est à son tour le motif d'autres changements ultérieurs de la conscience historique. Par suite l'histoire se fait et se refait sans cesse, son matériel est élaboré et reconstruit sans cesse, et sans cesse confronté à nouveau avec la réalité existante et avec la finalité déontologique pour rejoindre, autant qu'il est possible, la réalité intime du processus humain. Ainsi les trois significations du mot histoire — cours des événements, récit systématique, conscience historique — s'unifient soit dans la pensée, qui est la rationalité de l'action, soit dans l'action, qui est la réalisation de la pensée, soit dans la conscience, entendue comme la rationalité et l'activité présentes à elles-mêmes.

Au vrai, s'il ne peut y avoir de pensée qui ne se relie au passé (continuité cognitive), ni réalité qui ne dérive d'un passé (processus humain), ni personnalité qui ne vive et n'ait ses racines dans le passé (conscience historique), — ainsi l'élément historique, de quelque façon qu'il soit envisagé et systématisé, ne peut manquer à l'individualité humaine (personne), à sa structure collective (société), à son devenir temporel (processus).

Comme on le voit, ce n'est pas le matériel des événements qui constitue l'histoire, mais bien la systématisation rationnelle des événements. Comme la conscience rationnelle est dans l'homme le principe de l'action, la rationalité est le principe systématisant de l'histoire. C'est pourquoi l'histoire, ainsi conçue, se présente avec tous les caractères de la philosophie. Au vrai, la philosophie n'est que la systématisation rationnelle des lois générales de la pensée et de l'action humaine, lois dérivées de la réalité existante. L'histoire est la rationalité de la réalité existante, systématisée selon les lois générales de la pensée et de l'action humaine.

Comme la philosophie ne se confond pas avec la pensée et avec l'action humaine, mais en systématise rationnellement les lois générales, ainsi l'histoire ne se confond pas avec le processus humain, mais en systématise rationnellement l'expérience. La philosophie et l'histoire sont deux manières de cueillir l'activité humaine, — ou dans la systématisation des idées tirées de la réalité, ou dans la systématisation de la réalité selon les idées. On peut dire au fond que philosophie et histoire se ramènent l'une à l'autre, en tant que l'une et l'autre, sous des modes divers, ont pour objet la rationalité qui s'actue dans les événements humains, selon les lois générales de la réalité.

Tout ce qui, en philosophie ou en histoire, est réelle-

ment acquis à la culture humaine est lié à une valeur de *rationalité* indestructible ; c'est là le principe unifiant de l'activité individuelle comme du processus humain, de la réalité existante et de sa systématisation ; là le principe unique non seulement de la philosophie, mais de l'histoire entendue comme processus, comme systématisation et comme conscience.

V

Cette unification, quoique immanente, est bien différente de celle que conçoivent les idéalistes, dialectique de l'unique réalité, qui est l'esprit. Notre historicisme, qui dérive de la conception que nous venons d'exposer, est donc très différent de l'historicisme qui dérive de la conception idéaliste. Pour nous *l'historicisme est la conception systématique de l'histoire comme processus humain, se réalisant par des forces immanentes, unifiées dans la rationalité, venant d'un principe et tendant vers une fin transcendants et absolus.*

Nous avons parlé plus haut d'une double unification du processus humain, l'une immanente dans la rationalité humaine, l'autre transcendante dans l'intellect absolu. La première résulte de l'expérience humaine ; la seconde unification consiste dans le rapport du contingent à l'absolu.

Il ne peut y avoir de philosophie ni d'histoire sans qu'on résolve le problème de l'unification du contingent dans l'absolu. Il y a deux systèmes qui s'affrontent : le *monisme*, qui prend d'ailleurs de multiples aspects et qui du contingent fait l'absolu ; le *dualisme*, qui, distinguant le contingent de l'absolu, en trouve le rapport de transcendance. Dans le système moniste, le processus humain,

quelles que soient les atténuations philosophiques, ne peut être conçu que de façon déterministe, parce que la personnalité humaine est absorbée dans l'unique réalité du tout. Au contraire, dans le système dualiste la réalité contingente garde son existence objective, et l'homme sa personnalité libre et autonome ; ainsi le processus historique est réellement et non en apparence un vrai processus humain.

La difficulté qui, étant donné le système dualiste, peut se présenter à l'esprit est celle-ci : comment peut-on concevoir le rapport d'unification entre le contingent et l'absolu et comment, par suite, l'absolu peut-il s'historiciser dans le contingent ? La difficulté peut naître de la manière dont on conçoit l'unification. Selon notre expérience personnelle, l'unification dans la rationalité est intérieure et immanente ; on ne saurait dire la même chose du rapport d'unification entre le contingent et l'absolu. Mais dans ce rapport nous trouvons une immanence initiale qui suffit à l'unification sans qu'on tombe dans l'immanentisme.

Au vrai, nul ne peut trouver à redire, fût-ce du point de vue le plus strict de la théologie catholique, si on affirme que Dieu en créant communique à l'être créé non sa nature divine, mais une activité qui devient propre à l'être créé et lui demeure immanente. Tout ce qui existe dans le créé vient de Dieu : la réalité, l'activité, l'ordre, la loi intérieure, la force intime de processus, la rationalité, en un mot, la nature. Qu'y a-t-il d'immanent dans le créé qui ne vienne de Dieu ?

Si on peut dire que *in ipso vivimus, movemur et sumus,* cette phrase : « L'action de Dieu *ad extra* immanente dans le créé », n'indique rien d'autre que la nature créée de la réalité extra-divine, dont les forces immanentes sont la raison même du processus d'actualisation : pour

l'univers, processus cosmique ; pour l'homme, processus humain.

Pour employer une comparaison, nous pouvons concevoir le rapport de création comme celui d'une œuvre d'art à l'égard de son auteur. Qui pense *Divine Comédie* pense Dante. Il n'était pas nécessaire que Dante composât la *Divine Comédie*, mais, une fois composée, elle lui est indissolublement unie, parce qu'en elle se trouvent l'œuvre et l'esprit de Dante, bien qu'elle ne soit pas Dante ; d'un autre côté, Dante, après l'avoir composée, ne peut être conçu sans rapport avec la *Divine Comédie*.

Ce qu'il y a d'admirable dans cette unification par le rapport du créé au créateur, c'est que le créé non seulement reste distinct dans son être et dans son action, mais aussi, sous un certain aspect, autonome, si, comme il arrive en fait, les êtres raisonnables peuvent agir contre la loi même de la rationalité créée. Le processus humain est évidemment humain, c'est-à-dire selon la nature de l'humanité, qui est rationnelle et sensible, libre et soumise à des lois, unifiée intérieurement par la rationalité immanente et unifiée par son rapport de création avec le transcendant par excellence.

Pour que le processus humain soit vraiment tel, il faut que les activités extra-humaines adaptent, en quelque sorte, le mode du processus humain ; ce qui, sur le terrain historique, veut dire que les activités extra-humaines doivent s'historiciser, c'est-à-dire devenir des éléments cognitifs et actifs de l'homme. La nature sub-humaine, qui constitue le conditionnement bio-physique de l'homme, entre dans le processus humain par l'action même de l'homme, qui en fait la conquête. Nous pouvons dire que cette nature sub-humaine s'historicise, en tant que le monde bio-physique est transformé dans l'activité humaine, qui produit des richesses, crée des villes et des

royaumes, forme des sciences et des thèmes de spéculation, et y met l'empreinte du génie avec les œuvres d'art.

Peut-on dire la même chose de l'œuvre de Dieu ? Considérée dans le créé, — monde physique et rationnel — l'œuvre de Dieu est le processus cosmique et humain lui-même, — comme existence, ordre et vitalité du créé dépendant de Dieu. Cette dépendance à l'égard de Dieu, traduite rationnellement en idée, devient motif d'activités humaines, non seulement comme croyance, religion et culte, mais par tous les effets intellectuels et moraux que produit cette idée. Ainsi pourrons-nous dire que ce reflet de Dieu dans le créé et dans ses lois, traduit en idées, s'historicise par le moyen des activités humaines.

Il peut sembler difficile de concilier l'action surnaturelle de Dieu avec notre conception historiciste. Mais, selon nous, le surnaturel lui-même s'insère dans le processus humain et devient histoire. La valutation du surnaturel est donnée par la foi, et celle-ci (en tant qu'elle est aussi un acte de l'homme) s'insère dans le processus humain. Un point fondamental de la communication surnaturelle de Dieu à l'homme est l'apparition du Christianisme dans l'histoire. Le fait historique ici n'est pas seulement la naissance et la vie de Jésus, — mais tout ce qui s'y réfère à travers les siècles, avant et après Jésus-Christ. Aussi le surnaturel est entré dans l'histoire, et comme tel il ne peut pas être éliminé.

Que les hommes croient que Jésus est le Verbe de Dieu fait homme ou qu'ils le combattent comme un homme usurpant la Divinité, c'est ce qui appartient à l'histoire. La révélation divine et toute manifestation surnaturelle, une fois réalisée, est acquise aux activités humaines, bonnes ou mauvaises, qui forment l'objet de l'histoire. Ainsi tant l'œuvre de Dieu révélée par la

nature créée que la révélation surnaturelle de Dieu à l'homme deviennent, par l'activité humaine qui en sent la conséquence et qui en dépend, éléments du processus et objet d'histoire.

Celui qui sait lire dans la création et dans l'histoire, et qui est mis en état d'y lire, trouvera l'empreinte divine soit dans la nature, soit dans les données historiques de la révélation ; celui qui ne sait pas lire n'arrivera jamais à la source et s'arrêtera au donné naturel ou au donné historique comme immanents en soi, sans rapport (naturel ou surnaturel) de transcendance. Dans ce deuxième cas, on divinisera, qu'on le veuille ou non, l'immanent, c'est-à-dire qu'on donnera au contingent humain et cosmique le caractère de l'absolu.

Le divin dans l'histoire ne peut être nié. Pour nous c'est l'Absolu qui crée le relatif et qui, pour se faire connaître, participe au relatif et s'humanise (la plus grande manifestation, la manifestation pleinement divine, en est Jésus-Christ) ; et cela c'est de l'histoire, de la véritable histoire. Le divin qui devient histoire ou qui s'historicise non seulement ne viole pas les lois du processus humain, mais on peut vraiment dire qu'il les intègre. Le cercle Transcendance-Immanence et Immanence-Transcendance, qui est la loi de la création et du destin cosmique, pourra plus facilement être réalisé par chaque homme, qui, à travers les manifestations historiques du Transcencendant, acquiert la puissance de se transformer en lui.

Notre définition de l'historicisme trouve ainsi son explication. Le processus humain est toujours réalisé par des forces immanentes unifiées dans la rationalité ; parmi ces forces il faut compter aussi les idées et les expériences personnelles du divin et ses manifestations historiques. Cependant le principe (création) et la fin (destinée surnaturelle) de l'homme ne sont pas historiques, mais extra-

historiques, partant du Transcendant-absolu et allant vers lui. Les historiens qui croient qu'il n'est pas de leur devoir d'admettre un principe et un terme extra-historique, ne peuvent expliquer le divin dans le processus humain et par suite sont contraints de l'humaniser au point de le réduire à une pure invention humaine, comme la légende, le mythe, la superstition — ou bien à une forme enfantine et populaire de la conception philosophique immanentiste. Ce faisant, ils réduisent le rationnel à l'irrationnel, nient ainsi l'unification dans le rationnel des forces immanentes du processus humain et par là même nient le processus humain dans sa véritable nature. Ils sont contraints, s'ils sont logiques, de chercher un autre type d'unification des formes du processus humain dans un système moniste quelconque, qui selon nous détruit dans ses fondements la personnalité humaine et le véritable historicisme.

Ce qui dans notre système historiciste peut sembler à d'aucuns enfermer une contradiction, c'est que, si on insère les manifestations divines dans le processus humain comme éléments historiques, elles se soumettent (pour parler ainsi) à l'unification dans la rationalité; au lieu que les mystères révélés, puisqu'ils sont mystères, ne sont pas connaissables rationnellement. Cette objection, si on la fait, ne peut venir que d'une incompréhension de ce qu'est l'insertion dans le processus humain; cette insertion n'est pas l'intelligence rationnelle du mystère (qui alors ne serait plus un mystère), mais la réduction de tout élément non humain à la cognoscibilité pratique et à l'activité qui en dérive. L'homme arrive à connaître pratiquement un mystère, quel qu'il soit, s'il lui est donné de participer à ce mystère comme tel, et à en faire l'objet de sa propre activité, même s'il est sûr de n'arriver jamais à le comprendre rationnellement. Com-

bien, d'ailleurs, n'y a-t-il pas de connaissances naturelles pratiques dont les raisons nous échappent et dont pourtant nous usons dans notre vie quotidienne? La plus grande partie du monde physique nous est inconnue, et nous continuons à le conquérir. Combien d'hommes ignorent les mathématiques, les sciences, la philosophie et agissent selon les lois qui en dérivent! Tout ce qui arrive à l'homme d'une manière quelconque comme connaissance et le meut à l'action (et il ne peut le mouvoir à l'action que sous un aspect véritable ou apparent de rationalité) s'insère dans le processus humain et peut devenir objet d'histoire.

Les dogmes les plus mystérieux, manifestés historiquement dans la révélation de Jésus-Christ et devenus éléments d'activité historique permanente dans le monde, grâce à la continuation de la mission de Jésus-Christ par l'intermédiaire des Apôtres et de l'Église, ont eu et ont pour une grande partie de l'humanité le caractère de rationalité pratique qui meut à l'action. Ainsi nous pouvons dire véritablement que les dogmes concernant les mystères, étant reçus par les hommes, viennent faire partie du processus humain et s'historicisent.

S'il n'en était pas ainsi, le processus humain lui-même serait incompréhensible, parce que l'homme pour pouvoir agir (c'est-à-dire donner naissance au processus même) aurait dû commencer par tout comprendre, éliminant autour de lui tout mystère ; l'expérience historique condamne une telle hypothèse. L'homme a agi dans un monde pour lui mystérieux et il a regardé d'abord comme mystère ce qu'avec le temps il est arrivé à comprendre rationnellement. Cette expérience répond à la tendance innée en l'homme de vouloir surmonter le mystère ; il lutte et luttera toujours dans ce dessein, même en se trompant de chemin, c'est-à-dire en créant lui-même des

mystères inexistants et absurdes, pour expliquer les mystères existants et réels. Les chrétiens croient qu'ils arriveront à pénétrer dans les mystères divins connus ici-bas comme objets de foi, quand, après la mort, la foi ayant cessé, ils verront Dieu comme Il est ; par là même ils projettent dans l'infini à venir les espérances et les besoins spirituels vécus dans le temps. Ainsi, selon nous soit le vrai mystère, soit le mystère relatif, soit le désir et le besoin de vaincre le mystère, s'insèrent dans le processus humain, comme facteurs vivants et permanents, qui influent sur la formation de la conscience collective.

Le vrai historicisme non seulement ne minimise pas ces facteurs, ne les nie pas, ne les adultère pas, mais il doit les évaluer pour ce qu'ils sont comme activités historiques avec le sens que leur donnent ceux qui agissent sous leur influence et avec une telle foi.

Les historiens, du reste, comme tout homme, peuvent prendre des attitudes diverses devant la révélation, mais ils ne peuvent, s'ils veulent faire œuvre de véritable histoire, nier que le processus historique ait une causalité initiale et un terme finaliste, extra-historique et transcendant, et qu'en tout cas une telle causalité et une telle finalité animent le processus et le rendent rationnel et intelligible. Aussi pour nous le vrai historicisme est la conception systématique de l'histoire comme processus humain, se réalisant par des forces immanentes, unifiées dans la rationalité, partant d'un principe transcendant et absolu et allant vers une fin transcendante et absolue.

Londres, décembre 1933.

Luigi Sturzo.

LIVRES RÉCENTS

Pour une Philosophie de l'esprit

Ces derniers temps furent une époque heureuse pour la Philosophie. La librairie Alcan publiait le premier tome de *la Pensée* de M. Blondel, et les *Éditions Montaigne* faisaient paraître *la Présence totale* de Louis Lavelle. Nous parlerons de ces deux ouvrages plus longuement dans nos prochaines chroniques.

Le dernier cité inaugure une collection intitulée « *Philosophie de l'esprit* ».

Le moment nous paraît propice, nous dit-on dans un avertissement, pour stimuler et favoriser, dans la mesure de nos forces, la renaissance de la pensée philosophique au pays de Descartes et de Malebranche, d'Hamelin et de Bergson... Le désarroi intellectuel et moral vérifie l'impuissance du positivisme à satisfaire notre besoin de vérité et à nous donner le bonheur. C'est maintenant comme ce fut toujours la mission de la philosophie de rendre l'homme au sentiment de son existence et de son autonomie et d'élever sa pensée et son âme vers l'Absolu, principe de toute intelligibilité, comme de tout mystère.

La tâche est grande, en effet, et plus que jamais nécessaire. Nous ne pensons pas que la philosophie suffise par ses propres forces à y répondre, mais elle a un rôle essentiel à jouer dans cette reprise de l'homme par lui-même.

Nous ne contesterons pas à M. Louis Lavelle — même si nous faisons de sérieuses réserves sur sa doctrine, et nous tâcherons un jour prochain de les dire avec précision — la pénétration métaphysique requise pour être un des pionniers de cette renaissance. Le P. Auguste Valensin, professeur aux facultés catholiques de Lyon, est l'auteur du second volume de la collection : *Balthazar*. C'est le titre du premier de deux dialogues qui seront lus avec plaisir par tout homme cultivé. « Balthazar », le seul fait que nous entendions — par

notre oreille et par notre esprit — ce nom de trois syllabes suffit à nous montrer que l'âme humaine est irréductible au monde qui tombe sous nos sens. Et l'âme de la bête, qui entend son maître l'appeler? La réponse sera donnée dans le second dialogue : *Baghéra*. Le P. Valensin excelle à nous acculer à une contradiction apparente telle qu'un effort nouveau nous est demandé pour poser un être hétérogène à ceux que nous connaissions jusque-là : l'esprit de l'homme qui saisit l'unité dans une succession, et l'âme de la bête qui n'est plus matière et qui n'est pas encore l'esprit, qui pense, mais ne se pense pas elle-même, qui perçoit mais n'aperçoit pas. Suivent trois Commentaires sur Pascal. Signalons l'exégèse subtile, mais précieuse, de la Pensée 233 (Ed. Brunschvicg) sur la preuve de l'existence de Dieu.

***

Avicenne

Pour avoir rencontré maintes fois le nom et l'exposé des théories d'Avicenne dans les écrits de saint Thomas, et pour avoir ouvert parfois les éditions latines du Commentaire du traité de l'âme, nous ne saurions nous reconnaître le droit de juger l'*Introduction à Avicenne*, publié par Mlle Goichon dans la Bibliothèque française de Philosophie (1). Mais il nous est permis de lui dire notre reconnaissance pour cet instrument de travail remarquable qui utilise l'ouvrage même d'Avicenne *Des définitions*, en le précisant par des commentaires érudits et intelligents. Au vrai, c'est là plus qu'un recueil de définitions, et celui-là entreverra déjà le système d'Avicenne qui lira cette épître à l'humble début :

Mes amis me demandèrent de leur dicter les définitions des objets qu'ils m'avaient prié de définir. Je déclinai leur proposition, sachant que c'est là chose quasi impossible à l'homme, qu'il s'agisse de définir ou de décrire...

Un avertissement et une liste des ouvrages d'après les

(1) Desclée de Brouwer et Cie.

catalogues arabes complètent bien cette intéressante traduction.

Saint Thomas

Nous regrettons que M. R. Jolivet ne fasse pas mention dans son étude *Le Thomisme et la critique de la connaissance* (1) du dernier ouvrage du P. Roland-Gosselin, édité chez Vrin (*Bibliothèque Thomiste*), nous voulons parler de l'*Essai d'une étude critique de la connaissance*. Il n'est plus permis désormais d'aborder ce sujet sans avoir étudié auparavant cet essai. Le travail de M. Jolivet eût gagné — peut-être — à cette rencontre, ordre, précision et profondeur. Il faut nous garder de la joie d'un facile triomphe en évitant de poser la véritable question, que l'on traite de pseudo-problème.

Les *Questions disputées* continuent activement ces mois-ci, sous la direction de MM. Journet et Maritain, leurs recherches vivantes au cœur de tous les problèmes que le temps présent pose à un disciple de saint Thomas. Parce que nous avons parlé ou parlerons bientôt plus longuement de ces différents ouvrages, contentons-nous de signaler, en attendant qu'un chef d'entreprise trouve le temps de nous dire lui-même l'intérêt qu'il a eu à la lire, l'étude de M. Georges Cazin, *Sagesse du chef d'entreprise* (2). Pour un disciple de saint Thomas c'est une véritable joie de voir un technicien retrouver au nom de son activité même la nécessité d'une Sagesse. Car M. Cazin a dirigé de nombreuses entreprises, et c'est après avoir consulté Fayol et ses disciples comme M. Carlioz, et également Taylor et ses disciples, qu'il a vu nettement la nécessité, pour que son entreprise marche mieux, d'un point de réflexion, qui domine toute technique, d'une sagesse. A la question : « Sur quel rivage le chef d'entreprise prendra-t-il pied pour apercevoir l'ensemble de ses activités [...], en un mot pour réaliser des *Synthèses* sans lesquelles l'Ana-

(1) Desclée de Brouwer.
(2) Ibid.

lyse, si loin qu'il l'ait conduite, est inefficace et ne mène qu'à la confusion et au chaos? » il ne trouve qu'une réponse :

Rien ne nous donnera une vue synthétique et véridique de nos Entreprises, si par avance notre esprit n'a pas été formé aux disciplines vigoureuses de cette Philosophie naturelle que les Anciens avaient si bien nommée « Sagesse ».

Voici maintenant saint Thomas présenté aux enfants. On sait que sous la direction de Mlle Renée Zeller les fêtes de l'année sont exposées aux enfants. Le 7 mars, c'est la saint Thomas, la fête du patron des écoles catholiques; les petits enfants doivent apprendre à connaître leur grand patron, *l'Ange de l'École* (1). Au vrai, il est tout près d'eux, car il a toujours eu la pureté et la simplicité de l'enfant; et celui-ci peut voir en saint Thomas d'Aquin les vertus qui le prépareront dès sa jeunesse à l'austère et joyeuse discipline qui ouvrira la route royale de la Sagesse : son humilité, sa pureté, sa générosité dans le don à Dieu, l'ardeur de sa prière, sa dévotion à la Vierge Marie, sa mère, et son immense charité. Et la joie des premiers jours de classe où l'on commence à apprendre quelque chose, et où l'on se rend compte. Et la question que l'enfant pose souvent bien mieux que l'homme mûr : « Qu'est-ce que Dieu? » Il fallait l'amour fidèle de Mme Raïssa Maritain pour faire entrevoir aux enfants toute cette richesse qui saura les conquérir. Et j'en connais de tout jeunes qui tout de suite ont été pris par la lumière très haute qui transparaît dans ce récit charmant et simple :

Personne n'hésitait à reconnaître que Dieu l'avait éclairé d'une lumière nouvelle. Et cette lumière Dieu la lui avait donnée non parce que saint Thomas a cherché la nouveauté, ce qui aurait été vanité pure; il l'avait trouvée sans la chercher parce que, avec un grand amour, il n'avait cherché que la vérité.

Des dessins de Severini, aux contours nets et naïfs, complètent de façon charmante cette vision.

Revenons à des sujets non point plus sérieux — car il

(1) Desclée de Brouwer.

n'est rien de plus sérieux que les enfants — mais plus austères. A l'occasion du quatrième centenaire de la mort de Cajetan, le prince des Commentateurs de saint Thomas, le Collège Angélique de Rome publie sous la direction du P. Zamit les écrits philosophiques du grave Cardinal. Le premier volume fort bien édité contient les opuscules économiques et sociaux. Ils sont plus d'actualité que l'on ne saurait croire et l'on trouve un traité de l'usure, et une étude du Mont-de-Piété qu'il ne serait pas inutile de relire de notre temps. Dans la Bibliothèque Thomiste, M. J. Destrez commence une série d'*Études Critiques sur les Œuvres de saint Thomas d'Aquin d'après la tradition manuscrite* (1). Le tome I^er^ étudie le texte du *de Veritate* et le *Commentaire sur Isaïe*. Cette critique textuelle est basée sur la *pecia*, ou cahier de peau de mouton sur laquelle les copistes transcrivaient le texte de l'exemplaire authentiqué par l'Université. C'est là étude d'érudits, mais tout homme cultivé lira avec intérêt l'avant-propos où M. Destrez, en exposant les résultats acquis, nous donne de curieux et vivants détails sur la multiplication des volumes à cette époque de travail intellectuel effréné que furent le XIII^e^ et le XIV^e^ siècle.

Aristote

Dans la *Bibliothèque des Textes Philosophiques*, que M. H. Gouhier dirige à la Librairie Philosophique Vrin, M. J. Tricot, après avoir traduit, il y a quelque temps, la métaphysique d'Aristote, vient de publier le traité *de la Génération et de la Corruption* et le Traité *de l'Ame*. Il est heureux de voir ces écrits mis de la sorte à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs. Il faudra toujours revenir au premier de ces ouvrages quand on voudra connaître l'effort de synthèse scientifique d'Aristote. Il en est, avec le traité des Physiques, une articulation essentielle. Il ne semble pas que sa position ait encore été nettement précisée, et pourtant l'on ne saurait comprendre la genèse de la pensée scientifique,

(1) Librairie Philosophique Vrin.

si l'on méconnaît la doctrine de celui qui fut pendant des siècles le maître incontesté des uns, et l'adversaire des autres. Meyerson avait essayé de la mettre à sa juste place. On ne peut dire qu'il ait totalement réussi : sans doute a-t-il été trompé par la traduction fort mauvaise qu'il utilisait et dont l'auteur était Barthélemy Saint-Hilaire. Par là est souligné l'important service que nous rend M. Tricot. En lisant sa traduction, beaucoup seront sans doute surpris de retrouver dans ces pages les préoccupations éternelles des savants : la fidélité à l'expérience (cf. la raillerie mordante dont Aristote accable les Platoniciens au c. II du livre I) et le souci d'explication rationnelle par un recours aux proportions qui sont déjà des nombres (c'est toute la raison d'être des quatre éléments). Il reste que si les préoccupations sont les mêmes, rien n'est plus à conserver de cette science périmée. Les disciplines que nous avons appris à distinguer sont encore indistinctes, et nous restons tout de même étonnés de voir le Philosophe assuré d'avoir rencontré un fondement inébranlable de la connaissance des éléments dans la sensation du toucher. L'audace reste belle cependant d'avoir osé une telle construction à partir de si pauvres données. Et le débat reste à trancher de savoir si cette témérité a servi ou desservi la science... Au surplus Aristote pouvait croire une telle prétention fondée par sa théorie de l'âme et de la connaisance sensible chez l'homme.

Pour ce dernier sujet on se reportera au livre II du traité *de l'Ame*. Et dans le livre entier on trouvera bien d'autres suprises encore : au livre I^er^ cette patiente recherche de la définition de l'âme qui montrera peut-être à quelques-uns que la théorie de l'essence et de la définition n'est point si facile et naïve qu'ils le croiraient volontiers — et au livre III la pénétration de la fine pointe de l'âme humaine : la nature de l'esprit. Au chapitre V, le redoutable problème : l'homme est-il appelé à l'immortalité personnelle? — On discute encore de la réponse d'Aristote. Saint Thomas enseigna qu'elle était affirmative. Mais le Docteur Angélique pensait-il la trouver explicitement chez le Stagirite, ou croyait-il seu-

lement que sa philosophie devait l'y conduire? — c'est ce dernier point qui lui paraissait sans doute importer davantage.

Dans son dernier ouvrage, paru à la même librairie, — *La Doctrine de l'Intelligence chez Aristote* — M. Marcel de Corte, assistant à l'Université de Liége, expose en quel sens il faut entendre la question et la résout par l'affirmative. Ses remarques sont fort pertinentes sur la conception qu'Aristote pouvait avoir de la personne, mais pour autant son argumentation ne semble pas totalement convaincante. Cependant, on ne pourra plus désormais étudier le problème sans en tenir compte, et au surplus nous ne saurions trop recommander la lecture de cet ouvrage à ceux qui voudront mieux pénétrer l'enseignement du *de Anima* et la noétique du Philosophe.

Ce qui nous semble remarquable dans ces « admirables analyses » — l'expression est de M. Gilson qui présente le livre dans une brève préface —, c'est le sens très profond de la vitalité de la pensée, telle que la concevait Aristote, tout éloigné du schématisme arbitraire auquel voudraient le réduire de nos jours tant de critiques qui ne l'ont sans doute pas lu de très près. M. de Corte nous apprend à tenir compte de l'état naissant de cette philosophie qui n'est pas encore réduite en système, et combien nous nous fermerions sa pénétration si nous attendions d'elle des distinctions, qui nécessitent une patiente élaboration, ou la réponse à des problèmes qui sont de notre temps, et non point du temps d'Aristote.

Divers

Terminons en signalant simplement trois autres ouvrages édités chez Vrin : une intéressante étude du Dr Joseph Iwanicki sur *Leibniz et les démonstrations mathématiques de l'existence de Dieu*; *La logique de Hegel*, par M. Georges Noël, professeur au lycée Lakanal, et la traduction par M. Pierre Chaillet de l'ouvrage de Bernard Jansen sur *la Philosophie religieuse de Kant*.

A. M.

LES LETTRES ET LES ARTS

O. Forst de Battaglia. *La littérature allemande contemporaine.*

Essai d'une mise au point :
— les Essais,
— la Poésie,
— le Théâtre,
— le Roman.

Henri Gouhier. *Théâtre.*

La double inconstance. — Les Races. — La Bête noire.

Marie-Louise Plourin. *Daumier et le Palais.*

Quelle matière pour un satirique et pour un peintre !

A travers les revues : Le chant religieux russe.

La littérature allemande contemporaine

ESSAI D'UNE MISE AU POINT

Il y a quelques mois, un éminent historien américain entreprit auprès du public de son pays une enquête sur les écrivains allemands les plus connus et les plus appréciés aux États-Unis. Cette tentative aboutit à un palmarès lamentable ; à côté de quelques grands noms apparut une cohue de gros industriels du roman et des articles d'histoire anecdotique.

Un plébiscite sur le même sujet donnerait-il de meilleurs résultats chez les lecteurs français ? J'en doute. Chez les lecteurs allemands ? Je n'en suis pas trop sûr. Car une fatalité tragi-comique pèse sur la littérature de nos voisins. Nulle part ailleurs le désaccord n'est aussi manifeste et aussi profond : entre la gloire et le génie, entre le nombre des éditions vendues et le degré de perfection artistique, entre le succès et la valeur, entre les lauriers et le mérite. Le public a toujours réussi à méconnaître, chez ses contemporains, les plus purs joyaux de la poésie allemande, au moins depuis l'époque de Gœthe. Ceux qui ont su obtenir l'admiration aveugle de l'étranger et l'enthousiasme myope de leurs compatriotes, ce furent les habiles flatteurs du goût (ou du manque de goût) public ; le plus souvent des petits talents et de grands routiniers, parfois

aussi de grands artistes qui savaient s'abaisser au niveau de la foule. Scheffel, Spielhagen, Heyse, ont été les représentants littéraires de l'Allemagne au moment où Nietzsche, Bachofen, Lagarde, Gottfried Keller, Storm et Fontane n'atteignaient qu'une maigre élite. Wildenbruch et Sudermann ont facilement triomphé de Stefan George et de Hofmannsthal. Je m'abstiens de citer les usurpateurs qui de notre temps s'arrogent dans le monde la place qui convient aux créateurs de chefs-d'œuvre authentiques. Que plutôt le silence devant les peuples soit la leçon des faux rois du Parnasse contemporain ! Je me contenterai, dans ce court panorama, de signaler les vrais maîtres de la prose et de la poésie allemandes d'aujourd'hui.

Je prononcerai des noms que mes lecteurs ignorent sans doute et j'en supprimerai d'autres que peut-être ils attendent. Je le fais sans crainte d'être démenti à l'heure actuelle et convaincu d'être approuvé par la prochaine génération. Les Allemands sont révisionnistes jusque dans le domaine des lettres, et ici nous n'hésitons pas à les suivre, voire à les devancer : le jugement de certains critiques d'avant-garde, que nous acceptons, est celui qui correspondra demain à l'opinion générale.

Les essais

Tout d'abord une mise au point : contrairement aux apparences, ce n'est pas la prose narrative qui prédomine dans la littérature allemande depuis la guerre. Le plus grand effort s'est accompli aux confins de l'essai, de la satire, de la philosophie, du pamphlet politique, bref sur un terrain que la foule ne fréquente point. Ces créations d'une haute envergure et d'une splendide puissance verbale demandent à la fois trop de liberté d'esprit et trop

de discipline intellectuelle pour qu'elles puissent arriver jusqu'au lecteur moyen ; elles ne comportent aucune chance de vente pour l'éditeur étranger qui les présenterait à son public. Toutefois, c'est parmi les ouvrages difficiles et dépourvus d'utilité immédiate que nous avons à chercher les meilleures réussites des écrivains d'outre-Rhin. L'observateur français constatera non sans étonnement que l'esprit de ces auteurs est nettement classique, plein de mesure, de goût et d'harmonie ; qu'ils reflètent les inquiétudes de notre époque trouble et déséquilibrée, sans plier devant elle et sans l'aduler ; qu'ils tâchent de la comprendre ou de la faire comprendre, sans s'inféoder à des poncifs passagers ou à des pouvoirs, hélas ! trop bien établis. Ces clercs, ils n'ont pas trahi et dans un entourage qui ne parle que pain quotidien, jeux du cirque et fêtes populaires, ils éprouvent une plus noble faim, la faim de l'éternel.

Commençons par *Théodore Haecker* inégalé dans sa souveraine maîtrise du verbe, dans sa fougue magnifique, dans la force invincible de son ironie et dans la beauté royale de son lyrisme. Ce rejeton de la Rome antique et du Moyen-Age chrétien unit la sévère discipline latine et la profondeur germanique ; c'est un Bossuet qui se double d'un Veuillot, parfois d'un Paul-Louis Courier ; ce catholique trouve les accents d'un Nietzsche qui se serait converti. Je recommande d'aborder Haecker en lisant ses saisissantes confrontations de notre temps, du Christianisme et du Monde antique : *Satire und Polemik* (Satire et polémique), *Christentum und Kultur* (Christianisme et civilisation), pour arriver aux puissantes synthèses de *Vergil Vater des Abendlandes* (Virgile père de l'Occident) et de *Was ist der Mensch?* (Qu'est-ce que l'homme?) qui sont une défense de l'Occident forte et persuasive.

Le Viennois *Karl Kraus*, directeur et seul collaborateur de la célèbre *Fackel* (La Torche), s'apparente à Haecker par une verve satirique amère et truculente, il le dépasse peut-être par une dialectique d'incomparable polémiste, mais il n'offre pas comme lui une conception du monde capable d'animer toute l'œuvre. Luttant pour un idéal humanitaire, visiblement inspiré des Encyclopédistes français du XVIII^e^, Kraus est plus grand que sa philosophie trop rationaliste et plus grand que la plupart des philosophes rationalistes. Cet irrévérencieux, animé de sentiments tendres, délicats et ardents envers les déshérités de la terre, ne refuse son respect à nulle croyance sincère ; il s'attaque avec une violence irrésistible aux esprits malhonnêtes, il dévoile toutes les contradictions entre l'apparence et la réalité. Moraliste, il combat les faux prêtres de toute religion et de toute irréligion, métaphysique, patriotique et sociale ; écrivain et critique, il démolit les fausses gloires littéraires, la pseudo-inspiration, les lazzi funambulesques de prétendus artistes qui se font admirer sur la corde parce qu'ils ne sauraient pas marcher avec grâce sur le sol. Pour connaître et pour reconnaître la haute valeur et l'importance de Karl Kraus, il convient, mais il est nécessaire de lire quelques volumes de la « Fackel ». Il en a tiré une série de recueils dont les principaux s'intitulent *Sittlichkeit und Kriminalität* (Moralité et Criminalité), *Die chinesische Mauer* (La muraille de Chine) ; *Untergang der Welt durch schwarze Magie* (La fin du monde, causée par la magie noire). Sa colère s'exerce surtout contre les vilenies d'une presse corrompue et contre les bassesses de la pruderie bourgeoise. Dans un drame vraiment shakespearien, *Die letzten Tage der Menschheit* (Les derniers Jours de l'Humanité), il a brossé avec un humour macabre le tableau terrifiant et affreuse-

ment fidèle de la Guerre Mondiale, vu à travers un tempérament... sans tempérament et d'un point d'observation (nullement du point de vue !) autrichien.

Rudolf Borchardt, originaire de la Prusse orientale, appartient par ses convictions au conservatisme protestant berlinois d'avant 1870. Fortement empreint d'humanisme italien, ayant passé une grande partie de sa vie aux environs de Lucques, il accentue néanmoins farouchement sa « germanité ». Tragique et vain effort, face au Troisième Reich qui a banni Borchardt de la République des lettres allemandes, car, pareil à Kraus, il descend d'ancêtres juifs. Ce qui ne l'a point empêché d'écrire de superbes essais philosophiques sur Platon et sur Dante, des pièces d'anthologie sur les paysages prussiens, des pamplets vigoureux contre les intrus au sanctuaire de la poésie allemande et une petite brochure, *Führung*, qui serait le meilleur avocat de la cause hitlérienne, si elle provenait d'une plume moins « tarée ».

Les Nazis ont mis à l'index un autre grand écrivain, d'extraction « irréprochable », mais d'un sentiment autrichien qui ne plie guère devant les tendances unitaires et centralisatrices : *Richard von Schaukal*, conservateur et catholique à l'égal de Haecker, est à la fois critique d'art (*Giorgione*), auteur d'étincelants aphorismes (*Zettelkasten, Gedanken*), conteur à la manière de son délicieux et élégiaque compatriote Adalbert Stifter (*Dionys-bácsi*), peintre satirique des mœurs contemporaines (*Meinungen des Herrn v. Balthesser*, opinions de M. de Balthesser, inspirées par le « Graindorge » de Taine) et surtout très grand poète lyrique, héritier d'une tradition qui va de Claudius et de Hölderlin à Eichendorff et Mörike, et qui possède en lui le plus digne champion. Il excelle pareille-

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

ment comme auteur soit de ballades, soit de minauderies précieuses, ou encore dans le lied populaire et dans l'austère poème philosophique.

La poésie

Nous nous contenterons de nous incliner devant la mémoire de deux grands poètes autrichiens disparus : *Rainer Maria Rilke*, de tempérament essentiellement lyrique, même quand il choisit la forme prosaïque d'un conte ou d'un journal, et *Hugo von Hofmannsthal*, dont les vers ont gardé leur charme suave un peu morbide, tandis que sa prose narrative vieillit un peu ; il s'affirme comme le plus remarquable dramaturge d'expression allemande depuis Richard Wagner. Les écrits de ces dioscures néoromantiques sont universellement estimés en France et des traductions rendent l'œuvre de Rilke et de Hofmannsthal facilement abordable.

Par contre les vers marmoréens de *Stefan George* n'ont pas encore rencontré de traducteur français. Ce n'est point étonnant, car en dépit de leur forme magnifiquement ordonnée et de leur rythme puissant, les hymnes du prince des poètes rhénans ne se prêtent guère à être transplantés hors du sol qui les a vus naître. Ils sont essentiellement nationaux, teints de romanité et de francéité au même degré que toute la millénaire civilisation allemande de l'Ouest ; mais l'idée qu'ils expriment et qu'ils exaltent, le génie qui les a créés et qu'elles reflètent, sont profondément enracinés dans le terroir et nourris d'un flot de sang germanique. C'est le culte de l'amitié masculine, de l'héroïque sacrifice, de la béatifiante soumission aux ordres d'en-haut ; c'est le culte du « Führer », du conducteur

d'hommes; c'est aussi le mépris de la plèbe, la haine du faible, enfin c'est un de ces classicismes allemands qui surprennent par leur aspect éternellement romantique, rêveur, brutal et multicolore, dès que nous les rapprochons de n'importe quelle période d'une littérature latine.

L'apport de Stefan George est aujourd'hui hors de toute discussion. Une excellente édition complète de ses œuvres étale devant nos yeux leur déconcertante richesse. Poèmes épiques, poésie didactique oscillant entre le blasphème et l'adoration, poésie politique animée d'un sentiment national ardent, prose superbe en sa concision un peu prétentieuse, traductions géniales : tout y porte l'empreinte du plus haut sens artistique. Les doctrines du grand pontife — car il était prêtre suprême d'une communauté d'hiérodules et sa pensée embrassait l'ensemble des activités humaines — ont beaucoup agi sur le mouvement politique. Gœbbels, le « cerveau » du parti national-socialiste, a été nourri des conceptions géorgiennes ; toutefois il ne faut pas trop insister : entre le maître et l'acolyte s'intercale un médiateur inavouable : le « juif » *Gundolf*, historien de la littérature original et herméneutique, trop tôt — ou devons-nous dire à temps ? — disparu du champ de la bataille critique.

L'école de George abonde en historiens et elle abonde aussi en sectateurs aujourd'hui inavouables par des raisons généalogiques : *Friedrich Wolters, Kantorowicz*, *Simmel*, *Wolfram von den Steinen*, sont de leur nombre. Heureusement il y a encore *Rudolf Alexander Schroeder*, aryen aux quatre quartiers réglementaires, essayiste brillant et poète subtil, *Ernst Bertram*, penseur en vers et en prose, et son collègue *Wolfskehl*, délégués de l'Église géorgienne aux universités allemandes.

Otto zur Linde avait jadis brigué le rôle qui, dans le Troisième Reich, échoit à Stefan George. Mais la patrie renia ce prophète, et le public l'ignore. Lui et son disciple *Rudolf Pannwitz*, restés Européens sans avoir cessé d'être bons Allemands, mériteraient un meilleur sort; pourtant ils ne pouvaient compter sur un succès extérieur. A l'exception de George — plutôt connu que lu — de feu Rilke et d'un Déroulède noir-blanc-rouge qui s'appelle *Börries von Münchhausen*, aucun poète lyrique n'a sérieusemeut occupé les masses. Ni les deux expressionnistes remarquables morts depuis longtemps, toujours vivants par leur œuvre, ni *Christian Morgenstern*, ni *Georg Trakl*, ni quelques femmes d'un mâle talent, *Agnès Miegel*, *Ruth Schaumann* et *Gertrude von Le Fort*, ni le Villon de notre temps, *Jakob Haringer*, ni les visions extatiques d'*Alfred Mombert*, ni les beaux tableaux romantiques de *Hermann Hesse*, ni la splendeur des images évoquées par *Theodor Däubler*, ni l'ardente foi en Dieu d'*Ernst Thrasolt*, ni la confession sociale et patriotique de *Heinrich Lersch* ou de *Hermann-Neisse*, ni la veine incontestable et l'idéologie fort contestable de *Bert Brecht*; rien n'a détrôné les quelques Hugolards ou les nombreux Tyrtées de la guerre fraîche et joyeuse qui occupent dans la « Gutestube » bourgeoise et dans les maisonnettes des ouvriers le petit coin réservé aux ambassadeurs des Muses.

Le théatre

Tel est donc le bilan de la poésie lyrique : une demi-douzaine de maîtres, George, Rilke, Hofmannsthal, Morgenstern, Schaukal, Trakl, Hesse, une vingtaine de talents considérables dont nous avons cité les plus attrayants. Ce

n'est pas mal et c'est même bien, si l'on considère le théâtre. Ici, derrière *Gerhart Hauptmann*, survivant de sa gloire et témoin de sa propre décadence, aucune personnalité de premier plan ne s'impose. Nous aurons vite passé sur les célébrités d'hier : *Karl Sternheim*, *Georg Kaiser*, *Walter Hasenclever*, *Fritz von Unruh*, et nous ne nous arrêterons pas davantage aux vedettes d'aujourd'hui dont la plus fêtée, *Hanns Johst*, a évolué des tirades anarchistes d'un « Jeune Homme » aux tirades anticivilisatrices du « Schlageter ». Il nous importe plutôt de certifier la haute inspiration du théâtre religieux de *Hofmannsthal*, d'exprimer notre respect devant l'effort dramatique de poètes sincères, tels que *Paul Ernst*, *Wilhelm von Scholz*, *Richard Beer-Hoffmann* et *Eduard Stucken*, auteurs de pièces que nous pouvons désigner comme néoromantiques ou comme classiques à l'allemande. *Erwin Guido Kolbenheyer* et *Julius Maria Becker* se sont rapprochés d'un réalisme mitigé. *Max Mell*, *Richard Billinger*, deux Autrichiens, ont débuté par des mystères à la mode des primitifs et ils ont évolué, l'un vers le classicisme, l'autre vers un naturalisme aux tendances symbolistes et désagréablement grossier. Plus purs dans leur inspiration religieuse et poétique, *Leo Weismantel* et *Dietzenschmidt* restent également fidèles à la scène populaire qui en *Friedrich Griese* semble avoir trouvé un maître. *Franz Theodor Csokor* est un intellectualiste qui ne quitte pas la bannière de l'expressionisme. *Karl Zuckmayer*, *Bert Brecht*, ont réuni la fameuse « Neue Sachlichkeit » — un naturalisme savamment dosé de sans-gêne cynique — aux beaux restes de sentiment et de sentimentalité lyrique dont le libertinage ne les avait pas libérés. Les pièces de *Goering* et de *Joachim von der Goltz* renouvellent dans un esprit nationaliste le théâtre historique, et elles le font avec plus de compétence que les revues « métaphysiques » (avec ou

sans girls), historiques (avec ou sans sources) et psychiatriques (avec ou sans folklore) de *Franz Werfel.*

Le roman

De cette science illusoire et illusioniste, quel long chemin jusqu'aux beaux romans historiques qui font honneur à la prose narrative allemande! C'est ici que nous regrettons le manque de jugement, la légèreté avec laquelle certains de nos éditeurs choisissent les livres à traduire de l'allemand. Presque toutes les œuvres que je me permettrai maintenant de vous recommander pourraient enrichir la littérature française. *Hans Friedrich Blunck* a merveilleusement reconstruit la ténébreuse préhistoire de l'humanité (*Gewalt über das Feuer*, Puissance, maîtresse du feu... une trilogie); il est aussi l'auteur de contes délicieux de fées situés dans notre monde des machines (*Sprung über die Schwelle*, Un saut par-dessus le seuil). *Eduard Stucken* a ressuscité le charme étrange de la civilisation mexicaine au temps des Conquistadores (*Die weissen Götter*, Les Dieux blancs). *E. Guido Kolbenheyer* montre, par l'exact coloris des époques et des contrées qu'il décrit, une science et une conscience indéniables. C'est aussi un poète et un penseur, digne de nous conter la vie de Spinoza (*Amor Dei*) et celle de Paracelse. *Wilhelm Schäfer* est le biographe émouvant de Pestalozzi (*Das Leben eines Menschenfreundes*, La vie d'un philanthrope), il nous ensorcelle par ses « Légendes du Rhin » et il est charmant, amusant, passionnant dans ses magistrales « Anecdotes ». Cette maîtrise pour saisir le fait divers et divertissant et prendre brièvement un caractère, il la partage avec *Hans Franck* dont les historiettes pleines de saveur feraient la joie des connaisseurs français.

Emil Strauss se distingue comme conteur proprement dit (*Der Schleier*, Le Voile). il excelle de même dans le roman historique (*Der nackte Mann*, L'Homme nu) et psychologique (*Freund Hein*). Mme *Ricarda Huch* dépeint avec un art accompli, soutenu par des études très sérieuses, les personnages du Risorgimento italien (*Garibaldi*, *Confalonieri*) ou Wallenstein placé dans une vaste fresque où s'évoque la Guerre de Trente Ans (*Der grosse Krieg*). Le frère de Ricarda, *Rudolf Huch*, est un humoriste plein de goût et de bon sens, un portraitiste infaillible de la société bourgeoise et des hobereaux de son pays.

La baronne *Enrica von Handel-Mazzetti* jouit d'une juste renommée due à quelques saisissants panoramas de la Contre-Réforme et du Dix-Huitième Siècle autrichiens ; une autre femme de l'aristocratie, *Gertrud von Le Fort*, a conquis sa place à côté de Mme de Handel-Mazetti grâce à une fine étude de la psychologie d'une convertie et à son âpre récit *Der Papst aus dem Ghetto* (Le Pape sorti du Ghetto : Anaclet II).

A ces deux ferventes de l'Église Romaine se joignent d'autres narrateurs catholiques : *Hermann Stehr* s'est fait le chroniqueur des bourgeois silésiens (*Der Heiligenhof*, *Nathanael Maechler*) ; *Hans Carossa*, un médecin bavarois, nous conte, dans des souvenirs simples et touchants, sa jeunesse en fleur et ses avatars guerriers à l'ombre des obus (*Verwandlungen einer Jugend*, Métamorphoses d'une Jeunesse), *Rumänisches Tagebuch* (Journal roumain). *Friedrich Schnack* est le peintre délicat des papillons et des forêts, le chantre reconnaissant des magnificences exotiques.

Du côté protestant *Ina Seidel*, *Agnès Miegel*, *Friedrich Griese* et *Benno von Mechow* affirment un puissant talent de conteurs dans des livres très imbus de régionalisme. Prussiens orientaux comme Mme Miegel, mais plutôt adeptes d'un humanisme païen, *Ernst Wiechert* et *Alfred Brust* ont donné des romans d'une haute spiritualité à la fois et d'un sensualisme à peine refoulé. Ils s'apparentent, à travers toutes les différences de milieu, à l'Autrichien *Friedrich von Gagern*, qui, avec le regretté *Wilhelm Fischer*, avec *Franz Nabl* et *Otto Stoessl*, représente la prose narrative autrichienne dans sa plus haute perfection. Je mets à part deux grands artistes déjà disparus, *Franz Kafka*, originaire de Prague, auteur de fantaisies cocasses et troublantes, romantique effréné ; *Peter Altenberg*, une sorte de Max Jacob viennois, agréablement japonais dans ses petites esquisses charmantes et ingénument amorales.

Voici quelques Suisses : *Heinrich Federer*, disciple catholique de l'incrédule Gottfried Keller et maître de nombreux imitateurs qui appartiennent à toutes les opinions : *Paul Ilg*, *R. von Tavel*, le charmant fantaisiste *Robert Walser* et *Otto Wirz* qui dans ses études de psychopathologie contemporaine rappelle étrangement le pauvre Franz Hellens. Faut-il accorder une place à part aux Alsaciens qui ont voté pour la culture allemande? Quoiqu'il ait supprimé l'accent aigu de son nom, *René Schickele* garde dans son œuvre l'accent très prononcé de sa patrie ; *Eduard Reinacher* est d'une gaîté morne peu alsacienne, mais en somme d'une tournure d'esprit apparentée aux traditions de la vieille Strasbourg protestante. Enfin nous saluons la noble figure d'*Albert Schweitzer* dont les émouvants souvenirs constituent le don le plus

précieux des provinces recouvrées à la littérature allemande.

Un abîme sépare cet humanitarisme optimiste et raisonné du nationalisme farouche, agressif et guidé par l'instinct racial qui s'exprime avec beaucoup d'envergure dans les romans de *Hans Grimm* (*Volk ohne Raum*, Un Peuple qui étouffe), dans les livres de guerre de *E. Dwinger*, de *Franz Schauwecker*, d'*Ernst Jünger* et, avec moins d'âpreté, chez *Heinz Steguweit*, *Bruno von Brehm*, *Paul Alverdes*. Très personnels, *Ernst von Salomon*, *Carl Haensel*, *Josef Winckler*, *Hans Fallada*, ont chacun présenté l'un des aspects de l'après-guerre allemande. Salomon a donné un tableau magistral des *Geächteten*, des « Hors-la-loi » qui aujourd'hui sont devenus des législateurs ; Fallada, dans *Kleiner Mann, was nun?* (Homme de la rue, que vas-tu faire?), s'apitoie sur les chômeurs, et Haensel pleure des larmes sentimentales sur un capitaine de la grosse industrie ; Winckler, homme d'esprit caustique, excelle comme biographe posthume d'originaux (*Der tolle Bomberg*) et de profiteurs néoallemands (*Der Schieber*). *Robert Musil* a tenté dans une « vie » nullement imaginaire l'oraison funèbre de la vieille Autriche (*Der Mann ohne Eigenschaften*, L'homme sans qualités).

Le manque de place ne me permet pas d'apprécier dans cette courte étude le rôle important de quelques savants historiens de la littérature tels que *Konrad Burdach*, *Karl Vossler* et *Josef Nadler*, d'historiens de l'art comme *Heinrich Wölfflin*, de naturalistes comme *Edgar Dacqué*, *Ludwig Klages* et même de penseurs comme feu *Moeller von den Bruck*, père spirituel du National-Socialisme et l'un des hommes vraiment universels de notre époque. Nous rendons encore hommage à ces chefs de file, aujourd'hui honnis par le Troisième Reich, au génie

de *Thomas Mann* et à son frère *Heinrich* ; nous plaignons un *Jacob Wassermann*, un *Joseph Roth* et tant d'autres que le préjugé de la race a expulsés de leur champ d'action naturel... Et voici que la fin de notre esquisse est venue. Elle est loin d'être complète, nous n'y avons que superficiellement énuméré quelques richesses de la littérature allemande contemporaine. Toutefois, et malgré ses lacunes, j'espère qu'elle n'a pas enfreint les lois de cette parfaite impartialité envers ennemis et amis qui est l'honneur et le principal souci de la critique française.

O. Forst de Battaglia.

THÉATRE

Aucune œuvre immortelle à signaler. Ce n'est pas une raison pour annoncer la mort du théâtre, avec un air lugubre ou un sourire satisfait. La reprise de *La double inconstance* à la Comédie-Française, les débuts de la jeune compagnie *Le Rideau* sur la scène du Vieux-Colombier, le « documentaire » de Ferdinand Bruckner qui passe à la Maison de l'Œuvre, l'effort courageux de M. Stève Passeur pour maîtriser sa *Bête noire*, autant de faits signifiant qu'une volonté dramatique continue, fortement éprise de perfection, fidèle à l'idéal du travail bien fait, toujours hantée par l'immensité du monde que des tréteaux peuvent accueillir.

Nous offrir *La double inconstance* en ce moment, quel acte de foi en la puissance du théâtre! Ce prince, ces seigneurs, ces amoureux, nous font signe d'un monde qui est par-delà l'histoire et la géographie : et nous les suivons, alors que nous n'avons jamais été aussi attentifs aux choses de la patrie et de la terre. Une vie aérienne dans un pays sans nom, des âmes gracieuses sans inquiétude, des corps qui glissent... et ces charmantes créatures entrent dans nos imaginations remplies de barricades, de policiers, d'escrocs, de parlementaires véreux. Arlequin, Sylvia, Flaminia... nous aussi, nous avons nos personnages de fantaisie : ils s'appellent Angelo, « le baron », Jo-la-Terreur... La faillite est possible, des musiques guerrières annoncent des mythologies frénétiques, les dieux reviennent : mais, qu'est-ce que tout cela si Arlequin n'est plus aimé? Par la vertu d'intrigues faciles et innocentes, le théâtre accomplit son miracle qui est délivrance.

A condition toutefois d'être servi par des acteurs qui jouissent eux-mêmes de l'évasion. Heureusement la pièce est présentée par une troupe qui l'aime; chacun cède, en s'amu-

sant, au rythme de ce ballet psychologique fait de bonds et de repos. N'éprouvant qu'un goût modéré pour le marivaudage, j'apprécie dans *La double inconstance* un Marivaux qui n'est pas encore victime de son art. Sylvia et Arlequin s'aimaient ; mais un beau cavalier passe et la jolie Flaminia n'a pas envie de s'en aller. Pas un instant l'amour ne quitte les deux cœurs épris : il change simplement de direction. Les trois personnages qui mènent ce jeu ont une même fin à atteindre : leur équilibre. Équilibre conscient, calculé, chez Flaminia, combinant les situations de manière à cueillir le cœur d'Arlequin tout surpris de battre pour quelqu'un qui n'est pas Sylvia. Équilibre naturel de Sylvia qui aimait hier Arlequin, qui aime aujourd'hui le roi, accepte ce changement comme une fatalité nullement tragique mais ennuyeuse à cause du pauvre Arlequin. Chez ce dernier, équilibre après oscillations : il aimait hier Sylvia, il aimera demain Flaminia et, entre temps, les aime toutes les deux à la fois. Mlle Vera Korène, Mlle Madeleine Renaud et M. Bertin ont chacun l'intelligence particulière de leur équilibre : c'est pourquoi leur jeu laisse transparaître ce qui n'est pas dit.

La double inconstance n'est pas une œuvre profonde, mais une œuvre qui a une profondeur. Tout finit bien pour Arlequin, Sylvia, Flaminia et le roi, parce qu'ils sont des personnages de comédie : lorsque le rideau tombe, les hommes baissent la tête. Une grande tristesse est essentielle à l'inconstance; cette aptitude du cœur à la métamorphose n'est pas une promesse de vrai bonheur. Une certaine mesure unie à la plus vive fantaisie donne seule ici le juste ton; la pièce n'est qu'un divertissement, et pourtant elle serait trahie si le spectateur oubliait qu'elle pourrait être autre chose. Ce que les trois protagonistes ont si délicatement respecté, c'est l'homme invisible sous le déguisement et ce qu'il faudrait appeler la sensibilité du caprice.

●

La pièce de M. Ferdinand Bruckner n'appartient pas pré-

cisément à cette forme de théâtre qui est délivrance. La jeunesse hitlérienne campe et tient des propos peu rassurants devant un public qui n'a nulle envie de « s'évader »; les non-aryens se posent une fois encore le problème de leur avenir terrestre et personne ne suit leur histoire comme une simple fiction. Il est certain que nous ne nous intéressons pas à Karlanner, à Hélène, à Tessow, à Possloh et à Siegelmann exclusivement pour eux-mêmes; nous voyons à travers eux des voisins dont l'évolution et les évolutions nous inquiètent. L'émotion n'est pas purement dramatique et il y a là une question décisive qui touche l'essence même du théâtre. Estimons-nous heureux de la rencontrer à l'occasion d'une œuvre comme *Les Races*, mise en scène et jouée avec un talent et une force qui font souhaiter le groupement permanent de ces jeunes acteurs en une compagnie.

Il n'y a aucune raison pour exclure de la scène le reportage, pas plus que la philosophie ou la psychologie ou le lyrisme, à la seule condition que l'auteur reste avant tout un homme de théâtre. Tous les sujets sont bons pourvu qu'ils tombent sous le regard d'un dramaturge. Il n'y a qu'une question d'optique. Si *Les Races* était uniquement un documentaire, il relèverait d'une chronique de politique étrangère. Il y a drame *aussi*, parce que des êtres concrets, engagés dans certaines relations définies, ayant une histoire personnelle, affirment leur présence et leur droit à nous intéresser à leur présence. Chose curieuse, d'ailleurs, c'est en se « personnalisant » totalement qu'ils deviendraient représentatifs; la critique que l'on pourrait faire à M. Bruckner est de n'avoir pas été jusqu'au bout du mouvement qui tire de l'univers germanique contemporain un Karlanner, une Hélène : le reportage, pour être dramatique, tend naturellement vers la création de symboles, et, une fois lancé dans cette direction, un poète n'est jamais trop poète.

Le jeune allemand *nazi* par tempérament, celui qui le devient par enthousiasme raisonné et le reste par veulerie ou intérêt, celui qui le devient par enthousiasme romantique et ne peut le rester après l'étourdissement des premiers jours,

voilà du côté de la croix grammée ; de l'autre, le juif qui s'arrange avec les vainqueurs (le seul homme mûr de la pièce), celui qui comprend que l'exode recommence et tourne les yeux vers la Palestine, la jeune israélite qui n'accepte ni l'exode ni la défaite. Ces huit tableaux adaptés par Mme Renée Cave et mis en scène par M. Raymond Rouleau au théâtre de l'Œuvre méritent, à tous les points de vue, un long succès (1).

Il y a quelques années, M. Stève Passeur donnait à L'Atelier trois actes sous le titre *Pas encore* : la critique louait le premier avec un élan unanime et peu commun, mais déclarait les deux autres très inférieurs. En 1933, l'auteur reprenait sa pièce à la Maison de l'Œuvre sous le titre *Une vilaine femme* avec une nouvelle version des actes moins bien venus dans le texte primitif. Au mois de mars dernier, M. Stève Passeur faisait jouer au Théâtre des Ambassadeurs *La Bête noire*; n'ayant pas assisté à la répétition générale, je ne sais ce qu'était la pièce, mais le lendemain la « première » était décommandée ; quinze jours plus tard *La Bête noire* revue et corrigée réapparaît avec une interprète nouvelle dans le rôle principal. Il y a là une probité courageuse qui appelle l'estime.

Il y a dans *La Bête noire* un sujet; peut-être l'auteur en verra-t-il mieux les exigences à distance et une troisième version... à moins qu'il ne laisse généreusement son idée à Jules Romains qui aurait dû la trouver. Une certaine neurasthénie relève d'une thérapeutique vigoureusement homœopathique : les malades souffrent d'une ignorance, ils ne connaissent pas le bonheur d'être bien portant et libre, la joie de parler à visage découvert et d'être soi ; ce n'est pas leur volonté qui est déficiente, mais leur vision du monde qui est trop courte. Cette idée fait lever l'image bouffonne d'une

(1) Nous avons été amené à donner de certains rôles une interprétation que nous ne reprendrons pas ici ; cf. *Sept*, n° 4.

maison de santé qui serait un bagne, avec personnel militarisé sur le modèle de l'armée selon Courteline. La doctoresse directrice a cinq galons sur la manche ; les surveillants sont des adjudants qui ont l'impérieux devoir d'injurier ; les malades sont déguisés en forçats, leur personnalité est supprimée ; ils portent un masque, troquent leur nom pour un numéro, et, ignorant tout les uns des autres, en arrivent à ne plus même penser à leur propre histoire. L'injustice est de rigueur, la tyrannie s'étale systématiquement, la « colonelle » doit devenir la « bête noire » de son régiment. Ce sujet implique naturellement une révolte : les clients et les clientes enlèvent leur masque, se révèlent mutuellement leur identité, retrouvent leur caractère. La « colonelle » ne perd pas la tête : que ces messieurs et dames se mettent à leur aise, que les adjudants soient prévenants comme des infirmiers ; elle-même enlève son uniforme galonné. Alors chacun est envahi par ses soucis, ses manies ; celui-ci s'intéresse à la crise qui le ruine, celui-là à ses tableaux qu'il ne vend pas, ce banquier à sa dernière faillite. Au bout de huit jours, les clients réclament leur bagne.

Tel est le sujet pour Jules Romains avec toutes ses possibilités de variations unanimistes et son essence « canularesque », terme normalien probablement irréductible à toute définition. Mais il y a aussi dans *La Bête noire* un sujet pour Stève Passeur, l'idée qui devait être inventée par l'auteur de l'*Acheteuse* et de *Pas encore*. Une pièce vraiment passeurienne implique une plus ou moins vilaine femme que l'amour surprend ; avec ce personnage de drame ou de haute comédie, M. Stève Passeur essaie aujourd'hui de faire un personnage de comédie gaie et presque bouffe. La « colonelle » a quarante ans ; c'est une scientifique, une philanthrope et une affranchie ; aucune prédestination particulière à l'amour ; quelques aventures rapidement refroidies lui ont donné sur la question une opinion radicalement dépourvue de musicalité. Et voilà qu'elle s'éprend du n° 16, bêtement, naïvement. Mais le n° 16 a remarqué le n° 9, et le n° 9 ne fut pas insensible au charme de l'inconnu : ils vont se marier,

guéris à jamais de la neurasthenie. La « colonelle » n'a plus qu'une ressource : se faire soigner dans son propre établissement. Au dernier tableau, nous la reconnaissons, masquée, en tête de la colonne que l'adjudant fait manœuvrer selon les principes inventés par sa patronne... actuellement en voyage.

Malheureusement il ne semble pas que la pièce se soit imposée à l'auteur. C'est un jeu laborieux, avec des morceaux réussis; l'ironie hésite entre l'humour et la verve; peut-être M. Stève Passeur, comme jadis André Gide, a-t-il tourné autour de ce que l'on appelait *sotie* au Moyen Age et essayé de créer un type d'œuvre qui serait pour notre temps quelque chose de ce genre. On dirait qu'il n'a pas pris pleinement conscience de son sujet: telle quelle, *La Bête noire* sera peut-être un échec ou un demi-échec; elle n'est nullement le signe d'un talent qui faiblit ou se repose; la vitalité dramatique de M. Stève Passeur est intacte.

Henri Gouhier.

Daumier et le Palais

Par la qualité admirable de ses noirs et par ses franches clartés, sa satire insistante et caustique, la série des « Gens de Justice » attire l'attention parmi les lithographies de Daumier. Il revient sur les mêmes sujets dans ses aquarelles, ses dessins, ses peintures. Auditoire morne d'une salle d'audience, foule de la salle des Pas-Perdus, mais tout d'abord juges et avocats, sont, d'un trait cinglant, caricaturés dans toutes leurs attitudes. La virulence, la justesse, les grossit à la proportion de types humains.

Daumier a épié tous les membres de la famille judiciaire. Voici l'avocat important, satisfait de sa dernière plaidoirie. Il descend, roide, l'escalier du Palais, ou traverse la salle des Pas-Perdus. Cet autre, avec un large sourire, lit dans un journal judiciaire « l'éloge de lui-même par lui-même ». Ce troisième, échangeant une prise avec le concierge, laisse percer sa satisfaction : aujourd'hui, une grande représentation, quelle belle cause : « Un assassinat orné d'un viol! » Un confrère serre de près une jeune femme élégante : « Nous prouverons facilement que votre mari a tous les torts. »

Un maître du barreau s'avance superbe, port souverain, face glorieuse aux favoris bien peignés. Effacement envieux des confrères.

Voici l'audience, la plaidoirie, la cour ennuyée, les juges endormis, les confrères narquois qui attendent le moment de la riposte, tandis que, entraîné par son éloquence, un avocat s'oublie dans une mimique contorsionnée.

La pierre lithographique ne suffit pas. Sous le crayon, sous le pinceau de Daumier, revivent ces gestes grandiloquents sans doute un peu trop familiers à l'éloquence boursouflée du temps. Mais il y a aussi les regards, les sourires, qu'échangent entre eux ces lutteurs, ceux que Daumier a surpris et ceux qu'amplifie sa vision. Et ils trahissent un monde de sous-entendus, de suffisance, de duplicité.

Daumier avait-il donc, comme l'écrit Arsène Alexandre,

« voué des rancunes spéciales à la gent chicanière »? Elle tient, il est certain, une place un peu à part dans son œuvre par l'abondance. Se hausse-t-elle encore à un rang unique par la virulence de la satire?

On a essayé d'expliquer par quelques événements de sa vie cette soi-disant rancune. Vers sa quinzième année, petit saute-ruisseau dans une étude d'huissier, il a très certainement vu de près le Palais. Sa nature d'artiste aurait souffert à cette ingrate besogne, et un trait décoché plus tard à la gent des huissiers serait l'expression d'un amer souvenir : « Attendrir un huissier, vous n'êtes donc pas Français, mes braves gens! »

Jeune homme, sa réclusion à Sainte-Pélagie, mal justifiée par la publication d'une méchante caricature sur Louis-Philippe, souleva sans doute quelque indignation contre ses juges et leur sévérité partiale. Peut-être encore garda-t-il une profonde et douloureuse amertume du grand procès politique qu'il suivit passionnément et dont il a laissé de féroces caricatures dans ses portraits des *Juges d'Avril*.

Mais pour expliquer son œuvre, il n'y a pas besoin de ces faits auxquels nous sommes tentés d'accorder maintenant une importance que Daumier peut-être ne leur a jamais donnée. Dans cette foule du Palais, l'artiste trouvait une gamme exceptionnellement riche de mouvements expressifs, de faits divers, de pathétique. C'était un aliment de choix pour sa verve caustique. Lui qui aimait suivre le jeu des acteurs, trouvait dans une belle plaidoirie la même variété, les mêmes émotions fortement exprimées. Tout cela accusé par l'effet de la robe noire. La robe donne plus d'ampleur à la silhouette de l'homme qui se dresse ou qui se redresse. Elle suit le mouvement, l'accentuant, grandissant le geste. Les larges manches, qui comme des ailes battantes accompagnent le trajet de chaque bras, le décuplent. Puis la main nerveuse et l'index percent hors de cette profondeur noire avec une vigueur coupante. Le contraste de cette robe sombre avec la physionomie et la main crûment éclairées multiplie l'accent, donne des effets puissants et savoureux. Dau-

mier a certainement eu un très grand plaisir à ombrer de son crayon gras ces belles robes noires des avocats, à jeter là-dessus les lumières du rabat, d'une hermine, de la nuque.

Lui qui « jamais, au grand jamais, ne dessina d'après nature », organisait ainsi de courtes scènes cocasses. Mais sa caricature, formidable d'ampleur, est sans rancune et sans fiel. S'il a flâné avec plaisir dans les salles du Palais de Justice, s'il en a tiré tant de pages incisives, son trait caustique est le même pour tous. Il est impitoyable pour la bêtise suffisante du bourgeois qu'il fustige et trahit dans ses plus mesquines activités. Les médecins ou les académiciens, les bouchers ou les « bas-bleus » ne sont pas davantage épargnés. Toujours la médiocrité ou les tristes lacunes de la nature humaine éveillent sa satire et sa fantaisie.

Bien plus, dans ce Palais où circulent les avocats pleins de suffisance, où somnolent les juges, il y a encore les plaideurs, les inculpés, la foule; — cette foule de Daumier si vraie dans son animation ou sa stupeur morne, dans l'animale participation de tous au même geste. Canaillerie, abrutissement, vulgarité; et — encore une fois, — le bourgeois qui « sourit béatement à l'audience où se plaide le flagrant délit de sa femme ».

Souvent amer comme Molière à qui on l'a souvent comparé, et pour les mêmes raisons, Daumier ne se laisse pas aller à de mesquines rancunes. Ses contemporains sont sur ce point unanimes. Il confère aux défauts de ses personnages une grandeur épique. C'est en quelque sorte l'effet spontané de sa vision et de son tempérament. « Ce gaillard-là, disait Balzac, a du Michel-Ange sous la peau. »

Dans cette rancune que l'on croit trouver envers les gens du Palais, ne sommes-nous pas un peu dupes de notre sentiment? L'idée de justice qu'ils représentent nous conduit à les situer dans des régions quelque peu surhumaines. Daumier les a vus comme des hommes et a souligné en eux les passions et les travers de tous les autres hommes.

Marie-Louise Plourin.

A TRAVERS LES REVUES

La **Revue Musicale** publie dans son numéro de mars un article fort intéressant du Prince S. Volkonsky sur l'histoire du chant religieux russe, ses origines historiques et son développement. Bien connu par ses ouvrages sur l'opéra et surtout sur le ballet, l'auteur fait autorité sur les questions musicales de l'ancienne Russie.

Il commence par souligner le caractère populaire du chant en Russie :

Le chant est presque une nécessité de l'âme populaire russe : dans la joie, dans la douleur. Quand une paysanne pleure, ses lamentations presque toujours tournent à la litanie.

Le christianisme arrivant de Grèce en ce pays, les premiers chants liturgiques connus furent byzantins, étrangers à cette terre,

dont Hérodote disait que la moitié de l'année il y tombait du ciel une matière blanche que les habitants appelaient neige.

Pour apprendre aux nouveaux convertis à chanter correctement :

A la fin du XI[e] siècle, trois chantres grecs vinrent s'établir à Kieff et y installèrent une école de chantres.

Pendant plusieurs siècles le chant et la langue grecs dominèrent dans la vie religieuse russe. Mais peu à peu, l'âme nationale se pénétra suffisamment des idées chrétiennes et de leur caractère, et la lutte s'engagea entre les tendances nouvelles, nationales, et l'art officiel, grec. L'invasion des Tartares, dont la Russie ne se débarrassa qu'au XVI[e] siècle, eut l'avantage de couper tous rapports avant la Byzantie et de permettre ainsi à l'art national d'obtenir le dessus.

Ce n'alla pas sans entraîner des erreurs :

Les exercices rituels, à ces époques éloignées, étaient longs, pénibles, pour les ouailles comme pour le clergé. Pourtant, on n'osait pas faire des coupures, mais il se forma, petit à petit, la mauvaise habitude de ne pas attendre son tour : prêtres, diacres, chantres, empiétaient les uns sur les autres avec une telle crainte de perdre

du temps, que, finalement, on se mit à parler et à chanter simultanément.

... Est-il nécessaire d'insister sur la cacophonie que donnait cette bizarre « polyphonie »?

La période de Pierre le Grand qui marqua la séparation définitive de l'Église russe et de l'Église grecque fut une époque de transformation des formes du rite désormais national. Le patriarche Tichon, tiraillé entre les traditionnalistes hellénisants et les novateurs nationaux, fit appel aux Italiens :

Deux maîtres italiens, Sarti et Galuppi, introduisirent en Russie ce style italiano-orthodoxe, suave, doucereux, qui régna bien au-delà de la première moitié du siècle passé.

Leurs élèves les plus connus et les plus doués furent Bortniamsky et Bérézovsky. Le premier fut nommé, après ses études en Italie, directeur de la chapelle des chantres de la cour. Malgré leur formation étrangère, ils eurent une influence heureuse sur la musique religieuse.

Ils furent les premiers à tenir compte du texte : ils composèrent de la musique sur le rythme du texte, au lieu que leurs prédécesseurs, les deux maîtres italiens, forçaient le texte dans un rythme musical préconçu.

On voit donc que, au début de XIX[e] siècle, la musique religieuse russe est sous l'influence étrangère. Mais Glinka la libéra définitivement et fut le précurseur de Tchaikovsky.

Toute une suite de compositeurs connus, tels Rimsky-Korsakoff, Gretchaninoff, etc., ont développé la richesse musicale religieuse, tout en respectant son caractère national.

Dans sa conclusion, le P. Volkonsky précise : Ce qui différencie surtout la musique d'église russe de celle des pays occidentaux,

c'est le fait que pendant des siècles elle se développa sur des bases toutes différentes de la musique laïque. Tandis que les plus beaux spécimens du choral occidental étaient en même temps de beaux exemples de la musique en général, nos chants à nous étaient des produits de leurs propres lois et préceptes et, ce qui est plus important encore, de leurs propres restrictions. Et l'esprit qui se voit à travers ces lois et ces restrictions offre, malgré le frein de la discipline rituelle, une magnifique floraison du sentiment religieux.

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne).